

# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

**SÉANCE PUBLIQUE DU:**

**JEUDI 20 OCTOBRE 2016**

**TOME V**

## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Délégation de Service Public Délibération de principe Stationnement payant sur voirie

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La mise en œuvre prochaine de la réforme du stationnement sur voirie dans le cadre de la décentralisation et dépenalisation, issue de la loi MAPTAM, va impliquer de nombreux changements. Cette évolution réglementaire devra être mise en œuvre à la date butoir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'objectif général de cette réforme vise à donner d'avantage de compétences aux collectivités pour mettre en œuvre un véritable service public du stationnement dans le cadre de la politique de mobilité.

Cette réforme génèrera les modifications suivantes :

- La disparition de l'amende pénale d'un montant de 17 euros au profit de redevances dont les montants seront fixés par le Conseil Municipal,  
Le stationnement payant va devenir ainsi une redevance d'occupation du domaine public.
- La définition d'une nouvelle grille tarifaire à partir d'un zonage, dont les produits seront versés à la commune ayant délibéré,
- La définition et la gestion d'un Forfait Post Stationnement, dont les produits seront reversés à la Métropole, responsable des mobilités,
- La modernisation des matériels existants : la réforme des horodateurs et les évolutions prochaines des technologies liées au contrôle,
- La mise en œuvre d'un Recours Administratif Préalable Obligatoire, (RAPO) pour les usagers,
- L'installation d'une nouvelle juridiction administrative pour les recours des usagers dont le siège sera situé à Limoges.

Ainsi, cette réforme conduit la ville à prévoir une nouvelle organisation qui intégrera toutes ces modifications à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Dans cette perspective, la collectivité doit se préparer à mettre en œuvre les nouvelles modalités de gestion et de contrôle du stationnement.

L'assistance à maîtrise d'ouvrage engagée en janvier 2016 a identifié plusieurs scénarios en matière de gestion allant de la régie à l'externalisation.

Compte tenu des attentes et des contraintes de la Ville de Montpellier, le choix d'un contrat de Délégation de Service Public est apparu le plus adapté en raison des motivations suivantes :

- Des investissements très importants à réaliser dès la mise en œuvre de la réforme ;
- Le transfert progressif des missions prises en charge à ce jour par les services de l'Etat auprès des exploitants (collectivités et ou entreprises missionnées) ;
- Des incertitudes sur les recettes à venir et le comportement des usagers de la voirie ;
- La possibilité de proposer aux agents en place de continuer à exercer leurs missions sous la responsabilité du délégataire.

Conformément aux modalités prévues par les articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient dès à présent d'engager la procédure pour la désignation, d'un délégataire, dans le cadre d'un contrat de Délégation de ce Service Public, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le Conseil Municipal aux termes de la loi, doit se prononcer sur le principe de cette délégation définie ci-dessus dans ses grandes lignes et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

Le stationnement payant sur voirie, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, sera confié pour une période de 7 ans à un délégataire qui en assumera la gestion pour la ville :

- Le délégataire assurera la gestion du service à ses risques et périls, sa rémunération devant être assurée substantiellement par les résultats de l'exploitation ;
- Le délégataire sera responsable de la continuité du service et de l'égalité des usagers ;
- Le délégataire appliquera les orientations souhaitées par la collectivité, mais il sera responsable des opérations conduites.

Le principe d'une Délégation de Service Public et ses caractéristiques principales ont été soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire :**

- D'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- De décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définies aux articles L 1411-1 et suivants du C.G.C.T. qui conduira à la désignation du délégataire pour le stationnement payant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou l'Adjoint Délégué à signer tout document se rapportant à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

**Rapport de présentation  
Délégation de Service Public  
Stationnement payant**

**I - Mise en œuvre de la réforme du stationnement sur voirie : 1<sup>er</sup> janvier 2018, dans le cadre de la loi MAPTAM (modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles)**

La mise en œuvre prochaine du stationnement sur voirie dans le cadre de la décentralisation (loi MAPTAM) implique de nombreux changements sur la commune de Montpellier qui devront être mis en œuvre à la date butoir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cette réforme génère les modifications suivantes :

**1/ L'affirmation du contrôle du stationnement sur voirie dans le cadre d'une politique de mobilité :**

Le stationnement devient un levier des politiques publiques de mobilité et d'aménagement urbain. Il permet de favoriser un partage de l'espace public, rare par nature dans les centres des grandes agglomérations, afin de renforcer l'attractivité, et valoriser le partage de l'espace public.

**2/ La définition d'une nouvelle grille tarifaire à partir d'un zonage et d'un Forfait Post Stationnement :**

Cette réforme permettra aux villes d'accroître la maîtrise de leur stationnement et leur politique en adoptant les tarifs en fonction de la valeur des espaces.

À ce titre elle représente un enjeu financier important lié :

- à la **disparition de l'amende pénale** fixée à ce jour à 17 euros et remplacée par une grille tarifaire adoptée par la collectivité.
- à la **disparition du reversement du produit des amendes** lié au stationnement
- au **fléchage des recettes** entre la Métropole et la Commune ayant délibérée sur les tarifs
  - Recettes directes du stationnement au profit de la commune
  - Recettes du Forfait Post Stationnement au profit de la Métropole

**3/ La modernisation des matériels existants : la réforme des horodateurs et les évolutions prochaines des technologies liées au contrôle :**

La réforme implique à Montpellier la modernisation de l'ensemble du parc des 734 horodateurs répartis au sein des actuelles zones payantes (jaune, orange, verte).

Par ailleurs, le suivi et le contrôle du stationnement auprès des zones les plus sollicitées nécessitent de développer de nouveaux moyens de contrôle et de paiement dématérialisés.



Le coût global des investissements estimés à ce jour à périmètre constant est de **5 millions d'euros**.

Enfin, la réforme s'accompagne de très grandes évolutions technologiques, telles que la Lecture Automatisée des Plaques d'Immatriculation (LAPI) attendues pour les années à venir en France et d'ores et déjà en application dans certains pays européens proches : Belgique, Espagne, GB.

#### **4) la gestion du Forfait Post Stationnement :**

Le forfait post-stationnement doit tenir compte du paiement préalable de l'utilisateur. Son montant pourra varier en fonction des sommes préalablement versées.

L'utilisateur pourra payer son FPS dans une durée de 90 jours après la réception de celui-ci.

Un logiciel dédié permettra d'établir le suivi de celui-ci. Passé ce délai de 3 mois après émission du FPS, si ce dernier reste impayé, on aborde alors une phase de recouvrement forcé des sommes dues par le biais de l'émission d'un titre exécutoire. Ce dernier mentionne le montant du forfait impayé et la majoration due à l'État.

Pour faire face à cette nouvelle réglementation, le matériel et les logiciels devront être adaptés. Les terminaux devront pouvoir imprimer un ticket informant l'utilisateur du montant du FPS.

#### **5) Le recours Administratif Préalable Obligatoire :**

Pour contester le FPS, l'utilisateur doit impérativement effectuer un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) dans le mois qui suit l'émission du FPS, avant de saisir le juge. Enfin, un logiciel spécifique au RAPO est nécessaire.

#### **6) Le recours devant la juridiction administrative :**

L'utilisateur pourra contester devant une juridiction spécialisée. La collectivité sera en charge de transmettre l'ensemble des éléments nécessaires pour prise de décision ainsi qu'un mémoire de défense au Tribunal. Cette activité aussi peut être déléguée.

## **II - Rappel des modalités actuelles de gestion**

### **a) Instauration du Stationnement Payant en cœur de ville et dans les proches faubourgs.**

Trois zones existent et ont été délimitées en fonction de la contrainte de stationnement plus ou moins prégnantes afin de permettre la rotation des véhicules et de faciliter le stationnement des résidents.

La première ceinture, très commerçante, autour de l'Écusson est une zone pour laquelle le stationnement est limité à 2 heures,

La seconde ceinture comprend les faubourgs (Beaux-Arts, Figuerolles...), les contraintes y sont moins prégnantes mais pour autant ces faubourgs sont animés, le stationnement y est limité à 5 heures,

La troisième ceinture est destinée à assurer le stationnement des résidents et permet aux visiteurs de stationner une journée complète pour un tarif très modique.

## Stationnement Payant - Découpage des secteurs



La gestion actuelle du stationnement comporte l'ensemble des places comprises dans le périmètre présenté ci-dessus. Ainsi, 734 horodateurs permettent de gérer les 13 000 places concernées dont nombre de places réservées : aires de livraison, emplacements réservés aux personnes à mobilité réduite, aires réservées aux transports de fonds, arrêt minute.....

La signalétique horizontale et verticale est obligatoire, cette obligation est lourde pour la collectivité, car il convient de veiller sans cesse à sa bonne visibilité.

Il convient de souligner que les horodateurs ont en moyenne 20 ans. Ces appareils vétustes ne pourront pas s'adapter à de nouveaux besoins et à de nouvelles technologies.

Différents modes de paiement existent :

- pièces, carte bancaire, carte résidant rechargeable pour paiement direct à l'horodateur,
- cartes mensuelles délivrées par l'agence du stationnement,
- paiement dématérialisé par téléphone mobile ou par internet.

TARIF NORMAL				TARIF RESIDENTS			
DUREE	ZONE JAUNE	ZONE ORANGE	ZONE VERTE	DUREE	ZONE JAUNE	ZONE ORANGE	ZONE VERTE
	Limité à 2h	Limité à 5h	Limité à 9h		Limité à 2h	Limité à 5h	Limité à 9h
30mm	1.00 €			30mm			
45mm	1.50 €			45mm			
1 heure	2.00 €	1.30 €	0.80 €	1 heure			Gratuit
1 h 15 m	2.50 €			1 h 15 m			
1 h 30 m	3.00 €			1 h 30 m			
1 h 45 m	3.50 €			1 h 45 m			
2 heures	4.00 €	2.80 €	1.20 €	2 heures			Gratuit
3 heures		3.10 €	1.40 €	3 heures			Gratuit
4 heures		3.60 €	1.50 €	4 heures	0,60 €	0.60 €	Gratuit
5 heures		4.00 €	1.60 €	5 heures	0,70 €	0.70 €	Gratuit
6 heures			1.70 €	6 heures			Gratuit
7 heures			1.80 €	7 heures			Gratuit
8 heures			1.90 €	8 heures			Gratuit
9 heures			2 €	9 heures	1.00 €	1.00 €	Gratuit
				6 jours	4,00 €	4.00 €	
				15 jours	7,50 €	7.50 €	

Les résidents des zones jaune et orange bénéficient d'un tarif à 15 €/mois et peuvent s'ils justifient d'un abonnement annuel aux transports en commun bénéficier d'un tarif minoré à 7,50€. Ces tarifs sont applicables à 2 véhicules par foyer.

Les résidents de la zone verte bénéficient de la gratuité.

Enfin des tarifs ont été étudiés pour les professions libérales de l'urgence qui peuvent stationner 40 mn gratuitement lors de chaque arrêt.

L'ensemble des usagers bénéficient de 30 mn gratuites en utilisant la carte oxygène ou le paiement dématérialisé.

La Ville a opté en 2014 pour une gestion dématérialisée du contrôle du stationnement. Ainsi, les 36 agents en charge de cette mission verbalisent les contrevenants au moyen d'un terminal qui transmet directement les infractions au Centre National de Rennes qui gère de façon automatisé l'ensemble du processus lié à la gestion des procès-verbaux. À titre d'information, 150 000 PV liés aux infractions de non-paiement du stationnement ont été émis en 2015.

### **b) L'organisation du service**

Le service de la collectivité gère essentiellement le contrôle du stationnement, les pouvoirs de police du Maire ne peuvent pas être délégués.

Un prestataire a été désigné par le biais d'un marché public à bon de commande pour effectuer l'ensemble des opérations suivantes :

- Maintenance et nettoyage des horodateurs,
- Installation et déplacement des horodateurs,
- Collecte des horodateurs,
- Régie de recettes, comptage des fonds, transport à la Banque de France,
- Gestion des logiciels informatiques,
- Gestion agence commerciale : renseignements, délivrance aux usagers des macarons et abonnements spécifiques, gestion de l'ensemble des modes de paiement,
- Enquêtes de voirie et de satisfaction,
- Entretien de la signalétique horizontale,
- Communication.

Il est à noter que ce marché confié à TaM Stationnement arrive à terme le 31 Décembre 2017.

### **c) Quelques éléments de comparaison**

	Montpellier	Strasbourg	Grenoble	Nantes
Nombre de places	13000	11500	12200	14500
Nombre d'horodateurs	734	730	835	650
Nombre d'agents	36	54	32	55
Recettes	4 millions d'euros	7 millions d'euros	7 millions d'euros	7,5 millions d'euros
DONT recette résidents	500 000 €	1 million €	1 million €	

### III – les modes de gestion envisageables et les motivations du recours à la délégation de service public

Un choix s'offre à la ville entre la gestion en régie ou la gestion déléguée.

Le recours à une délégation de service public présente les avantages suivants :

- Des investissements importants à réaliser dès la mise en œuvre de la réforme,
- Le transfert progressif des missions prises en charge à ce jour par les services de l'État auprès des exploitants (collectivités et ou entreprises missionnées),
- des incertitudes sur les recettes à venir et le comportement des usagers de la voirie,
- Risques d'exploitation pris en charge par le délégataire tant sur le plan technique et économique, que financier, a fortiori dans le cadre de la décentralisation, avec l'importance des taux de contrôle et de respect du paiement de la redevance de stationnement et du FPS,
- Possibilité de recourir aux compétences d'un véritable professionnel pour l'exercice d'une activité très spécifique nécessitant un savoir-faire particulier, tout particulièrement encore au travers de la décentralisation qui sera susceptible de requérir des moyens techniques nouveaux et évolutifs,
- Souplesse d'organisation et de fonctionnement et d'adaptabilité,
- Rationalisation des moyens déployés à l'échelle de la Commune,
- Spécialité dans les travaux à effectuer,
- Lissage dans le temps des investissements à réaliser, la Ville ne préfinançant rien alors que le délégataire amortira les biens sur la durée de la DSP,
- La difficulté d'appréhender les comportements des usagers liés à plusieurs facteurs :
- Zonage et tarification nouveaux impliquant des rotations au sein des périmètres sollicités,
- Impact des nouvelles technologies en pleine évolution sur les taux de paiement et les pratiques en matière de stationnement en centre-ville,
- Passage du domaine pénal au domaine civil impliquant de nouveaux rapports entre les utilisateurs de la voirie et les autorités administratives vouées à la gestion du FPS voire du contentieux,
- Introduction à moyen terme du dispositif de Lecture Automatisée des Plaques d'Immatriculation (LAPI),
- La possibilité de confier à un tiers, la mise en œuvre d'un nouveau dispositif réglementaire par définition impopulaire, et pour lequel il demeure délicat de concerter pour identifier des solutions communes à chaque secteur appréhendé,
- Et enfin, il est utile de rappeler que cette réforme entrant en application le 1<sup>er</sup> janvier 2018 constitue un levier au service des politiques publiques de mobilité. A ce titre, elle vise à introduire un partage équilibré de l'espace public urbain devenu rare dans les grandes agglomérations. La perspective de conjuguer cette DSP à terme, avec celle dédiée aux transports publics, présente des enjeux tout particuliers à ce moment de construction et d'installation d'un nouveau dispositif.

Dans le cadre d'une gestion déléguée, la Ville restera responsable de l'organisation du service et notamment de la définition des caractéristiques essentielles de l'activité confiée au délégataire (encadrement des tarifs, quotas d'abonnements, surveillance de la qualité du service, modalités de surveillance du paiement, Etc...)

La Ville disposera bien évidemment d'un pouvoir de contrôle et de sanctions vis-à-vis de son délégataire (sanctions pécuniaires, mise en régie provisoire aux risques et périls du délégataire, sanctions résolutives).

## IV/ Présentation des principaux éléments du contrat de la Délégation de Service Public

### a) Caractéristiques envisagées pour la prochaine Délégation de Service Public

La gestion du stationnement payant sur voirie, environ 13000 places, correspondant aux éléments suivants :

- Renouvellement des 734 horodateurs
- Entretien/maintenance des horodateurs
- Adaptation du matériel autre (terminal + imprimante, logiciels de gestion)
- Mise aux normes de la signalisation horizontale et verticale
- Entretien/maintenance de la signalisation horizontale et verticale
- Gestion du système de centralisation
- Fourniture/pose de nouvelles machines ainsi que tous les travaux jugés nécessaires sur l'espace public afin de garantir leur accessibilité et mise en œuvre des extensions du stationnement payant
- L'adaptation du stationnement payant aux modifications qu'il pourra connaître, dont notamment les extensions ou suppressions de places en lien avec l'évolution des politiques en matière de mobilité et d'aménagement urbain
- Gestion d'une agence commerciale
- Relations usagers
- Commercialisation et distribution des macarons résidents et autres produits tarifaires
- Maintenance et développement de l'application liée au paiement par mobile ou toute autre évolution technologique
- Réalisation en concertation avec la Ville, fourniture et distribution de flyers ou autres supports de communication concernant les évolutions du plan de stationnement, les évolutions tarifaires ou toute autre modification liée notamment à la réforme du stationnement sur voirie
- Enquêtes de rotation, enquêtes respect- occupation, enquêtes de satisfaction
- La collecte des recettes et des FPS
- La gestion des FPS
- La rationalisation du contrôle du stationnement avec l'introduction ou pas du LAPI. À cet effet, il sera proposé aux Agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP), volontaires, de poursuivre leur mission dans le cadre d'un détachement auprès du délégataire retenu. Dans le cahier des charges de la DSP, la Ville imposera notamment aux candidats de garantir aux agents de la Ville en position de détachement, des conditions de rémunération aussi importantes que celles offertes par la Ville. La Ville souhaite ainsi offrir des garanties à ses agents qui seront en détachement.
- Le traitement des recours administratifs préalables obligatoires (RAPO).
- Le traitement du contentieux

### Les services complémentaires liés au stationnement payant

- La gestion des aires réservées
- Installation de capteurs à la place, de bornes ou autre technologie, notamment dans des secteurs où le stationnement est proche de la saturation ou s'agissant des aires de livraison, aires d'arrêt minute, ou places de courte durée notamment
- Mise en œuvre de systèmes LAPI (lecture automatisé des plaques d'immatriculation), avec acquisition de véhicules de contrôle et possibilité de verbalisation assistée par ordinateur (VAO),

- Travail sur la diffusion des données open data, afin de faciliter l'accès et le stationnement au centre-ville.

### **b) Durée envisagée pour la prochaine Délégation de Service Public**

Celle-ci débutera en principe le 1<sup>er</sup> janvier 2018, date initialement annoncée pour la mise œuvre de la décentralisation du stationnement payant.

Il apparaît opportun de coordonner, la durée de cette délégation à celle liée aux transports en commun afin de donner aux projets des mobilités les conditions d'une évolution globale et affirmée de cette politique au sein de la Métropole. Le contrat lié aux transports est de 7 ans et se termine le 31/12/2017.

Pour autant, la durée finalement retenue dans le cadre de la convention qui sera signée entre la Ville et le futur délégataire tiendra compte des investissements programmés et de l'équilibre économique de la future convention.

### **c) Les principes généraux d'équilibre économique de la convention envisagée**

Par principe, l'exploitation de la présente délégation s'effectue aux frais et risques du titulaire.

Celui-ci devra se rémunérer auprès des usagers, sur la base des tarifs déterminés dans la convention. Ces derniers seront indexés et déterminés par la Ville.

Un pourcentage sur les recettes de stationnement payant sera acquis au délégataire, à l'exception des produits des FPS dans le cadre de la décentralisation qui connaissent une affectation spéciale empêchant leur appropriation en tout ou partie par le délégataire.

La rémunération du délégataire lui permettra de financer les investissements, de rémunérer son personnel dont le personnel de la Ville en position de détachement.

### **d) Contrôles du délégataire**

La Ville disposera d'un droit de contrôle sur l'exercice des missions et de la bonne gestion du délégataire : ainsi, pour satisfaire aux exigences de l'article L.1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire devra remettre chaque année au délégant un compte-rendu technique, un compte rendu financier, un compte d'exploitation et un rapport comportant l'ensemble des éléments nécessaires à l'appréciation par le Délégant de la qualité du service et de son évolution potentielle.

Par ailleurs, le délégant disposera du droit de contrôle sur pièces, aux fins de vérification des renseignements donnés par le délégataire dans les documents énumérés ci-dessus.

Une attention toute particulière sera apportée sur la traduction contractuelle de ce pouvoir de contrôle de la collectivité.

## 5/ La redéfinition du rôle des agents de surveillance de la voie publique et la nouvelle vocation du service dédié au sein de la DRTP :

L'externalisation de la gestion du stationnement payant sur voirie dans le cadre d'une DSP nécessite, toutefois, de conserver une partie des actuelles missions assurées par le Service de Surveillance de la Voie Publique en matière de contrôle et de régulation de l'espace public.

a) Dans les domaines de régulation du cadre de vie :

- Stationnement abusif ou gênant,
- Surveillance de l'occupation et de l'utilisation du domaine public,
- Vidéo verbalisation,
- Gestion de l'animal en ville et notamment capture des animaux errants ou dangereux.

b) En matière de surveillance du jardin des plantes dans le cadre de la convention avec UM1

La polyvalence actuelle de l'ensemble des agents dédiés à la voie publique et leur assermentation aux codes de la route, de l'environnement et de la santé permet d'assurer ces missions nécessaires à la régulation du domaine public en complémentarité des effectifs de la police municipale.

Cette surveillance permanente et complémentaire apparaît incontournable auprès de la zone la plus sollicitée du centre-ville afin de contenir les déviances de certains usages tels que les stationnements abusifs et gênants.



## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Délégation de Service Public Délibération de principe Fourrière Automobile

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service public de Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012. Par délibération en date du 17 décembre 2015 une cession de contrat entre la société EFFIA Stationnement et la société Enlèvement et Gardiennage Service (E.G.S) a été validée et a fait l'objet d'un avenant.

Le contrat de Délégation de Service Public sera à renouveler à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

En conséquence, il convient dès à présent d'entamer la procédure prévue par les articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales pour la désignation, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, d'un délégataire dans le cadre d'un nouveau contrat de Délégation de ce Service Public.

Le Conseil Municipal aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe de cette délégation ci-après définie dans ses grandes lignes et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

Un choix s'offre à la ville entre la gestion en régie ou la gestion déléguée. Pour les raisons suivantes, il a été décidé de recourir à la gestion déléguée :

- La gestion d'une fourrière automobile nécessite des savoir-faire généralement mieux maîtrisés au sein d'entreprises spécialisées ;
- La mise en œuvre de compétences diversifiées dans le cadre des traitements des véhicules hors d'usage et voués à la destruction (respect du code de l'environnement concernant les métaux ou matériaux polluants) ;
- L'intervention d'expert automobile pour la classification des véhicules ;
- Le recours à une entreprise spécialisée dans les activités fourrière permet de mettre au service de l'exploitation des compétences valorisées par l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles ;

- Sur le plan financier, la gestion du service expose la collectivité à un certain nombre de risques sur les coûts d'exploitation. Le recours à la Délégation de Service Public permet une meilleure maîtrise de ses coûts dans la mesure où ils sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention.

La Fourrière Automobile, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, sera confiée pour une période comprise entre 6 ou 7 ans, à un délégataire qui en assumera la gestion pour la ville :

- Le délégataire assurera la gestion du service à ses risques et périls, sa rémunération devant être assurée substantiellement par les résultats de l'exploitation ;
- Le délégataire sera responsable de la continuité du service et de l'égalité des usagers ;
- Le délégataire appliquera les orientations souhaitées par la collectivité, mais il sera responsable des opérations conduites.

Le principe du renouvellement de la délégation et ses caractéristiques principales ont été soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire :**

- D'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- De décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définies aux articles L 1411-1 et suivants du C.G.C.T. qui conduira à la désignation du délégataire de la Fourrière Automobile ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint Délégué à signer tout document se rapportant à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

## Ville de Montpellier

### Rapport de présentation Délégation de Service Public Fourrière automobile

#### I - Présentation du service public de fourrière automobile

La mise en place d'une fourrière automobile est nécessaire pour permettre :

- d'une part, l'enlèvement des véhicules en infraction prescrit par un officier de police judiciaire de la police nationale ou par un agent de police judiciaire adjoint, responsable de la police municipale, en vertu des articles L325-1 et suivants et R325-1 et suivants du code de la route. Il s'agit de l'application du principe de libre circulation sur les voies publiques et les voies privées ouvertes à la circulation publique du territoire communal ;
- d'autre part l'enlèvement des épaves, considérées comme des encombrants :
  - sur le domaine public, responsabilité du Maire en vertu de l'article L 2212-2 1<sup>er</sup> alinéa (sûreté et commodité de passage dans les rues du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) ;
  - sur le domaine privé, responsabilité également du Maire si le propriétaire du terrain ou du dépôt, mis en demeure, ne s'est pas exécuté, en application de l'article L 325-12 du Code de la route.

L'exploitation de la fourrière automobile sur le territoire de la commune comprend en complément de l'activité d'enlèvement, la responsabilité de la garde des véhicules et de la restitution auprès des propriétaires ou des conducteurs qui paient en contrepartie les frais occasionnés par la mise en fourrière. Si le propriétaire ne s'exécute pas, les prescriptions de l'article R325-45 du Code de la Route s'appliquent, et à ce titre la commercialisation des véhicules en l'état, tel que constatés lors de l'expertise et classés en lots pour la destruction est faite.

#### II - Rappel des modalités actuelles de gestion

La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement, devenue la société Enlèvement et Gardiennage Service (EGS) en 2015, l'exploitation du service public de fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public, pour une durée de six ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

##### ➤ Les moyens - Terrains et locaux

Dans le cadre de cette délégation de service public, les locaux situés 1945 avenue de Toulouse ont été aménagés et mis à disposition par la ville. Cette mise à disposition a permis une égalité de traitement pour les candidats positionnés ainsi qu'une amélioration des conditions d'accueil du public. Ces locaux offrent des conditions de travail conformes à la législation tant pour le délégataire que pour les agents municipaux de l'unité fourrière.

La superficie totale du terrain de 6 970 m<sup>2</sup> se répartit ainsi :

- 5 580 m<sup>2</sup> de parking et surface ouverte de stockage comprenant des zones de stockage différenciées par types d'infractions ;
- 1 200 m<sup>2</sup> de hangar ouvert à usage de stockage notamment les véhicules judiciaires ;
- 110 m<sup>2</sup> de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour le délégataire.

Ainsi que des bureaux pour l'unité fourrière de la police municipale.

Le terrain permet le stockage de 400 véhicules. L'entrée principale est dédiée aux visiteurs et à la sortie de leurs véhicules. Un accès spécifique à l'arrière du terrain, chemin de Poutingon, est réservé à l'activité fourrière sécurisant ainsi les entrées et sorties des véhicules du délégataire ou de ses prestataires.

Le site de la fourrière est desservi par les transports en commun, bus et ligne de tram 2 « arrêt Sabines ».

Les heures d'ouverture sont les suivantes : du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00, le samedi 9h00 à 18h00. En dehors de ces horaires, une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7.

#### ➤ L'effectif

Au 31 décembre 2015, les effectifs du délégataire s'élevaient à 11 salariés : 1 responsable d'exploitation, 1 responsable technique, 2 personnels d'accueil et 7 chauffeurs. Les chauffeurs sont titulaires du permis de conduire Poids Lourds leur permettant d'utiliser tout type de véhicule de remorquage selon la nature de leur mission.

Le gardiennage et la surveillance à distance du site sont confiés à une société extérieure.

#### ➤ Les véhicules d'enlèvement

Le parc de véhicules du délégataire est constitué de 9 camions d'enlèvement : un camion plateau, 7 véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon avec rampe et treuil pour l'enlèvement des deux roues.

Un outil informatique de géolocalisation de la flotte de véhicules de remorquage permet de rationaliser les trajets effectués et renforce la sécurité des équipages en mission.

Les moyens humains et matériels permettent d'enlever de 9 000 à 12 000 véhicules par an.

### **III – les modes de gestion envisageables et les motivations du recours à la délégation de service public**

Un choix s'offre à la ville entre la gestion en régie ou la gestion déléguée.

Le recours à une délégation de service public présente les avantages suivants :

- la gestion d'une fourrière automobile nécessite des savoir-faire généralement mieux maîtrisés au sein d'entreprises spécialisées ;
- La mise en œuvre de compétences diversifiées dans le cadre des traitements des véhicules hors d'usage et voués à la destruction (respect du code de l'environnement concernant les métaux ou matériaux polluants) ;
- L'intervention d'expert automobile pour la classification des véhicules ;

- Le recours à une entreprise spécialisée dans les activités fourrière permet de mettre au service de l'exploitation des compétences valorisées par l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles ;
- Sur le plan financier, la gestion du service expose la collectivité à un certain nombre de risques sur les coûts d'exploitation. Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise de ses coûts dans la mesure où ils sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention.

#### **IV/ Présentation des principaux éléments du contrat de la Délégation de Service Public**

##### **➤ Caractéristiques envisagées pour la prochaine Délégation de Service Public**

Deux hypothèses s'offrent à la ville :

- Soit la ville demande au délégataire de fournir un terrain implanté sur la commune, clôturé, éclairé et gardé ;
- Soit la ville propose un ou des terrains pour l'implantation de la fourrière automobile. En effet, plusieurs éléments plaident à ce que la ville maîtrise le foncier, comme c'est le cas actuellement :
  - l'étendue du terrain nécessaire à l'exploitation de la fourrière entre 9 000 à 10 000 m<sup>2</sup> comprenant une partie bureaux et hangar ; un deuxième terrain pourrait compléter la capacité du site actuel.
  - L'égalité de traitement des candidats face à cette contrainte foncière liée à la taille de la commune ;
  - Le volume de véhicules enlevés depuis 3 ans entre 9 000 et 10 000 véhicules.

Les sites fournis par la ville seraient mis à disposition à titre onéreux au profit du délégataire désigné.

Il est à noter que la durée de la prochaine DSP peut être envisagée sur une période comprise entre 6 ou 7 ans, période correspondant à l'amortissement de la flotte des véhicules.

Le renouvellement prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

##### **➤ Conditions générales des prestations du futur délégataire**

Le délégataire agit à la demande de la ville, après prescription d'un officier de police judiciaire ou d'un agent de police judiciaire adjoint. Il exécute la délégation de service public à ses risques et périls. Il perçoit directement auprès des propriétaires ou conducteurs qui retireront leurs véhicules le paiement des frais occasionnés par la mise en fourrière dans le respect des tarifs fixés par arrêté interministériel.

La ville conserve le contrôle de l'exécution du service public.

Le délégataire fait son affaire de l'obtention et du renouvellement des agréments préfectoraux prévus par le code de la route nécessaire à son exploitation notamment l'agrément de gardien de fourrière.

Le titulaire du contrat est responsable de l'organisation de son exploitation et à ce titre du bon fonctionnement du service public. Il est garant du principe d'égalité des usagers, de continuité du service et du respect des prescriptions définies par le contrat ainsi que toutes sujétions que la ville pourrait imposer en considération de la préservation de l'intérêt public.

Le titulaire du contrat de service public dispose du monopole des opérations de fourrière demandées par le délégant sur le territoire communal. Le délégataire doit disposer d'un nombre de véhicules de remorquage et du matériel suffisant pour assurer ses missions. Il sera tenu d'enlever les véhicules en infraction ainsi que les épaves, pour des raisons de sécurité, de sûreté, d'hygiène et de salubrité publiques sur tout le territoire de la commune.

Il devra prendre les mesures nécessaires pour les demandes d'enlèvement en fonction des horaires de la police municipale et 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour les demandes de la police nationale en mettant en place une astreinte.

Le délégataire pourra être appelé par la police nationale ou par le Maire pour enlever en urgence des véhicules pouvant porter atteinte à la sécurité publique lors du déroulement de diverses manifestations publiques.

Il pourra également être réquisitionné par la justice au titre de mises en fourrière judiciaires conformément à la loi.

Le délégataire a le devoir de fournir à la ville tous les éléments nécessaires pour apprécier les conditions d'exécution du service public et rendra compte de sa gestion conformément à la loi (art L1411-3 du C.G.C.T.) en produisant chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juin, un rapport comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation et une analyse de la qualité de service.

## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## L'Animal en Ville - Convention pour la gestion des abris à chats entre la Ville de Montpellier, la Fondation 30 Millions d'Amis, les Pattounes du Cœur et l'Ecole du Chat

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est confrontée, depuis de nombreuses années, à la multiplication de chats errants sur son territoire.

Afin d'assurer sécurité, tranquillité et salubrité publiques sur la commune, en cohérence avec les pouvoirs de police du Maire, et afin de compléter et d'optimiser les actions de stérilisation féline, il est proposé, en partenariat avec les associations de protection animale, d'implanter des abris pour chats libres dans plusieurs quartiers de la commune.

Comme le prévoit l'article L.211-27 du Code Rural, cette démarche vise à renforcer la mission de régulation de la population féline, tout en garantissant le respect de l'animal.

Ces installations, dont le don est fait à la Ville par la Fondation 30 millions d'Amis à la Ville, seront installées dans des endroits où la prolifération de chats a été identifiée. Elles faciliteront les interventions de stérilisation grâce à une meilleure localisation, et permettront aux chats d'avoir accès à un refuge leur assurant nourriture et protection contre les aléas climatiques et maltraitements possibles.

Afin de mener à bien cette action, la gestion quotidienne de ces abris sera prise en charge par les associations de protection animale partenaires, qui désigneront un bénévole référent pour chaque site.

Ce projet entre la Ville de Montpellier, la Fondation 30 millions d'Amis, l'Ecole du Chat et les Pattounes du Cœur, fait donc l'objet d'une convention, annexée à la présente délibération, précisant les modalités de ce partenariat.



Ce partenariat pourra être par la suite étendu à d'autres associations, sous réserve de la signature d'une convention à cet effet.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la convention de partenariat entre la Fondation 30 millions d'Amis, les associations Les Pattounes du Cœur, L'École du Chat et la Ville de Montpellier précisant les obligations de chaque partie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'Adjointe déléguée, à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

## **L'ANIMAL EN VILLE**

### **CONVENTION POUR LA GESTION**

### **DES ABRIS A CHATS**

Cette convention est établie entre :

**La Ville de Montpellier**

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, agissant en qualité de Maire de la Ville de Montpellier  
1 place Georges Frêche  
34267 Montpellier

**La Fondation 30 millions d'Amis**

Représentée par Mme Reha HUTIN, en sa qualité de Présidente de la Fondation  
40 cours Albert 1er  
75008 PARIS

**L'association Les Pattounes du Cœur**

Représentée par Madame Véronique REBOUL, en sa qualité de Présidente de l'association  
55 boulevard Rabelais  
34000 Montpellier

**L'association l'Ecole du Chat**

Représentée par Monsieur Philippe PERROT, en sa qualité de Président de l'association  
BP 6001  
34030 Montpellier cedex

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### **PREAMBULE**

La Ville de Montpellier souhaite agir en matière de régulation et de gestion des populations de chats libres.

La gestion des chats errants est délicate et il est impératif de gérer leurs populations en maîtrisant leur prolifération. Un couple de chats non stérilisé peut théoriquement engendrer une descendance de plus de 20 000 individus en quatre ans.

Une solution a maintes fois fait ses preuves : la stérilisation. Née du constat que l'euthanasie ou le déplacement des colonies de chats est inefficace contre la prolifération, cette pratique, reconnue par tous les experts mondiaux et en particulier ceux de l'organisation mondiale de la santé, respecte la sensibilité de nos concitoyens devant la vie des animaux de compagnie.

Afin de faciliter ces opérations de stérilisation, il est intéressant de stabiliser la population féline dans des lieux dédiés.

Il convient d'ajouter que l'ensemble de ces actions est encadré dans le respect du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code Rural.

## **I - OBJET DE LA CONVENTION**

La Fondation 30 millions d'Amis offre à la Ville de Montpellier des abris pour chats errants à installer dans des lieux publics de la Ville. Il s'agit de petites structures en bois et aluminium posées à 20 centimètres du sol, servant de refuges pour la population féline. L'installation de ces structures contribue à la politique de régulation de la population féline tout en privilégiant le respect de l'animal. L'acceptation de ce don par la Ville de Montpellier fait l'objet d'une décision municipale, comme le prévoit la délégation du Conseil municipal au Maire.

La Ville de Montpellier propose aux associations de protection animale la gestion de ces abris, dans le cadre d'une amélioration des conditions de vie animale. Ainsi, la Fondation 30 millions d'Amis, les « Les Pattounes du Cœur » et « L'École du Chat » deviendront gestionnaires de ces abris.

Ces sites permettront aux chats, qui se trouvent dépourvus de propriétaire, d'avoir accès à un refuge leur assurant nourriture, tranquillité et sécurité afin de les protéger contre les aléas climatiques et maltraitements possibles. La mise en place de ces abris permettra également à la commune de mieux localiser et gérer la population féline dans la Ville.

Toujours dans un souci d'harmoniser au mieux la cohabitation entre l'homme et l'animal en ville, ce partenariat avec les associations de protection animale, impliquées à nourrir et protéger la population féline, est essentiel pour mener à bien cette action et garantir sa réussite.

Cette présente convention stipule les obligations des parties.

## **II - OBLIGATIONS DE LA VILLE DE MONTPELLIER**

### **Article 1**

La municipalité de Montpellier prend en charge intégralement l'installation des abris à chats sur les sites définis avec les associations partenaires dont elle est propriétaire. Elle se réserve le droit de vérifier le bon fonctionnement du site et le respect des règles établies par cette convention.

### **Article 2**

La Ville de Montpellier met à disposition ces abris afin d'assurer la gestion des chats libres par les associations, parties prenantes à cette convention.

### **Article 3**

En cas de vandalisme, la collectivité assurera – dans la mesure du possible et du raisonnable – les réparations importantes voire le remplacement de l’abri. Elle se réserve le droit de déplacer le point de nourrissage, si les circonstances l’exigent.

## **III - OBLIGATIONS DES ASSOCIATIONS**

### **Article 4**

Chaque association désignera un membre nommé « bénévole nourrisseur » par abri à chats mis à disposition par la collectivité.

En cas de changement de membre « bénévole nourrisseur », l’association informera, dans les plus brefs délais, la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique – Service Surveillance de la Voie Publique et de l’Environnement Urbain, désigné comme service gestionnaire.

### **Article 5**

L’association est tenue à la gestion quotidienne des abris et de leurs abords qui seront placés sous sa responsabilité, l’endroit doit rester entretenu.

L’association devra fournir à l’animal, eau, nourriture, endroit sec et confortable, afin de satisfaire au mieux ses besoins physiologiques. Les points de nourrissage doivent être propres et dimensionnés correctement afin d’éviter la prolifération de rats, souris ou autres animaux.

Les chats séjournant dans les abris devront être soignés et stérilisés dans le respect des procédures réglementaires.

### **Article 6**

Dans l’éventualité de chats malades, l’association devra prendre les mesures adéquates afin de répondre aux exigences sanitaires, que ce soit pour l’animal souffrant ou pour le reste de la colonie et de son voisinage.

Elle devra en tout état de cause contacter un vétérinaire, et informer le service gestionnaire pour connaître la marche à suivre.

En cas d’animal mort constaté sur le site, l’association devra impérativement prévenir la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique – Service Surveillance de la Voie Publique et de l’Environnement Urbain – qui prendra les décisions conséquentes.

### **Article 7**

L’entretien et les petites réparations nécessaires à la conservation des abris seront à la charge de l’association.

## **Article 8**

Les abris sont conçus pour une population déterminée, en cas de surpeuplement, l'association en informera la Ville dans le but de trouver une solution efficace et pérenne afin de réguler la colonie.

Ces habitations sont prévues uniquement pour des chats, tout autre animal fréquentant habituellement ces lieux devra être signalé au Service Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain.

## **IV – DUREE DE LA CONVENTION**

Cette présente convention est conclue pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

En cas de résiliation, la convention devra être dénoncée avec un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en 3 exemplaires

A

Le

Pour la Ville de Montpellier  
Le Maire de Montpellier

Philippe SAUREL

Pour la Fondation 30 millions d'Amis  
La Présidente

Réha HUTIN

Pour l'association  
L'École du Chat  
Le Président

Philippe PERROT

Pour l'association  
Les Pattounes du Coeur  
La Présidente

Véronique REBOUL

## **Séance publique du jeudi 20 octobre 2016**

**Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

**Absents :**

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

### **Réalisation d'un nouveau groupe scolaire dans le quartier Port Marianne : Approbation de l'opération - Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme - Demande de subventions.**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de répondre à la pression démographique très forte que connaît la Ville de Montpellier, la construction de 9 nouvelles écoles d'ici à 2025 est programmée par la collectivité.

Dans ce contexte, la construction d'un 4<sup>ème</sup> groupe scolaire dans le quartier Port Marianne (après Michel de l'Hospital, Chengdu, Malraux) est souhaitée pour la rentrée 2020.

Partie intégrante du quartier Port Marianne, le quartier Rive gauche, créé sous forme d'une zone d'aménagement concertée (ZAC), est un secteur à fort enjeu pour la Ville de Montpellier. Ce quartier, en cours d'urbanisation, proposera une combinaison de logements, de locaux d'activités (bureaux et commerces), et d'équipements de proximité, en particulier dans le domaine de l'éducation.

Le programme général de cette opération comprend :

- 10 classes élémentaires, auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (bureaux, salle multimédia, salle d'activité)
- 5 classes maternelles, ainsi que tous les locaux annexes (bureaux, dortoirs, salle de psychomotricité, salle multimédia)
- l'espace périscolaire : accueil de loisirs, restaurant scolaire et offices de restauration
- les espaces extérieurs

soit une superficie totale d'environ 3 400 m<sup>2</sup>.

Le coût global de l'opération est estimé à 12,8 millions d'euros TTC.

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'un concours restreint d'architecture parmi 5 candidats retenus conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il convient de constituer un jury en application de l'article 89 dudit décret. Il sera composé des membres de la commission d'appels d'offres et de personnes qualifiées (architectes ou maître d'œuvre) représentant au moins un tiers des membres du jury.

Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 28 000 € HT aux candidats admis à concourir.

La conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme, et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, et notamment un concours restreint d'architecture conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- de décider que les cinq candidats admis à concourir après sélection recevront une prime maximale d'un montant de 28 000 € H.T. par équipe ;
- de passer, avec le lauréat du concours, un marché public pour une mission complète de maîtrise d'œuvre ;
- d'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune d'indemnités pour le temps passé et les frais engagés par les personnes qualifiées invitées à participer aux réunions du jury ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 21 octobre 2016**



## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Attributions de subventions Participation des associations aux Temps d'Activités Périscolaires (TAP) Bilan des projets réalisés pendant l'année scolaire 2015-2016 Ajustements pour l'année scolaire 2016-2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

### 1/ Bilan des projets réalisés pendant l'année scolaire 2015-2016 :

Par délibérations en date du 7 Mai, 23 Juillet et 5 Novembre 2015, le Conseil Municipal avait attribué des subventions à 175 projets associatifs afin de permettre à des associations d'intervenir en temps périscolaires pour y réaliser des activités auprès des enfants. Ces projets avaient vocation à se dérouler pendant l'année scolaire 2015-2016, de septembre 2015 à juin 2016.

Conformément à ce que prévoient les conventions de financement, les associations ont reçu un premier versement de 70% du montant de la subvention au début de leur action. Le solde, soit 30%, doit ensuite être versé après la fin de l'action, sur la base du bilan et des pièces justificatives présentées par les associations.

Or, à l'issue de l'action, il apparaît que certains projets associatifs n'ont pas été réalisés comme prévu. Il convient donc de prévoir la réduction ou l'augmentation du montant de la subvention, pour l'adapter au projet effectivement réalisé.

Code	Association	Projet	Ancienne subvention	Nouvelle attribution
6322	Sonikete Flamenco	Dans et musique flamenco	8700	6610
5727	Associations En Jeux	Le jeu de société pour apprendre	7000	4900
1549	Comité Départemental Sport adapté de l'Hérault	Activités physiques adaptées CLIS 1 Mosson	3000	4500
1549	Comité Départemental Sport adapté de l'Hérault	Activités physiques adaptées CLIS 1 Près d'Arènes	5500	3850

D'autres projets n'ont pas pu être finalisés dans les temps en raison de l'annulation de quelques séances d'activités pour des raisons fortuites (intempéries, grèves, intervenant malade...), mais les associations sont volontaires pour finir le projet pendant le premier trimestre de l'année scolaire 2016-2017. Il convient pour cela de proroger la durée d'application de la convention jusqu'au 31 décembre 2016.

Code	Association	Projet	Durée du projet prorogé jusqu'au 31/12/ 2016
5537	Mom'art Factory	Des histoires dans ma valise	x
3230	Maison de l'Architecture	Sensibilisation en architecture	x
8898	La petite Fabrique	Créativité et arts plastiques	x
6191	Ecoartis	Anime les histoires	x
789	CD UFOLEP 34	Animations Educatives Périscolaires Voltaire & Pagnol	x
789	CD UFOLEP 34	Animations Educatives Périscolaires Baudelaire et Kipling	x

## **2/ Ajustements pour l'année scolaire 2016-2017 :**

Afin de faire face aux aléas de mise en œuvre des projets périscolaires et de les adapter aux besoins des écoles, il est proposé d'attribuer de nouvelles subventions, dans le cadre de l'enveloppe budgétaire impartie pour l'année 2016.

Code	Association	Projet	Montant de la subvention
789	CD UFOLEP 34	Activités périscolaires Beethoven	7450
1469	Les Francas de l'Hérault	Animathèque	7450
	Groupe Naturaliste de l'université de Montpellier	« Unis vers la cité » : Initiation à la biodiversité	1500

## **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider des modifications des montants des subventions ou la prolongation de la durée de validité des conventions, telles que définies ci-dessus ;
- De décider de l'attribution de nouvelles subventions telles que définies ci-dessus ;
- D'imputer les dépenses correspondantes sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

## **Séance publique du jeudi 20 octobre 2016**

**Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

**Absents :**

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

### **Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations. Autorisation de signer les conventions d'occupation. Approbation des subventions en nature.**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école. Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du de Mise en Sécurité (PPMS) de l'école.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature et de la mentionner sur le compte administratif de la Ville.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

ASSOCIATIONS	ADRESSE	ECOLE MISE A DISPOSITION	Montant subvention en nature
Club sportif IBM MTP	Rue de la Vieille Poste	Jacques Brel	350 €
AMS SIAM ENERGY	158 rue Raoul Follereau	Sigmund Freud	940 €
LA MAISON DU JUDO	93 rue du Fbg Boutonnet	François Mitterrand	725 €
LA MAISON DU JUDO	93 rue du Fbg Boutonnet	Pottier/Sibelius	855 €
Montpellier Dojo d'Aikido Traditionnel	140, avenue du Château d'ô 34090	Jean Zay	360 €
Ecole des Arts Martiaux Chinois	1047, avenue Villeneuve d'Angoulême 34070	Sigmund Freud	420 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus.
- de prévoir que la convention comportant l'engagement d'appliquer le Plan particulier de Mise en Sécurité (PPMS) soit signée par toutes les associations préalablement autorisées à bénéficier d'une mise à disposition de locaux pour l'année scolaire 2016/2017.
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

# CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX SCOLAIRES

Entre les soussignés : d'une part,

**La Ville de Montpellier** représentée par son Maire **Philippe SAUREL** dûment habilité par Délibération du Conseil Municipal en date du 24 Avril 2014, d'autre part,

**L'Association**.....représentée par son/sa **Président(e)** en exercice  
**Monsieur/Madame**..... désignée le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit : par les présentes, la Ville de Montpellier met à disposition du preneur les locaux ci-après désignés situés à l'école élémentaire/maternelle.....  
....., les ..... (jours) de .....h à .....h .

## Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

### 1.1 - Désignation des lieux

**La salle**..... *ainsi que les sanitaires* sont mis à disposition.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

### 1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les locaux pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association, à savoir : .....

### 1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les locaux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

## Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie du ..... au .....

## Article 3 : Valorisation

Le prêt du local mis à disposition pour la période, aux heures et jours indiqués constitue un avantage en nature (estimé à 5 euros de l'heure d'utilisation) soit un total de .....**Euros** pour la période. Cette subvention en nature devra être prise en compte dans le bilan annuel de l'association, conformément à la délibération du conseil municipal du 07/11/2011.

## Article 4 : Obligations

**4.1 :** Le preneur utilisera les lieux « en bon père de famille » au sens de l'article 1728 du code civil d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage. Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène

**4.2 :** Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code Civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

**4.3 :** Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

**4.4 :** Le preneur a pris connaissance du dispositif PPMS (Plan Particulier de Mise en sécurité) de l'école, y compris les dispositions relatives à une intrusion dans les locaux et s'engage à en respecter les modalités.

**4.5 :** A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état et les clefs des locaux devront être restituées.

#### **Article 5 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

**Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville. Le preneur doit être à jour de son assurance sous peine de rupture immédiate de la convention.**

#### **Article 6 : Transmission de la convention**

La présente convention de mise à disposition ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

#### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Article 3, Article 4, Article 5, Article 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer les locaux et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective des locaux par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligent à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

#### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le....

Pour Monsieur Le Maire et par délégation,  
L'Adjointe au Maire Déléguée à la Réussite Educative

Le Président de l'association

Madame Isabelle MARSALA

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2016 / 387**

## **Séance publique du jeudi 20 octobre 2016**

**Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

**Absents :**

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

### **Foyer Saint Côme - Autorisation donnée au CCAS de procéder à la désaffectation du site dans le cadre l'opération Sentinelle**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le CCAS est propriétaire du site où se trouve l'ancienne résidence Foyer Saint Côme au 13 rue de l'Ecole Normale.

Ce site, accueillant jusqu'en 2011 un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, a fait l'objet peu à peu d'une désaffectation, jusqu'à n'être que très partiellement utilisé à ce jour.

Au titre de l'article L 2241-5 du CGCT qui dispose que « *les délibérations par lesquelles les commissions administratives chargées de la gestion des établissements publics communaux changent en totalité ou en partie l'affectation des locaux ou objets immobiliers ou mobiliers appartenant à ces établissements, dans l'intérêt d'un service public ou privé quelconque, ou mettent ces locaux et objets à la disposition, soit d'un autre établissement public ou privé, soit d'un particulier, ne sont exécutoires qu'après accord du Conseil municipal* », le CCAS a sollicité la Ville de Montpellier en vue de l'autoriser à procéder et à constater formellement la désaffectation totale du site, qui ne sera plus utilisé par les publics dont le CCAS a la charge.

Etant donné la sous-utilisation de ce bien à destination des publics gérés par le CCAS, il est proposé d'autoriser le CCAS à procéder à sa désaffectation complète en vue de sa mise à disposition au bénéfice des services de l'Etat au titre de l'opération Vigipirate - Sentinelle

En effet, par transmission en date du 5 septembre 2016, Monsieur le délégué militaire départemental de l'Hérault a informé la Ville de la délocalisation prochaine à Nîmes du détachement Vigipirate – Sentinelle affecté aux opérations de protection sur Montpellier à défaut de trouver une solution d'hébergement adéquate.

Les temps d'intervention rapides exigés par la réquisition de ces personnels pour la protection de la population montpelliéraine ne seraient, le cas échéant, plus respectés.



Aussi, afin de répondre à cette nécessité impérieuse, il est proposé de mettre le Foyer Saint Côme à disposition temporaire des Armées.

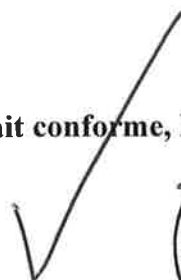
Le conseil d'administration du CCAS sera amené à délibérer lors de sa prochaine session sur ce dossier en vue, de constater la désaffectation formelle du site, et, par suite, de procéder si nécessaire à son déclassement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le CCAS à procéder et à constater la désaffectation totale du site de l'ancienne résidence-foyer Saint Côme situé 13 rue de l'Ecole Normale,
- d'autoriser après désaffectation le CCAS à mettre à disposition ce bien au profit de l'Etat – délégation militaire départementale de l'Hérault,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué en vue de signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

## **Séance publique du jeudi 20 octobre 2016**

**Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

**Absents :**

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

### **Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, Enedis direction Hérault, l'association Le Passe Muraille et l'Association Nationale des Compagnons Bâtisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault (ex ERDF Hérault) ont signé en date du 27 juin 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité. Par délibération en date du 26 mai 2016, le Conseil de Métropole a approuvé l'avenant n°3 à la convention qui prévoit au titre de son article 4 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'Enedis Direction Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi.

Au titre de l'année 2016, l'identification, les objectifs ainsi que le contenu prévisionnel de ces différentes actions font l'objet de la présente convention de partenariat (cf. annexe 1) pour laquelle Enedis Direction Hérault s'engage à mobiliser 32 000 € sous forme de co-financements ou de mobilisation de ressources en personnel interne (27 000 € en co-financement et 5 000 € de mise à disposition de ressources internes).

Dans le cadre de cette convention, la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets 2016 du Contrat de Ville. Elles se déclinent comme suit :

■ **la réalisation de chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille.**

Il est prévu au titre de cette action que soient réalisées cinq sessions d'une durée de 12 jours chacune. Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

En terme de supports d'intervention, seront pris en charge les postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault. Il sera réalisé prioritairement des couches de propreté et ponctuellement des fresques (en lien avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille). Le choix des postes de transformation retenus, le thème des fresques ainsi que le nombre à réaliser

seront effectués en concertation entre la Ville et Enedis Direction Hérault et précisés dans la convention tripartite spécifique.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux. Des supports identifiés en partenariat entre l'association Le Passe Muraille et d'autres structures pourront aussi être proposés au titre de cette action.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront proposés aux jeunes sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain, animé par la TAM ;
- sécurité, technique et métiers autour de l'énergie, animée par Enedis ;
- prévention des addictions, animé par la Ville de Montpellier ;
- code de la route et savoir vivre ensemble, animé par la Maison de la sécurité routière.

Un atelier complémentaire sera proposé par Passe Muraille aux jeunes afin qu'ils se familiarisent avec les outils bureautiques et numériques.

L'objectif de ces chantiers est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par l'acquisition de compétences. Ils bénéficient par ailleurs d'une allocation de 300 euros pour accompagner un projet personnalisé facilitant leur insertion.

▪ **La mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat avec l'Association Nationale des Compagnons Bâtisseurs Etablissements LR (ANCB Ets LR).**

Porter un message autour de la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité est un objectif partagé entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault.

Dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville, l'ANCB propose une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson. Lieu pédagogique ouvert aux habitants du quartier, ce logement regroupe :

- un espace de mise en situation sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité ;
- des ateliers pédagogiques portant sur un sujet spécifique en lien avec l'habitat ;
- une outil-thèque mettant à disposition des habitants des outils en prêt, après formation, leur permettant de réaliser des travaux dans leurs logements.

▪ **le déploiement du kit pédagogique et ludique « Explorer l'électricité, 24 ateliers pour s'interroger » développé par Enedis dans les écoles élémentaires de la Ville de Montpellier.**

Enedis agit avec ses partenaires pour optimiser l'utilisation de l'énergie électrique et lutter contre le dérèglement climatique en proposant un kit périscolaire à destination des 7-11 ans : « Explorer l'électricité, 24 ateliers pour s'interroger ».

Grace à cette mallette pédagogique, les enfants seront amenés à réfléchir sur la place de l'électricité dans leur quotidien, le fonctionnement du réseau électrique, l'arrivée des énergies renouvelables, l'évolution de leurs comportements en vue de réduire durablement les consommations électriques, et d'être sensibilisé à la sécurité, fait partie des nouveaux programmes de l'Education nationale afin de promouvoir la transition énergétique et les économies d'énergie.

Très simple à mettre en œuvre et totalement ludique, cet atelier périscolaire, réalisé en partenariat avec l'ADEME, regroupe une grande quantité de supports pédagogiques pour animer 24 séances minimum de 45 minutes avec un groupe de 20 enfants : plateaux de jeu, affiches grand format, histoires à lire, enquêtes à mener, mini magazine, activités de débat, sont parmi les supports qui composent cet atelier. Un guide très complet de 28 pages, destiné à l'animateur, explique pas à pas le déroulement de chaque atelier, les consignes à poser, les idées de prolongements à proposer.

Chaque action déclinée ci-dessus fait l'objet d'une convention tripartite spécifique entre la Ville de Montpellier, Enedis direction Hérault et la structure intervenante précisant les engagements spécifiques de chacune des parties.

Afin de permettre la réalisation de ces différentes actions, la Ville de Montpellier, sous réserve du vote du Conseil Municipal, s'engage à cofinancer ces différentes actions ainsi qu'à sensibiliser et mobiliser d'autres partenaires financiers.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ;
- d'approuver les conventions de partenariat annexées à la présente délibération entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'Association le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'ANCB Ets LR pour la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat et entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault pour le déploiement du kit pédagogique et ludique « Explorer l'électricité, 24 ateliers pour s'interroger » dans les écoles élémentaires de la Ville de Montpellier;
- de prendre acte de l'attribution de la somme de 32 000 € par Enedis Direction Hérault selon les modalités suivantes :
  - 19 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille,
  - 4 000 € au titre de la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat par l' « ANCB » Ets LR,
  - 4 000 € au titre de l'action de déploiement du kit pédagogique et ludique dans les écoles élémentaires de la Ville de Montpellier.
- de prendre acte de la mobilisation complémentaire par Enedis Direction Hérault de ressources en personnel interne à hauteur de 5 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**



## CONVENTION de PARTENARIAT « POLITIQUE DE LA VILLE ET SOLIDARITE » Exercice 2016

### Ville de Montpellier – Enedis direction Hérault

#### Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,  
et

- Enedis, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 La Défense Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 444 608 442, représentée par Philippe MALAGOLA, Directeur Enedis Hérault, agissant en vertu de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie le 01/01/2016 par Karim RAFAI, Directeur Régional Languedoc Roussillon, et faisant élection de domicile à Montpellier 382 rue Raimon de Trencavel,

Désignée ci-après par « **Enedis Direction Hérault** »,

#### Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault (ex ERDF Hérault) ont signé en date du 27 juin 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité.

En date du 26 mai 2016, le Conseil de Métropole a voté l'avenant n°3 de la convention de partenariat avec Enedis Direction Hérault pour la période 2016-2020 qui prévoit au titre de son article 4 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'Enedis Direction Hérault s'associe aux actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier, qui contribuent notamment au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi.

A ce titre, différentes actions, proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2016 du Contrat de Ville, ont été identifiées comme étant éligibles et font l'objet de la présente convention globale de partenariat pour l'exercice 2016 au titre des actions « Politique de la Ville et Solidarité ».

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales du partenariat que la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ont décidé de mettre en œuvre pour les actions suivantes en matière de « Politique de la Ville et Solidarité » :

- la réalisation de chantiers citoyens en partenariat avec l'association Le Passe Muraille,
- la mise en place de l'Espace Ressource Habitat par l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs ANCB, établissement Languedoc-Roussillon,
- le déploiement du kit pédagogique et ludique « Explorer l'électricité, 24 ateliers pour s'interroger » développé par Enedis dans les écoles élémentaires de la Ville de Montpellier.

## **ARTICLE 2 : CONTENU DES ACTIONS**

Il est précisé en préalable que chaque action décrite ci-après fera l'objet d'une convention tripartite spécifique entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et la structure intervenante retenue. Ces conventions précisent les objectifs spécifiques ainsi que les conditions techniques et financières particulières de chaque action.

### **2.1 La mise en œuvre de chantiers citoyens.**

Au titre de cette action, seront réalisés des chantiers citoyens dont l'association Le Passe Muraille sera la structure intervenante chargée du suivi et de l'encadrement des jeunes pendant la durée de ces chantiers.

En terme de supports d'intervention, seront pris en charge les postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault. Il sera réalisé prioritairement des couches de propreté et ponctuellement des fresques (en lien avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille). Le choix des postes de transformation retenus, le thème des fresques ainsi que le nombre à réaliser seront effectués en concertation entre la Ville et Enedis Direction Hérault et précisés dans la convention tripartite spécifique.

En complément, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux au titre de la mise en œuvre de ces chantiers citoyens.

Afin de varier les supports et de proposer des actions renforçant le lien intergénérationnel, de nouveaux supports de type jardins partagés et aménagements d'espaces extérieurs pourront être proposés. Dans ce contexte, les fresques pourront être intégrées au projet pour servir de décoration.

Dans une société et une économie où le numérique joue un rôle majeur, notamment pour l'accès à l'emploi et l'accès aux services essentiels, un atelier sera proposé par Passe Muraille aux jeunes afin qu'ils se familiarisent avec les outils bureautiques et numériques.

### **2.2 La mise en place de l'Espace Ressource Habitat.**

Porter un message autour de la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité est un objectif partagé entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault.

Dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville, l'ANCB propose une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson. Lieu pédagogique ouvert aux habitants du quartier, ce logement regroupe :

- un espace de mise en situation sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité ;
- des ateliers pédagogiques portant sur un sujet spécifique en lien avec l'habitat ;
- un outil-thèque mettant à disposition des habitants des outils en prêt, après formation, leur permettant de réaliser des travaux dans leurs logements.

## **2.3 Le déploiement du kit pédagogique et ludique « Explorer l'électricité, 24 ateliers pour s'interroger » développé par Enedis dans les écoles élémentaires de la Ville de Montpellier.**

Enedis agit avec ses partenaires pour optimiser l'utilisation de l'énergie électrique et lutter contre le dérèglement climatique en proposant un kit périscolaire à destination des 7-11 ans : « Explorer l'électricité, 24 ateliers pour s'interroger ».

Grace à cette mallette pédagogique, les enfants seront amenés à réfléchir sur la place de l'électricité dans leur quotidien, le fonctionnement du réseau électrique, l'arrivée des énergies renouvelables, l'évolution de leurs comportements en vue de réduire durablement les consommations électriques. Etre sensibilisé à la sécurité électrique fait partie des nouveaux programmes de l'Education nationale afin de promouvoir la transition énergétique et les économies d'énergie.

Très simple à mettre en œuvre et totalement ludique, cet atelier périscolaire, réalisé en partenariat avec l'ADEME, regroupe une grande quantité de supports pédagogiques pour animer 24 séances minimum de 45 minutes avec un groupe de 20 enfants : plateaux de jeu, affiches grand format, histoires à lire, enquêtes à mener, mini magazine, activités de débat, sont parmi les supports qui composent cet atelier. Un guide très complet de 28 pages, destiné à l'animateur, explique pas à pas le déroulement de chaque atelier, les consignes à poser, les idées de prolongements à proposer.

### **ARTICLE 3 : PARTICIPATION FINANCIERE**

Pour Enedis Direction Hérault, les ressources en personnel interne ou en cofinancement du concessionnaire allouées pour accompagner la « Politique de la Ville et la Solidarité » sont plafonnées à 32 000 € pour l'exercice 2016 comme prévu dans l'avenant n°3 de la convention de partenariat signée en 2016, sous réserve de l'obtention de crédits.

Plus spécifiquement la contribution d'Enedis Direction Hérault se déclinera selon les modalités suivantes :

- 19 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens (comprenant une enveloppe spécifique pour la réalisation de fresques) par l'association Le Passe Muraille.
- 4 000 € au titre de la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat par l' « ANCB » Ets LR,
- 4 000 € au titre de l'action de déploiement du kit pédagogique et ludique dans les écoles élémentaires de la Ville de Montpellier.
- 5 000 € correspondant à la mise à disposition des ressources en personnel ERDF mobilisées sur les différentes actions et conformément à l'avenant n°3.

Les montants indiqués pourront donner lieu à variation dans la répartition d'une action à l'autre en fonction des dispositions spécifiques des conventions tripartites pour chaque action entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et la structure intervenante retenue.

La Ville de Montpellier s'engage à co-financer les actions déclinées ci-avant ainsi qu'à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat de Ville, à hauteur de 50 % du montant global conformément aux termes de l'article 4 de l'avenant n°3 signée en 2016 de la convention de partenariat.

### **ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE**

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault s'engagent mutuellement, dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication de l'autre partie. Il est précisé que ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention couvre la totalité de l'exercice 2016.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

Pour les années suivantes, les deux parties conviennent de se rencontrer pour définir les nouvelles actions.

#### **ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION**

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault conviennent de se rencontrer deux fois par an pour établir un bilan d'application de la convention, améliorer son dispositif et réfléchir ensemble sur d'autres actions à initier ou à développer.

Enedis Direction Hérault s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- La représentante de la Ville de Montpellier est Madame Sophie MARCHAND, Direction de la Cohésion Sociale – Département Solidarité et vivre ensemble (tél. : 04.67.34.70.09).
- La représentante d'Enedis Direction Hérault est Madame Muriel LOMBARD (tél. : 04.67.69.83.06).

#### **ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à ouvrir une conciliation à l'initiative de la partie la plus diligente en vue de rechercher une solution amiable préalablement à tout contentieux.

A l'expiration d'un délai de deux mois après tentative de conciliation, chaque partie se réserve le droit de saisir le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le ... 2016, en deux exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour Enedis direction Hérault,

Le Maire,

Le Directeur,

Philippe SAUREL

Philippe MALAGOLA





## CONVENTION de PARTENARIAT 2016

### Ville de Montpellier – Enedis direction Hérault et l'association Le Passe Muraille

#### Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Philippe SAUREL, Maire de Montpellier,  
élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, Place George Frêche 34267  
Montpellier cedex 2

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

- Enedis, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 La Défense Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 444 608 442, représentée par Philippe MALAGOLA, Directeur Enedis Hérault, agissant en vertu de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie le 01/01/2016 par Karim RAFAI, Directeur Régional Languedoc Roussillon, et faisant élection de domicile à Montpellier 382 rue Raimon de Trencavel,

Désignée ci-après par « **Enedis Direction Hérault** »,

et

- L'association Le Passe Muraille, association dûment déclarée en préfecture dont le siège est situé 510 A avenue de Barcelone, Bâtiment le Jupiter 34080 Montpellier.

représentée par Sebastien ROLAND, Président de l'association Le Passe Muraille.

Désignée ci-après par « **l'association Le Passe Muraille** ».

#### Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la convention de partenariat qui a été signée entre la Ville et Enedis Direction Hérault (ex ERDF Hérault) le 27 juin 2006 et de l'article 4 « Politique de la Ville et Solidarité » de l'avenant n°3 voté en Conseil de Métropole du 26 mai 2016, une convention spécifique a été établie afin de préciser les objectifs et engagements de coopération décidés entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault autour de la mise en place d'actions qui contribuent notamment au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi.

Différentes actions proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2016 du Contrat de Ville ont été identifiées comme éligibles à ce titre par la Ville de Montpellier et Enedis dont la mise en œuvre de chantiers citoyens par l'Association Le Passe Muraille.

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières du partenariat de la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'association Le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens.

## **ARTICLE 2 : LE CONTENU DE L'ACTION**

### **2.1 La réalisation de chantiers citoyens**

Au titre de cette action seront réalisées cinq sessions de chantiers citoyens d'une durée de 12 jours chacun.

Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

L'association Le Passe Muraille est la structure intervenante pour suivre et encadrer ces jeunes pendant la durée de ces chantiers citoyens.

Il sera réalisé prioritairement des couches de propreté ou ponctuellement des fresques (en partenariat avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille) sur des postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault mais aussi comme « décoration » sur d'autres supports préalablement identifiés. Le choix des fresques sera soumis à la validation de la Ville de Montpellier et d'Enedis Direction Hérault.

En complément, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux pour la mise en œuvre de ces chantiers citoyens.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront mis en œuvre sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain, animé par la TAM ;
- sécurité, technique et métiers autour de l'énergie, animé par Enedis ;
- prévention des addictions, animé par la Ville de Montpellier ;
- code de la route et savoir vivre ensemble, animé par la Maison de la sécurité routière.

Un atelier sera proposé par Passe Muraille aux jeunes afin qu'ils se familiarisent avec les outils bureautiques et numériques.

En complément et en amont des interventions sur les différents supports (dont les postes de distribution électriques), des prises de contacts seront organisées auprès de différents acteurs intervenant sur le territoire concerné : associations, gestionnaires d'équipements, etc.

Le déroulement prévisionnel de chaque session de douze jours chacune est le suivant :

- trois journées dédiées à des ateliers éducatifs et de médiation sociale,
- neuf journées de chantiers s'appuyant sur différents supports proposés par Enedis Direction Hérault, la Ville de Montpellier et d'autres partenaires.

L'objectif de ces chantiers est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par l'acquisition de compétences. Ils bénéficient par ailleurs d'une allocation de 300 euros pour accompagner un projet personnalisé facilitant leur insertion.

## **2.2 Les obligations et engagements d'Enedis Direction Hérault**

Dans le cadre des chantiers citoyens, l'exploitant Enedis mènera une action d'information et de sensibilisation à la sécurité pour les travaux à proximité des ouvrages électriques, auprès des acteurs, des encadrants et des jeunes concernés par le projet de sorte que les travaux envisagés dans le cadre de cette convention se déroulent dans les meilleures conditions de sécurité pour les personnes et les biens.

L'association Le Passe Muraille devra déposer une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) préalablement à l'ouverture de chacun des chantiers dans les conditions du décret n°1147 du 14 octobre 1991 sur les travaux à proximité de certains ouvrages aériens, souterrains et subaquatiques de transport et de distribution.

## **2.3 Les obligations et engagements de la Ville de Montpellier**

La Ville de Montpellier s'engage à identifier, en lien avec l'association Le Passe Muraille, les postes de distribution publique implantés sur la commune qu'elle souhaite voir embellis parmi la liste des postes de transformation repérés comme prioritaires entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault.

Plus globalement, la Ville de Montpellier interviendra afin de faciliter la réalisation de l'opération de nettoyage des postes de distribution publique (mobilisation du public, logistique, locaux) ainsi que sur la mise à disposition de supports d'intervention complémentaires relevant d'équipements municipaux.

## **2.4 Les obligations et engagements de l'association le Passe Muraille**

L'association Le Passe Muraille s'engage à prévenir l'interlocuteur d'Enedis (Monsieur Amédée BRAL – Tél. 04.99.74.73.22 – Port. 06.72.91.68.74 – [amedee.bral@enedis.fr](mailto:amedee.bral@enedis.fr)) avant le début des travaux, ceux-ci ne devant commencer que lorsque l'exploitation d'Enedis aura donné au responsable du chantier toutes les recommandations et conseils de sécurité nécessaires.

L'utilisateur reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de la convention (mise à disposition et utilisation des postes de transformation électrique) et s'engage absolument à respecter toutes les consignes, notamment celles directement liées à la sécurité des biens et des personnes.

### **ARTICLE 3 : PARTICIPATIONS FINANCIERES**

Pour Enedis Direction Hérault, le cofinancement du concessionnaire alloué pour accompagner la réalisation de cette action est plafonné à 19 000 €, sous réserve de l'obtention de crédits.

Cette participation couvrira pour partie l'encadrement des chantiers citoyens lors du nettoyage des postes de distribution publique, au prorata des jours travaillés.

Les dépenses engagées et mises à la charge d'Enedis Direction Hérault devront être dûment justifiées et détaillées par l'association Le Passe Muraille.

La contribution d'Enedis Direction Hérault sera versée sur présentation de factures accompagnées de leurs justificatifs par l'association Le Passe Muraille.

Les factures correspondant aux travaux seront transmises par l'association Le Passe Muraille à Enedis Hérault - Agence Collectivités Locales - 382, rue Raimon de Trencavel - 34926 Montpellier Cedex 9.

Un état prévisionnel des dépenses devra être communiqué à Enedis direction Hérault pour avis.

La Ville de Montpellier s'est engagée à co-financer l'action des chantiers citoyens par le vote d'une subvention en Conseil Municipal à hauteur de 10 000 € et à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat de Ville, à hauteur de 50% du montant global de l'action conformément aux termes de l'article 4 de l'avenant n°3 de la convention de partenariat signée en 2016.

#### **ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE**

La Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'association Le Passe Muraille s'engagent dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication des autres parties.

Des photographies « avant-après » seront fournies par l'association Le Passe Muraille et pourront servir aux parties pour leur communication respective. Ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

#### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention couvre la totalité de l'exercice 2016.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

Pour les années suivantes, les parties conviennent de se rencontrer pour définir les nouvelles actions.

#### **ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION**

La Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'association Le Passe Muraille conviennent de se rencontrer au moins deux fois par an pour établir un bilan dans le cadre d'un comité de pilotage.

Enedis Direction Hérault s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- Le représentant de la Ville de Montpellier est Madame Sophie MARCHAND, Direction de la Cohésion Sociale – Département Solidarité et vivre ensemble (tél. : 04.67.34.70.09).
- Le représentant de Enedis Direction Hérault est Madame Muriel LOMBARD, Direction Hérault (tél. : 04.67.69.83.06).
- Le représentant de l'association Le Passe Muraille est Monsieur Pierre PLANCHERON, Directeur de l'association (tél. : 04.67.06.96.04).

#### **ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à ouvrir une conciliation à l'initiative de la partie la plus diligente en vue de rechercher une solution amiable préalablement à tout contentieux.

A l'expiration d'un délai de deux mois après tentative de conciliation, chaque partie se réserve le droit de saisir le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le ... 2016, en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Le Maire,

Philippe SAUREL

Pour l'Association  
Le Passe Muraille,

Le Président,

Sébastien ROLAND

Pour Enedis  
direction Hérault,

Le Directeur,

Philippe MALAGOLA



## CONVENTION de PARTENARIAT 2016

### Ville de Montpellier – Enedis direction Hérault et l'association Nationale des Compagnons Bâisseurs

#### Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

Enedis, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 La Défense Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 444 608 442, représentée par Philippe MALAGOLA, Directeur Enedis Hérault, agissant en vertu de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie le 01/01/2016 par Karim RAFAI, Directeur Régional Languedoc Roussillon, et faisant election de domicile à Montpellier 382 rue Raimon de Trencavel,

Désignée ci-après par « **Enedis Direction Hérault** »,

et

- « Association Nationale des Compagnons Bâisseurs » ANCB établissement Languedoc-Roussillon, l'association dûment déclarée en préfecture dont le siège est 2, rue de la Croisette 34 880 LAVERUNE.

Représentée par Jean-Paul LEBAS, Président de l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs, établissement Languedoc-Roussillon.

Désignée ci-après par « **ANCB Ets LR** ».

#### Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la convention de partenariat qui a été signée entre la Ville et Enedis Direction Hérault (ex ERDF Hérault) le 27 juin 2006 et de l'article 4 « Politique de la Ville et Solidarité » de l'avenant n°3 voté en Conseil de Métropole du 26 mai 2016, une convention spécifique a été établie afin de préciser les objectifs et engagements de coopération décidés entre la Ville de Montpellier et Enedis direction Hérault autour de la mise en place d'actions qui contribuent notamment au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi.

Différentes actions proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2016 du Contrat de Ville ont été identifiées comme éligibles à ce titre par la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault dont l'action « Espace Ressource Habitat » mise en œuvre par l'«ANCB» Ets LR.

Cette action fait l'objet de la présente convention de partenariat.

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières du partenariat entre la Ville de Montpellier, Enedis direction Hérault et l'«ANCB» Ets LR pour la mise en œuvre d'une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson.

Cette action portera plus précisément sur la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité.

#### **ARTICLE 2 : LE CONTENU DE L'ACTION**

L'«ANCB» Ets LR propose une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson.

Lieu pédagogique ouvert aux habitants du quartier, ce logement regroupe :

- un espace de mise en situation consacré à la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité et à la maîtrise de l'énergie ;
- des ateliers pédagogiques portant sur un sujet spécifique en lien avec l'habitat ;
- un outil-thèque mettant à disposition des habitants des outils en prêt, après formation, leur permettant de réaliser des travaux dans leurs logements.

#### **ARTICLE 3 : PARTICIPATIONS FINANCIERES**

Pour Enedis Direction Hérault, le cofinancement du concessionnaire alloué pour accompagner la réalisation de cette action est plafonné à 4 000 €, sous réserve de l'obtention de crédits.

Les dépenses engagées et mises à la charge d'Enedis Direction Hérault devront être dûment justifiées et détaillées par l'ANCB.

La contribution d'Enedis Direction Hérault sera versée sur présentation de factures accompagnées de leurs justificatifs par l'ANCB Ets LR.

Les factures correspondant aux travaux seront transmises par l'ANCB Ets LR à :

Enedis  
Direction Hérault  
382, rue Raimon de Trencavel  
34926 Montpellier Cedex 9.

Un état prévisionnel des dépenses devra être communiqué à Enedis Direction Hérault pour avis.

La Ville de Montpellier s'est engagée à co-financer l'action par le vote d'une subvention en Conseil Municipal à hauteur de 4 500 € et à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat de Ville, à hauteur de 50 % du montant global de l'action conformément aux termes de l'article 4 de l'avenant n°3 de la convention de partenariat signée en 2016.

#### **ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE**

La Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault, et l'ANCB Ets LR s'engagent dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication des autres parties.

Ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

#### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention couvre la totalité de l'exercice 2016.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

#### **ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION**

La Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'ANCB Ets LR conviennent de se rencontrer une fois par an minimum.

ERDF s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- La représentante de la Ville de Montpellier est Madame Sophie MARCHAND, Direction de la Cohésion Sociale – Département Solidarité et vivre ensemble (tél. : 04.67.34.70.09).
- La représentante de Enedis Direction Hérault est Madame Muriel LOMBARD (tél. : 04.67.69.83.06).
- La représentante de l'ANCB Ets LR est Madame Véronique MARTY, Directrice de l'établissement Languedoc-Roussillon (tél. : 04.67.92.55.30).

#### **ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à ouvrir une conciliation à l'initiative de la partie la plus diligente en vue de rechercher une solution amiable préalablement à tout contentieux.

A l'expiration d'un délai de deux mois après tentative de conciliation, chaque partie se réserve le droit de saisir le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le ... 2016, en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour l'association l'ANCB,

Pour Enedis direction  
Hérault,

Le Maire,

Le Président,

Le Directeur,

Philippe SAUREL

Jean-Paul LEBAS

Philippe MALAGOLA





## CONVENTION de PARTENARIAT 2016

### Ville de Montpellier – Enedis direction Hérault

#### Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Philippe SAUREL, Maire de Montpellier,  
élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, place Georges Frêche 34267  
Montpellier cedex 2,

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

et

- Enedis, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 La Défense Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 444 608 442, représentée par Philippe MALAGOLA, Directeur Enedis Hérault, agissant en vertu de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie le 01/01/2016 par Karim RAFAI, Directeur Régional Languedoc Roussillon, et faisant éléction de domicile à Montpellier 382 rue Raimon de Trencavel,

Désignée ci-après par « **Enedis Direction Hérault** »,

#### Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la convention de partenariat qui a été signée entre la Ville et Enedis Direction Hérault (ex ERDF Hérault) le 27 juin 2006 et de l'article 4 « Politique de la Ville et Solidarité » de l'avenant n°3 voté en Conseil de Métropole du 26 mai 2016, une convention spécifique a été établie afin de préciser les objectifs et engagements de coopération décidés entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault autour de la mise en place d'actions qui contribuent notamment au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi.

Dans le cadre de sa Responsabilité Sociétale, Enedis Direction Hérault souhaite au travers d'un concept pédagogique, sensibiliser les enfants de façon inédite et ludique pour optimiser l'utilisation de l'énergie électrique et lutter contre le dérèglement climatique. Ainsi Enedis propose un kit périscolaire à destination des 7-11 ans : « Explorer l'électricité, 24 ateliers pour s'interroger ».

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières du partenariat entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault pour la mise en œuvre d'une action visant au déploiement du kit pédagogique et ludique développé par Enedis Direction Hérault dans les écoles élémentaires de la Ville de Montpellier.

## **ARTICLE 2 : LE CONTENU DE L'ACTION**

Dans le cadre de cette convention, un kit pédagogique sera mis à disposition des écoles élémentaires de la Ville de Montpellier.

Grace à cette mallette pédagogique, les enfants seront amenés à réfléchir sur la place de l'électricité dans leur quotidien, le fonctionnement du réseau électrique, l'arrivée des énergies renouvelables, l'évolution de leurs comportements en vue de réduire durablement les consommations électriques, et d'être sensibilisé à la sécurité, fait partie des nouveaux programmes de l'Education nationale afin de promouvoir la transition énergétique et les économies d'énergie.

Très simple à mettre en œuvre et totalement ludique, cet atelier périscolaire, réalisé en partenariat avec l'ADEME, regroupe une grande quantité de supports pédagogiques pour animer 24 séances minimum de 45 minutes avec un groupe de 20 enfants : plateaux de jeu, affiches grand format, histoires à lire, enquêtes à mener, mini magazine, activités de débat, sont parmi les supports qui composent cet atelier. Un guide très complet de 28 pages, destiné à l'animateur, explique pas à pas le déroulement de chaque atelier, les consignes à poser, les idées de prolongements à proposer.

## **ARTICLE 3 : PARTICIPATIONS FINANCIERES**

Pour Enedis Direction Hérault, le cofinancement du concessionnaire alloué pour accompagner la réalisation de cette action est plafonné à 4 000 €, sous réserve de l'obtention de crédits.

La Ville de Montpellier s'est engagée à co-financer l'action par le vote d'une subvention en Conseil Municipal à hauteur de 1 000€.

## **ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE**

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault s'engagent dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication des autres parties. Ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

## **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention couvre la totalité de l'exercice 2016.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

## **ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION**

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault conviennent de se rencontrer deux fois par an minimum pour établir un bilan dans le cadre d'un comité de pilotage élargi aux autres partenaires de l'action.

Enedis Direction Hérault s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- La représentante de la Ville de Montpellier est Madame Sophie MARCHAND, Direction de la Cohésion Sociale – Département Solidarité et vivre ensemble (tél. : 04.67.34.70.09).
- La représentante d'Enedis Direction Hérault est Madame Muriel LOMBARD (tél. : 04.67.69.83.06).

## **ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à ouvrir une conciliation à l'initiative de la partie la plus diligente en vue de rechercher une solution amiable préalablement à tout contentieux.

A l'expiration d'un délai de deux mois après tentative de conciliation, chaque partie se réserve le droit de saisir le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le ... 2016, en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour Enedis direction Hérault,

Le Maire,

Le Directeur,

Philippe SAUREL

Philippe MALAGOLA

## **Séance publique du jeudi 20 octobre 2016**

**Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

**Absents :**

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

### **Agora des Savoirs approbation de la charte du Conseil scientifique**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 2009, la Ville de Montpellier organise l'Agora des savoirs, cycle de conférences scientifiques ouvertes à tous et gratuites, qui se tiennent le mercredi soir de novembre à mai au centre Rabelais.

La programmation de l'Agora des savoirs est établie par un conseil scientifique composé d'une quarantaine d'universitaires de Montpellier, en lien avec la Direction de la Culture et du Patrimoine.

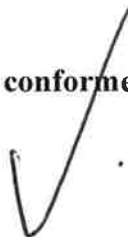
La charte présentée en annexe précise les missions de ce conseil, ses règles de fonctionnement, ainsi que les procédures qui aboutissent à la mise en place de la programmation de chaque saison.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la charte du conseil scientifique de l'Agora des Savoirs, jointe en annexe ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**



## Charte du conseil scientifique de l'Agora des savoirs

### Article 1 :

L'Agora des savoirs est une manifestation de diffusion et de partage des savoirs et des connaissances scientifiques, créée en 2009 et organisée par la Ville de Montpellier.

### Article 2 :

La programmation de chaque saison est assurée par un conseil scientifique d'enseignants-chercheurs des Universités et centres de recherche de Montpellier, en lien avec la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville.

### Article 3 :

La composition du conseil scientifique respecte le principe de parité hommes/ femmes. L'élection de nouveaux membres au conseil scientifique de l'Agora des savoirs se fait sur proposition et cooptation par ses membres.

### Article 4 :

La présidence du conseil scientifique est composée d'une femme et d'un homme. La présidence est renouvelée tous les deux ans, par élection. Aucune limite de nombre de mandats n'est établie.

### Article 5 :

Le conseil scientifique garantit la pertinence et la validité scientifique de la programmation de chaque saison de l'Agora des savoirs.

### Article 6 :

La réflexion menée par le conseil scientifique prend en compte les grandes orientations et thématiques développées en termes de politique culturelle par la Ville de Montpellier.

### Article 7 :

Le conseil scientifique se réunit autant de fois que nécessaire afin de préparer la programmation de la saison prochaine. La première réunion a lieu chaque année en janvier. Les réunions sont organisées sur invitation du Maire de Montpellier ou de son représentant.

### Article 8 :

Le conseil scientifique s'engage à proposer une programmation accueillant chaque saison différents conférenciers des Universités de Montpellier, dans le but de valoriser la recherche et l'enseignement des établissements scientifiques de la ville.

### Article 9 :

Le conseil scientifique mène une réflexion sur l'élargissement de l'Agora des savoirs à tous les publics et sur tous les quartiers ; il est force de proposition dans la mise en place de nouvelles formes de médiation et de vulgarisation des sciences et des savoirs auprès des citoyens.

## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Agora des Savoirs saison 8 Cycle de conférences 2016 – 2017 Programmation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. Il s'agit d'une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle nécessaire du chercheur dans nos sociétés et contribue à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Lors des sept premières saisons, l'Agora des Savoirs a reçu plus de cent-quarante conférenciers et plus de 72.000 spectateurs. Des partenariats avec la radio associative Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier ont contribué à élargir l'auditoire de la manifestation par des diffusions radiophoniques et des diffusions vidéo sur internet.

Le programme de cette huitième saison 2016 - 2017 de l'Agora des Savoirs a été élaboré en lien avec le conseil scientifique composé d'une quarantaine d'enseignants et de chercheurs issus des universités et des centres de recherche de Montpellier. Ces conférences, au nombre de 22, se dérouleront au Centre Rabelais, les mercredis, du 2 novembre 2016 au 10 mai 2017.

Pour sa 8<sup>e</sup> saison, l'Agora des Savoirs proposera un cycle de conférence autour du thème « Par-delà les frontières ». La conférence inaugurale sera prononcée le 2 novembre 2016 par Jean-Sébastien Steyer et Marc Boulay.

Les 22 conférenciers sont des enseignants et chercheurs de l'Université française ou des Grandes Écoles. Un certain nombre d'entre eux enseignent à Montpellier et tous seront présentés par des universitaires montpelliérains, dans le but de valoriser l'enseignement et la recherche montpelliéraines.

La Ville prendra en charge les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration dans la limite d'une enveloppe maximale de 13 000 € pour l'ensemble de la saison. Le montant de la prestation par conférence est fixé à 500 €, à l'exception des deux conférences inaugurale et de clôture qui demandent plus de préparation et sont rémunérées à hauteur de 1000 euros, pour un total de 12 000 euros sur l'ensemble de la saison.

Une convention sera établie pour chacun des intervenants. Parmi les 22 conférenciers interviendront : Jean-Sébastien Steyer et Marc Boulay, Michel Serres, Astrid von Busekist, Pierre Singaravélou, Marie-Laure Basilien-Gainche, François Pachet, Mireille Delmas-Marty, Michel Orliac, Corinne Bonnet, François Sauvagnat, Sarga Moussa, Evelyne Heyer, Christophe Degueurce, Paule Petitier, Lucile Médina, Amaria Baghdali, Élise Huchard, Arnaud Fontanet, Yaël Nazé, Carola Samdja, Monique Halm et Etienne Balibar.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser la signature des conventions avec les conférencier(ère)s et leur rémunération pour un montant total de 12 000 € ainsi que la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 13 000 € pour l'ensemble de la saison ;
- de prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

## CONVENTION AVEC LES CONFÉRENCIERS

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

Monsieur : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Demeurant : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX,

Ci-après dénommé « **LE CONFÉRENCIER** », d'une part,

Et la **Ville de Montpellier**,

1 Place Georges Frêche

34 267 Montpellier cedex 2

N° SIRET : 213 401 72 20 1787 - Code APE : 8411Z

Représentée par Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, agissant par délégation du Maire en vertu de l'arrêté n°2016/2082/T/R du 6 juin 2016,

Ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Monsieur XXXXXXXXX donnera, dans le cadre du programme de l'Agora des Savoirs conçu par la Ville de Montpellier, une conférence grand public, le mercredi XX XXXXXXXXX, à 20h30, au Centre Rabelais, sur le thème : "XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX".

### ARTICLE 2 - AUTORISATION DU DROIT À L'IMAGE ET DE REPRODUCTION

Cette conférence fera l'objet d'une part, d'une captation vidéo et d'une diffusion en différé sur le site de la Ville et sur le site web « msh-m.tv »; la conférence sera également diffusée en direct sur Youtube à l'initiative de la Ville et fera l'objet, d'autre part, d'une diffusion radiophonique en direct sur l'antenne de Divergence FM., radio associative montpelliéraine, et de ses partenaires.

LE CONFÉRENCIER déclare détenir sur les contenus de la conférence précitée les droits nécessaires pour ce faire, et cède à L'ORGANISATEUR, les droits de propriété intellectuelle relatifs, de nature patrimoniale, et les droits de reproduire et de diffuser. En conséquence il déclare donner l'autorisation de capter et de diffuser l'intégralité de sa conférence aussi bien sous la forme de vidéos que d'émissions radiophoniques sur les sites indiqués précédemment et sur les fréquences des radios associatives impliquées dans la diffusion des savoirs scientifiques.

LE CONFÉRENCIER certifie que les dits droits patrimoniaux n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune cession ou licence d'exploitation consentie à des tiers.

### ARTICLE 3 – MONTANT DU RÈGLEMENT

Le montant de la cession des droits d'auteur et de la prestation pour la conférence, fixé par délibération, s'élève à 500 € nets (cinq cents euros nets) versés au CONFÉRENCIER.

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de L'ORGANISATEUR compte tenu d'une enveloppe globale maximum fixée par délibération et dans les limites du règlement financier applicable.



#### **ARTICLE 4 – MODE DE RÈGLEMENT**

---

Cette somme sera versée sur le compte dont le Relevé d'Identité Bancaire aura été fourni préalablement, par mandat administratif, et sur présentation d'une note de droits d'auteur ou note d'honoraires adressée à :

*Mairie de Montpellier,  
Direction de la Culture et du patrimoine,  
Service des Manifestations Culturelles,  
1 place Georges Frêche,  
34267 Montpellier cedex 2*

#### **ARTICLE 5 – ANNULATION**

---

Ce contrat ne constitue en aucun cas un contrat de travail. En conséquence, il n'ouvre pas droit à la sécurité sociale, au chômage ou à la retraite. L'intervenant devra être en mesure de fournir les attestations prouvant son respect des obligations sociales et fiscales.

Si une ou plusieurs clauses du contrat n'étaient pas respectées, le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans aucune indemnité d'aucune sorte, ainsi que dans tous les cas reconnus de force majeure.

#### **ARTICLE 6 – CLAUSE JURIDIQUE**

---

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable dans l'esprit du présent contrat. À défaut, les juridictions du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier seront seules compétentes.

Fait en deux exemplaires originaux,  
À Montpellier, le .....

**LE CONFÉRENCIER**  
Monsieur XXXXXXXXXXXX

**L'ORGANISATEUR**  
Pour Monsieur le Maire et par délégation  
L'Adjointe déléguée à la Culture

## **Séance publique du jeudi 20 octobre 2016**

**Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

**Absents :**

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

### **Agora des Savoirs saison 8 Cycle de conférences 2016 – 2017 Partenariats – Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier / Librairie Sauramps**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Pour sa 8<sup>e</sup> saison, l'Agora des Savoirs proposera un cycle de vingt-deux conférences scientifiques autour du thème « Par-delà les frontières ».

**1) Partenariats de co-production et de diffusion**

Afin que ces conférences puissent être écoutées ou vues par le plus grand nombre, elles seront enregistrées et diffusées en direct et en différé :

- En vidéo (direct et différé) sur la page Youtube de la Ville, en différé seulement sur le site de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier.
- Sous forme radiophonique sur les ondes de Divergence FM

À cet effet deux partenariats de co-production sont envisagés avec :

- La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique agissant pour le compte du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sud de France (PRES Sud de France), qui procédera à la captation des 22 conférences filmées qui se dérouleront au Centre Rabelais. Elles seront diffusées en direct puis en différé. La co-production est prise en charge par la Direction de la Culture et du Patrimoine. La convention est jointe en pièce annexe.

- L'association Croqu'Oreilles - Divergence.FM, juridiquement constituée en association loi 1901, radio montpellieraine, qui procédera quant à elle à la radiodiffusion en direct des 22 conférences sur ses ondes. Cette co-production est prise en charge en partie par la Direction de la Culture et du Patrimoine et en partie par la Direction de la Communication. La convention est également jointe en pièce annexe.

## 2) Partenariat autour du livre

Dès la première saison de l'Agora des savoirs, la Ville de Montpellier a tenu à placer au cœur du dispositif le livre – et en particulier l'essai –, en tant que support privilégié de partage des connaissances, objet de savoir et de plaisir.

Partenaire dès l'origine du projet, la librairie Sauramps est ainsi présente, chaque mercredi soir, dans le hall du Centre Rabelais pour présenter un choix d'ouvrages du conférencier et plus particulièrement ceux qui concernent le sujet traité par son intervention. Se voit ainsi valorisé le rôle du libraire spécialisé en tant que médiateur indispensable, apte à proposer une bibliographie adéquate. Cela permet aussi et surtout de répondre à une demande du public montpelliérain qui souhaite pouvoir prolonger par la lecture sa connaissance et sa découverte du thème traité.

Le choix de la librairie Sauramps s'explique par le rôle qu'elle joue depuis de très nombreuses années dans la valorisation et la mise à disposition du type d'ouvrages précisés ci-dessus (essais, livres universitaires, humanités et sciences humaines, sciences et techniques...). Ses compétences dans le domaine du débat d'idées, de la vulgarisation scientifique et de la spécialisation universitaire en font un partenaire essentiel de l'Agora des savoirs.

La Ville de Montpellier met à disposition de la librairie Sauramps, chaque mercredi soir, un espace dans le hall d'entrée du Centre Rabelais pour y présenter les ouvrages des conférenciers. La librairie Sauramps accompagne quant à elle la manifestation en consacrant un espace à la promotion des livres des conférenciers au sein de son magasin du Triangle, tout le long de la saison. Elle diffuse le programme aux accueils de ses magasins Sauramps Triangle, Sauramps Odyssée et Sauramps au Musée. Elle met en ligne sur son site internet la programmation de chaque saison, en échange de quoi la Ville lui offre l'opportunité de mettre également en ligne les vidéos des conférences déjà passées. Elle annonce enfin sur son programme papier de rencontres et de manifestations mensuelles les conférences du mois, en indiquant leur titre, le nom du conférencier, la date, l'heure et le lieu.

La convention de partenariat est jointe en pièce annexe de la présente délibération.

### En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les conventions de co-production avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier pour un montant de 18.953,65€ euros (dix-huit mille neuf cent cinquante-trois euros et soixante-cinq centimes) TTC pour la captation et le montage, et 3.936,71€ euros (trois mille neuf cent trente-six euros et soixante et onze centimes) TTC pour la diffusion en direct ;
- de prélever ces dépenses au budget de la Ville sur les crédits de la Direction de la Culture et du Patrimoine, fonction 923, pour la captation et le montage, et sur les crédits de la Direction de la Communication pour la diffusion en direct ;
- d'approuver la convention de partenariat avec Divergence FM pour un montant de 15 535 € (quinze mille cinq cents trente-cinq euros) TTC ;
- de prélever ces dépenses sur les crédits de la Ville, fonction 923 ;
- d'approuver la convention de partenariat avec la librairie Sauramps annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer toutes les conventions et documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**



**Agora des Savoirs 2016-2017 – saison 8**  
**CONVENTION DE PARTENARIAT**  
**CO-PRODUCTION D'UN PROGRAMME RADIOPHONIQUE**

---

Entre les soussignés :

**La Ville de Montpellier,**

Hôtel de Ville de Montpellier, 1 Place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2

Téléphone: 04 34 88 76 68 Fax: 04 99 58 87 66

N° SIRET : 213 401 72 20 1787 Code APE : 8411Z

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant ès-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;

Et

**Croqu'Oreilles - Divergence FM,**

24, bd Pasteur, 34000 Montpellier

Juridiquement constituée en association loi de 1901, représentée par son Président, M. Alain VACQUIÉ ;

**Il a été préalablement exposé ce qui suit :**

**Croqu'Oreilles - Divergence FM**, radio de catégorie A, émet sur Montpellier en modulation de fréquence sur 93.9 et sur Internet en streaming.

**La Ville de Montpellier** organise l'Agora des Savoirs, cycle de conférences gratuites les mercredis soirs de novembre à mai hors vacances scolaires. La saison 8 proposera 22 conférences sur le thème « Par-delà les frontières », du mercredi 2 novembre 2016 au mercredi 10 mai 2017.

**Il a été arrêté et convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

---

L'objet de la présente convention est de définir les modalités du partenariat de coproduction entre Croqu'Oreilles - Divergence FM et la Ville de Montpellier.

Cette coproduction radiophonique comprend la captation, le montage, la post production et la retransmission en direct et en intégralité des 22 conférences de la 8<sup>e</sup> édition de l'Agora des Savoirs qui se déroulent au Centre Rabelais à partir de 20h30 les mercredis, selon le calendrier joint en annexe.

## **ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER**

---

La Ville de Montpellier s'engage :

- à valoriser ce partenariat en faisant figurer le logo de Croqu'oreilles – Divergence FM sur le programme de la saison 8 de l'Agora des Savoirs et le site internet de la Ville de Montpellier, rubrique « Agora des Savoirs ».
- à accueillir Croqu'Oreilles - Divergence.FM au sein du centre Rabelais et à fournir à l'association une connexion internet 150Kbp/s de bande passante montante.
- à respecter scrupuleusement les horaires des conférences.
- à prendre à sa charge cette coproduction à hauteur de 50 % du budget global soit : **15 535 € TTC.**

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE CROQU'OREILLES - DIVERGENCE FM**

---

Divergence FM s'engage :

- à réaliser 22 captations de conférences et à diffuser l'enregistrement post-produit de ces 22 conférences.
- à publier, avant chaque conférence, un article de présentation sur son site web.
- à mettre à la disposition de la Ville de Montpellier un fichier audio en format MP3 après chaque émission.
- à réaliser 22 bandes annonces présentant les conférences choisies et annonçant leur diffusion à l'antenne.
- à concevoir un générique.
- à faire parvenir au mois de décembre et au mois de mai un bilan qualitatif et chiffré de ce partenariat, indiquant notamment l'audience estimée par conférence.
- à prendre à sa charge cette coproduction à hauteur de 50 % du budget global soit : **15 535 € TTC.**

## **ARTICLE 4 – RÈGLEMENT**

---

Le budget global de la co-production s'élève à 31 070 €, conformément au devis de Croqu'Oreille – Divergence FM joint en pièce annexe.

La Ville de Montpellier prendra en charge cette coproduction à hauteur de 50 % du budget global soit : **15 535 euros** (Quinze mille cinq cents trente-cinq euros).

Cette somme sera versée en trois fois sur présentation de factures selon l'échéancier suivant :

- 1<sup>er</sup> versement en janvier 2017 pour un montant de 5 179 €
- 2<sup>ème</sup> versement en avril 2017 pour un montant de 5 178 €
- 3<sup>ème</sup> versement en juillet 2017 pour un montant de 5 178 €

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention sera effectué par virement administratif sur le compte :

- N°: 510 200 166 29
- Domiciliation : Crédit Coopératif de Montpellier
- Ouvert à : Agence Victor Hugo
- Adresse : 8, Bd Victor Hugo 34009 Montpellier

Croqu'Oreilles - Divergence.FM adressera ses factures à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.*

## **ARTICLE 5 : ASSURANCES**

---

L'association déclare avoir assuré, contre tous les risques, le matériel qu'elle utilisera. La Ville de Montpellier déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'accueil de l'association et du public le jour des enregistrements.

## **ARTICLE 6 : DURÉE**

---

Cette convention prend effet à la date de sa signature et se termine une fois les engagements des deux parties réalisés.

## **ARTICLE 7 : LITIGES**

---

La présente convention sera interprétée selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation de la présente convention, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable. À défaut, les juridictions du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier seront seules compétentes.

Fait en deux exemplaires originaux,  
À Montpellier, le .....

Pour Croqu'Oreilles - Divergence FM  
**Alain Vacquié**  
Président

Pour la Ville de Montpellier  
**Philippe Saurel**  
Maire de Montpellier  
Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

## **Annexe 1 – calendrier des conférences\***

**Agora des Savoirs 2016-2017 – Saison 8**

**Par-delà les frontières**

**\*sous réserve de modifications ultérieures**

## **Annexe 2 – Devis Croqu'oreilles – Divergence FM**





## **Agora des Savoirs 2016-2017 – Saison 8 CONVENTION DE PARTENARIAT CO-PRODUCTION DE CONFÉRENCES FILMÉES**

---

Entre les soussignés :

**La Ville de Montpellier,**

Hôtel de Ville de Montpellier, 1 Place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2

Téléphone: 04 34 88 76 68 Fax: 04 99 58 87 66

N° SIRET : 213 401 72 20 1787 Code APE : 8411Z

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant ès-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;

Ci après dénommée « La Ville de Montpellier »,

Et

**La Communauté d'Universités et Établissements « Languedoc-Roussillon Universités »,**

163 rue Auguste Broussonnet 34090 Montpellier,

Établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel,

Représentée par son Administrateur provisoire, Monsieur Emmanuel ROUX,

Agissant pour le compte de la **Maison des Sciences et de l'Homme de Montpellier,**

Groupe d'Intérêt Scientifique, situé 17 rue l'Abbé-de-l'Épée 34090 Montpellier,

Représentée par son directeur Monsieur Frédéric ROUSSEAU,

ci-après dénommés «**COMUE-LR- MSH-M** »,

**Il a été préalablement exposé ce qui suit :**

**La Ville de Montpellier** organise l'Agora des Savoirs, cycle de conférences gratuites les mercredis soirs de novembre à mai hors vacances scolaires. La saison 8 proposera 22 conférences sur le thème « Par-delà les frontières », du mercredi 2 novembre 2016 au mercredi 10 mai 2017.

La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier accueille de programmes, réseaux et infrastructures de recherche, elle contribue à la valorisation de la recherche et à sa diffusion.

**Il a été arrêté et convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

---

La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier propose de réaliser sous la forme d'une co-production la diffusion en vidéo en différé et en direct de l'ensemble des 22 conférences de la saison 8. Ces vidéos seront accessibles depuis le site « msh-m.tv » conçu et hébergé par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et depuis le site de la Ville. La Direction de la Communication de la Ville de Montpellier prendra financièrement en charge de son côté la diffusion en direct des conférences sous Youtube.

Ce partenariat de co-production permet d'étendre la visibilité des conférences auprès du public qui ne pourrait y assister ou qui souhaiterait les revoir.

## **ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE**

---

La Ville de Montpellier s'engage :

- à fournir en amont de la première conférence le calendrier complet des conférences comprenant le nom des conférenciers, le titre de leur conférence.
- à fournir en amont de chaque conférence, le nom de l'animateur de la rencontre.
- à faciliter l'installation et le rangement du matériel technique pour la captation sur place, au centre Rabelais.
- à valoriser le partenariat en faisant figurer le logo de la MSH M sur le programme papier de la saison 8 de l'Agora des Savoirs et sur le site internet de la Ville de Montpellier, rubrique « Agora des Savoirs ».
- à faire remplir par chaque conférencier une autorisation de captation et de diffusion permettant à la MSH M de filmer et de diffuser le contenu de la conférence (personnes et documents).
- à verser à la MSH-M 50% du montant global de la co-production soit la somme de 22.890,36 € nets (vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-dix euros et trente-six centimes).

## **ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA MSH M**

---

La MSH-M s'engage :

- à procéder à la captation et à l'enregistrement audio et vidéo des conférences organisées par la Ville de Montpellier dans le cadre de l'Agora des Savoirs. La captation sera effectuée par du personnel choisi par les soins de la MSH-M et placé sous sa responsabilité. Elle aura lieu au Centre Rabelais de Montpellier, les mercredis, de 20h30 à 22h, selon le calendrier de la saison 8 disponible en annexe.
- à mettre à disposition de cette opération son matériel de captation et d'enregistrement vidéo et audio.
- à diffuser en direct et en différé les conférences sur les outils mis à disposition par la Ville de Montpellier. Les vidéos seront accessibles pendant une durée de 12 mois minimum sur le site Web « msh-m.tv » dans une rubrique consacrée. Le logo « Agora des Savoirs » y sera présent.
- à monter les vidéos en respectant les caractéristiques suivantes :
  - o chaque vidéo devra commencer au moment de la présentation du conférencier par l'intervenant local et se terminer à la fin de la discussion entre l'intervenant et le public.
  - o Chaque vidéo devra comporter une introduction animée et sonore avec logos ; un titre comprenant les noms, prénoms et qualité du conférencier, le titre de la conférence, la date et le lieu de la conférence, ainsi que les noms, prénoms et qualité du présentateur ; le film de la conférence ainsi que les images éventuellement projetées par le conférencier ; un générique muet de fin. L'ensemble des vidéos contiendra par ailleurs un watermark : « logo msh-m.tv »

en couleur et en transparence dans un coin ainsi que le logo de la Ville en couleur et en transparence dans un autre coin.

La MSH-M diffuse ses vidéos sous la licence Creative Commons « Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 2.0 France ».

Les conférenciers doivent s'assurer de détenir l'ensemble des droits d'utilisation de leurs discours et des documents utilisés pendant leur intervention.

## **ARTICLE 6 – RÈGLEMENT**

---

Le budget global de cette co-production s'élève à 45.780,72 € (quarante-cinq mille sept cent quatre-vingt euros et soixante-douze centimes) selon le devis joint en pièce annexe. Dans le cadre du partenariat de co-production en différé et en direct comprenant la captation, le montage et la diffusion de ces conférences, la Ville de Montpellier s'engage à prendre en charge **50% du montant global de la co-production** soit la somme de 22.890,36 € nets (vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-dix euros et trente-six centimes).

Sur ce montant, 18.953,65 € (dix-huit mille neuf cent cinquante-trois euros et soixante-cinq centimes) sont pris en charge par la Direction de la Culture et du Patrimoine au titre de la diffusion en différé et 3.936,71 € (trois mille neuf cent trente-six euros et soixante et onze centimes) sont pris en charge par la Direction de la Communication au titre de la diffusion en direct.

Le montant de 18.953,65 € à la charge de la Direction de la Culture et du Patrimoine sera versé en trois fois sur présentation de factures selon l'échéancier suivant :

- 1<sup>er</sup> versement en janvier 2017 pour un montant de 6.317 €
- 2<sup>e</sup> versement en avril 2017 pour un montant de 6.317 €
- 3<sup>e</sup> versement en juillet 2017 pour un montant de 6.319,65 €

Le montant de 3.936,71 € à la charge de la Direction de la Communication sera versé en une fois sur présentation d'une facture.

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention sera effectué par virement administratif sur le compte dont les coordonnées figurent ci-dessous :

Nom de la banque : Trésor public

Adresse : Trésorerie générale de Montpellier

Numéro de compte : 10071 34000 00001004057 54

BIC : TRPUFRP1

La MSH-M adressera ces factures à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.* et *Mairie de Montpellier, Direction de la Communication, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.*

## ARTICLE 7 – LITIGES

---

La présente convention sera interprétée selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation de la présente convention, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable. À défaut, les juridictions du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier seront seules compétentes.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le .....

La Maison des Sciences de  
l'Homme de Montpellier  
**Frédéric Rousseau**  
Directeur

Pour la COMUE Languedoc-  
Roussillon Universités  
**Emmanuel Roux**  
Administrateur Provisoire

Pour la Ville de Montpellier  
**Philippe Saurel**  
Maire de Montpellier  
Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole



**Agora des Savoirs 2016-2017 – Saison 8**  
**CONVENTION DE PARTENARIAT**  
**PROMOTION DU LIVRE DANS LE DOMAINE DES SAVOIRS**

---

Entre les soussignés :

**La Ville de Montpellier**

Hôtel de Ville de Montpellier, 1 Place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2

Téléphone: 04 34 88 76 68 Fax: 04 99 58 87 66

N° SIRET : 213 401 72 20 1787 Code APE : 8411Z

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant ès-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;

Et

La Librairie **SAURAMPS et Cie SAS**

Le Triangle – Allée Jules Milhau

34000 MONTPELLIER

Téléphone : 04 67 06 78 78

Représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Jean-Marie SEVESTRE ;

**Il a été préalablement exposé ce qui suit :**

**La Ville de Montpellier** organise l'Agora des Savoirs, cycle de conférences gratuites les mercredis soirs de novembre à mai hors vacances scolaires. La saison 8 proposera 22 conférences sur le thème « Par-delà les frontières », du mercredi 2 novembre 2016 au mercredi 10 mai 2017.

**La librairie Sauramps** apporte son concours et ses compétences dans la promotion des ouvrages spécialisés dans les domaines de l'essai, des publications universitaires, des humanités et des sciences humaines.

Grâce au partenariat initié dès la première saison de l'Agora des Savoirs, le meilleur de la production éditoriale dans le domaine des savoirs et des sciences est ainsi mis à la disposition du public montpelliérain chaque mercredi soir de conférence.

**Il a été arrêté et convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

---

L'objet de la présente convention est de définir les modalités du partenariat passé entre la Ville de Montpellier et la librairie Sauramps en vue de promouvoir les 22 conférences de la 8<sup>e</sup> saison de l'Agora des Savoirs et de faire du livre un des éléments indispensables de la diffusion des connaissances auprès du public montpelliérain.

## Article 2 – Engagement de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier s'engage :

- à valoriser ce partenariat en faisant apparaître le logo de la librairie Sauramps sur le programme papier de la saison 8 de l'Agora des Savoirs ainsi que sur le site internet de la Ville de Montpellier, rubrique « Agora des Savoirs ».
- à fournir les contenus permettant l'ajout des informations au programme mensuel des Rencontres Sauramps ;
- à acheter à la librairie Sauramps les ouvrages nécessaires à la préparation de chacune des conférences dans le cadre du marché public existant ;
- à permettre la présence du stand de la librairie, dans le hall d'entrée du Centre Rabelais, lors de chacune des conférences.

## ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DE LA LIBRAIRIE SAURAMPS

---

La librairie Sauramps s'engage :

- à assurer l'annonce des conférences dans ses établissements grâce à la mise à disposition du programme à l'entrée et/ou aux accueils de la librairie Sauramps Triangle, à Sauramps Odyssée ainsi qu'à Sauramps Musée, et cela pendant toute la durée de la manifestation ;
- à assurer un affichage aux accueils des trois magasins ;
- à annoncer le cycle de conférences sur le programme mensuel des Rencontres Sauramps ainsi que sur le site web de Sauramps ; à assurer la visibilité de la Ville de Montpellier lors de ces annonces ;
- à tenir un stand dans le hall d'entrée du Centre Rabelais, les soirs de conférences en présentant un choix d'ouvrages du conférencier, et/ou de livres références sur le thème abordé.

## ARTICLE 4 – DURÉE

---

La présente convention couvre le déroulement des 22 conférences, de la 8<sup>e</sup> saison de l'Agora des savoirs du mercredi 2 novembre 2016 au mercredi 10 mai 2017.

## ARTICLE 5 - LITIGES

---

La présente convention sera interprétée selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation de la présente convention, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable. À défaut, les juridictions du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier seront seules compétentes.

Fait en deux exemplaires originaux  
À Montpellier, le .....

Pour la librairie Sauramps  
**Jean-Marie Sevestre**  
Président-directeur-général

Pour la Ville de Montpellier  
**Philippe Saurel**  
Maire de Montpellier  
Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire dans le cadre de l'action internationale de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de l'article 14 de la loi 2014-773 du 7 juillet 2014 relative à l'action internationale des collectivités territoriales.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

### Mission à Londres du 16 au 17 Novembre 2016.

Grâce à sa politique de développement durable et d'innovation dans les processus de développement urbain de la ville, Montpellier a été choisie avec Copenhague (Danemark) et Eindhoven (Pays-Bas) comme finaliste des Urbanism Awards 2017, dans la catégorie « Ville Européenne de l'année » parmi 10 villes sélectionnées.

Le gagnant de cette prestigieuse récompense européenne en matière d'urbanisme et de qualité architecturale décerné par The Academy Of Urbanism sera annoncé le 16 novembre prochain à Londres.

A cette occasion, M. Le Maire se rendra en Angleterre les 16 et 17 Novembre afin d'assister à la remise du prix, véritable reconnaissance internationale pour la Ville de Montpellier.



**En conséquence, il est demandé au conseil municipal :**

- D'accorder à M. le Maire, un mandat spécial pour le déplacement à Londres du 16 au 17 novembre 2016;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs qualifiés invités par M. le Maire,
- D'autoriser M. le Maire à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement, sur le budget de la Direction des Relations Internationales.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Commission d'Evaluation des Transferts de Charges de Montpellier Méditerranée Métropole Désignation d'un représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'article 836 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 a organisé la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre. Cette procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies CIV).

La loi dispose qu'il est créé entre les communes et l'établissement public de coopération intercommunal une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Ce dispositif a pour objectif de permettre un juste calcul des attributions de compensation.

Les membres de cette commission doivent être désignés par les Conseils Municipaux en leur sein. Un conseiller municipal siégeant au Conseil de Communauté peut également être membre de cette commission.

Le Conseil de Communauté d'Agglomération a délibéré dans sa séance du 24 juin 2002 sur la création, la composition et le règlement intérieur de la commission locale d'évaluation des transferts de charge.

La Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, est composée de 92 membres désignés en leur sein par les Conseils Municipaux.

La répartition des sièges entre les communes s'effectue selon des modalités identiques à celle de la représentation au Conseil de Métropole, à la représentation proportionnelle de la population, chaque commune devant bénéficier d'un représentant, aucune commune ne pouvant avoir plus de la moitié des sièges.

Le nombre de délégués par Conseil Municipal au sein de la commission est égal au nombre de sièges que possède la commune au Conseil de Métropole. La Ville de Montpellier dispose donc de 46 représentants titulaires et 19 suppléants.

Par délibération en date du 2 octobre 2014, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au sein de cette commission.

M. Fabrice PALAU n'ayant pas été remplacé au sein de cette instance suite à sa démission du Conseil municipal, il convient de désigner un nouveau membre suppléant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

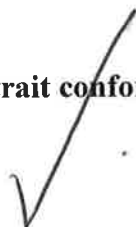
- de procéder à cette désignation.

**A été élue :**

- Sophia AYACHE .

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Université Montpellier III Commission d'attribution du Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire de l'Université Montpellier III, gère, par le biais d'une commission compétente, les crédits du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes.

Il s'agit d'un outil financier de solidarité et d'animation de la vie étudiante, qui aide au financement des projets étudiants, dans divers domaines (culture, humanitaire, sport, solidarité, environnement, engagement citoyen, etc.) et qui soutient financièrement les étudiants en grande difficulté, ou en situation de précarité, en lien avec les assistants sociaux du CROUS.

La Ville de Montpellier, qui est représentée au sein de différentes instances en lien avec les Universités et les grandes écoles du territoire de la commune, doit être représentée au sein de cette Commission d'attribution du Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de procéder à la désignation d'un représentant titulaire et d'un suppléant au sein de cette instance.

**Ont été élues :**

- Chantal MARION, titulaire
- Séverine SCUDIER, suppléante

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Lycée Général Georges Clemenceau Désignation d'un nouveau représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret 2005-1145 du 9 septembre 2005 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement, la Ville de Montpellier est représentée par un élu du Conseil Municipal au sein de chaque Conseil d'administration des lycées de Montpellier.

Il est proposé de remplacer Madame Patricia MIRALLES, représentante titulaire de la Ville au sein au Conseil d'administration du Lycée général Georges Clemenceau, par un nouveau représentant au sein de cette instance.

### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

### A été élue :

- Séverine SCUDIER

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 octobre 2016

## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous, qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salles à titre gratuit à 25 associations pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6535 €

Les associations concernées sont :

MPT CAILLENS: Taekwondo Montpellier 245€, Urban school DeeJay 245€

MPT CHAMSON: Otitie kiri solidarité 110€

MPT DUBOUT : CID International 455€

MPT MERCOURI : Apaj 300€, A tout théâtre 350€, Alisé 455€, Camap 220€, Papot'croix 350€, Eurogrèce 455€, Club informatique multimédia 165€, Pyramide 300€, Club franco polonais 245€, Cie des Sherpas 270€, Mosaïque des hommes et des jardins 110€

MPT PAGNOL : Atout Tarot 300€

MPT PARKS : Montpel'libre 245€, Verpopa 300€, Arpège 165€, Devenet 245€, Malbosc bouge 220€, Techlab LR 245€

MPT PEV : Unis cité 55€

MPT VILLON : Somis 235€, Abraxas dance compagny 110€

- La mise à disposition ponctuelle de salles à titre gratuit à 21 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6380€

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Tiens bon la barre 110€, Les oudlers Montpelliérains 330€

MPT CHAMSON : Enfance famille d'adoption 220€

MPT CURIE : Pétanque club 55€

MPT ESCOUTAIRE : Damier club Montpellier 440€, Comité des fêtes 220€, Jasmin d'Orient 220€

MPT MERCOURI : Jazz à tous les étages 220€, Eurogrèce 330€

MPT PAGNOL : Comité de quartier Chamberte 220€, Synergies des mémoires humaines 55€

MPT PARKS : Les collecteurs 165€, Cie des Sherpas 330€, Eiki 440€, Mains enchantées 440€, Volontariats et soutien par l'art 385€, Danse en vie 440€

MPT VILLON: Good news gospel 34 605€

MPT VOLTAIRE: Italia sport insieme 220€, Rando loisirs 55€, Aural 275€, Comité de quartier Pasquier Dom Bosco 660€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise à disposition de locaux à titre gratuit aux associations citées ci-dessus ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 Octobre 2016**

Montpellier						ANNUELLE		
M – Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux								
Maison pour tous : Jean-Pierre CAILLENS				Pour la période de : 2016 - 2017				
Pour Conseil municipal du: oct-16								
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Tae Kwon Do Montpellier	Mr Morningstar Awue 205 rue de Cheng du 34000 Montpellier	Developper la pratique d'enseignement du Tae kwon do dans les quartiers sensibles	Art martial	Tae Kwon Do	Mercredi de 18h- 19h30 Vendredi de 19h30 20h30	1/2 journée et 10 personnes	245 €
	Urban School DeeJay	Mme Ziate Nadia rue Jules Guesdes 34080 Montpellier	Promotion des disciplines issues des cultures urbaines	Initiation à la danse Hip hop et au deejaying	Découvrir et appréhender différents modules du mix et de la danse	lundi 20h30-22h samedi 13h17h	1/2 journée et 10 personnes	245 €
Maison pour tous : André CHAMSON				Pour la période de : 2016 - 2017				
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	OTITIE KIRI SOLIDARITE	M. Gallus Arsène OWONO MBARGA 74 rue du salagou 34070 Montpellier Tel : 06 62 00 77 66	association à but humanitaire : soutien à la scolarisation des enfants et à l'insertion des jeunes par l'apprentissage au cameroun	réunion de travail , coordination des adhérents	association à caractère social	1 samedi par mois d'octobre à juin de 19h à 22h30 (selon planning)	3h30/mois	110 €
Maison pour tous : Albert DUBOUT				Pour la période de : 2016 - 2017				
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	CID international	Dino LINARES 21 rue Gustave 34000 Montpellier 06 19 97 63 92	Promouvoir la solidarité internationale. Projet de développement de formation education au Pérou	Cours de langue espagnole	Les sommes des inscriptions à l'atelier sont versées pour la formation et éducation au Pérou	Mercredi de 18h à 19h30 et de 19h30 à 21h Samedi de 9h30 à 12h30	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
Maison pour tous : Mélina MERCOURI				Pour la période de : 2016 - 2017				
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	APAJ	SIERA-ANTELO Marcos 6 rue Dom Vaissette 34000 Montpellier : 04 67 58 14 50	faciliter la compréhension de l'environnement social et l'accès à l'autonomie	L'association met en place des actions d'accompagnements adultes et jeunes pour aider à l'informatique et faciliter aux principaux sites de la e-administration (caf,Pôle emploi banque, cpam, impots, mairie, ACM,TAM) -mise en place atelier TRE Technique de recherche d'emploi ( cv LM)	Action sociale	tous les mardis de 9h à 12h jamais +topkapi	6h	300 €
	A TOUT THEATRE	Monsieur Xavier FOURNERON MILHORNE Sige social : le MAZET 34270 VALFLAUNES 04 67 55 31 89	l'association a pour objet de favoriser par tous les modes d'expression scénique et toutes fomes artistiques et culturelles , par la pratique théâtrale au sens le plus large : -l'éducation populaire - la création ou la consolidation du lien social	l'association met en place : des ateliers de théâtres pour personnes en difficultés sociales et un spectacle de fin d'année	Action sociale	tous les lundis de 15h à 17h et mardi de 19h à 21h + une date pour le spectacle en juin 2017	6h	350 €
	ALISE	Monsieur Mice! PIEYRE 38 rue de Tour Gayraud - 34070 MONTPELLIER 04 67 67 68 65	l'association a pour but "la mise en œuvre, l'animation, la gestion, la promotion de toute mesure d'insertion et de développement de out dispositif d'insertion et de structure de réadaptaion sociale, de lutter contre l'exclusion et le chômage par l'activité économique	l'association met en place : - des actions d'accompagnements auprès des adultes à travers l'aide au langage, l'accès au logement et mise en place d'actions de prévention à l'environnement -accompagnement scolaire	Action sociale	les mardis de 14h-18h45, jeudis 14h à 16h30 + 1 Xpar mois de 14h- 16h grande salle vendredi de 17h à 18h45	10h30	455 €
	CAMAP	Madame Pascal ARNOUX-78 rue des Anémones 34170 Castelnau Le Lez 06 28 32 22 47	Association a pour objectif de promouvoir l'utilisation du logiciel libre	atelier d'amateurs sur le montage vidéo numérique	Participe au projet de la structure - faible participation demandée pour payer les défraiements	tous les mardis	2h 30 + 1/Xmois	220 €
	Association Papot'croix	Madame Michèle LACAZE 673 CHEMIN DE Moulares Nouvelle Citadelle 34000 Montpellier	L'association a pour objet d'utiliser tous les moyens susceptibles de faciliter le développement et la promotion de la broderie et de tous loisirs créatifs autour du fil	Développer la solidarité en favorisant les échanges autour de la broderie	Participe au projet de la structure - faible participation demandée pour payer les défraiements	LES VENDREDIS DE 14H-19H / Jusqu'à 24H 1 x par mois	6h/mois	350 €
	EUROGRECE	Mr Antoine ANAGNOSTOPOULOS "Espace Luther King" 27 bvd Louis Blanc 34000 Montpellier 0615052585	Développer la solidarité et l'amitié entre la France et la Grèce en favorisant les échanges culturels	Cours de danse grec et chorale	Participe au projet de la structure - pas de tarification d'entrée	tous les jeudi de 18h à 23h	10h	455 €
	CIM	Club informatique multimédia Monsieur Frazzoni 67 RUE DE ILES TONGA – 34070 Montpellier 06 28 34 67 71	Mise en place atelier de programmation, création audiovisuel, et support Infographie et robotique électronique	atelier participatif autour des nouvelles technologies	Participe au projet de la structure - pas de tarification d'entrée	mardi 18h à 20h30	2h30	165 €
	Pyramide	Mme KOCH Martine bat7 les rives du Lez 151 rue Courte Oeille 34000 Montpellier 04 67 79 29 94 06 81 35 23 00	L'association qui a pour objectif de développer la pratique du jeu Pyramide (jeu de lettre) et d'organiser dans cette discipline des rencontres et des tournois amicaux.Développer la solidarité en favorisant les échanges autour du jeu de lettre	Ateliers jeux "pyramide"	Faible participation demandée pour payer les défraiements	les mardis de 14h à 16h30	2h30	300 €

	Montp'libre	Madame Pascal ARNOUX 15 boulevard des Sports-34000 Montpellier 06 47 85 59 42	Association ayant pour objectif de promouvoir l'utilisation du logiciel libre	Développer et faire fonctionner le club informatique avec les outils	Participe au projet de la structure de la ville faible participation demandée pour payer les défraiements	Dernier vendredi de chaque mois 18h à 23h	5h/mois	140 €
	Club franco polonais	Claude WOJCIK Résidence le Parc 218 rue des Mésanges - 34090 Montpellier	L'association a pour objet de donner des cours de Polonais	Cours de polonais	Faible participation demandée pour payer les défraiements	les lundis de 18h à 20h30	2h30	245 €
	CIE SHERPAS	M. PONTIER Jean Marcel BP 91084 34070 Montpellier cedex 0637755792	La compagnie a pour objectif de promouvoir des ateliers de théâtre	plateaux d'improvisation théâtrale	Participe au projet de la structure	21/10/2016 11/11/2016 27/01/2017 10/02/2017 17/03/2017 28/04/2017 26/05/2017 DE 20H à 23H	2h et 30 personnes	270 €
	Mosaïque des Hommes et des Jardins	Mme Gauthier Christel 12 allée du parc tastavin 34070 Montpellier 06 10 30 85 47	Mission de création de coordination et d'animation de Jardins thérapeutiques, et le développement du réseau "jardins et santé"	ateliers Jardins avec des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer	Action sociale	lundi 10h à 11h30	1h30	110 €
Maison pour tous :		Marcel PAGNOL		Pour la période de : 2016 - 2017				
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	atout tarot	Président : Nasser DERMECH 2290, Avenue Albert Einstein Mas Julien 34000 Montpellier Tel : 04 67 68 97 76	pratique du tarot et belote + organisation de tournois	pratique du tarot et/ou belote		mercredi 20h-23h + le dimanche 1 fois par mois de 14h à 18h	4h	300 €
Maison pour tous :		Rosa Lee PARKS		Pour la période de : 2016 - 2017				
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Montpel'Libre	Pascal ARNOUX 9 rue de la poésie 34000 Montpellier - 06 47 85-49-42	Promotion de Logiciels Libres et de biens communs	Permanence et assistance Logiciels Libres et initiation à la création de site web / lignes de commandes	Dans un quartier étudiants, il nous semble pertinent de proposer des initiations et des assistances aux logiciels libres; L'activité est à 20€ l'année, adhésion non obligatoire.	mercredi 17h30-20h30	1/2 journée et 10 personnes incluses	245 €
	VerPoPa	Alain Delvecchio 60 rue Jacques Becker 34070 Montpellier 06-68-67-81-11	Animation du Verger Potager Partagé du quartier Malbosc	Réunions des jardiniers	Association partenaire, intervenant sur le jardin partagé de Malbosc.	Lundi 19h-22h	1/2 journée et 20 personnes incluses	300 €
	ARPEGE	Raphaël MORENO 137 avenue d'Argeliers 34570 Montarnaud 06-12-77-69-09	Promotion d'artiste, plus spécialement dans le domaine des spectacles et de la musique, enseignements d'instruments	Eveil musical Initiations aux instruments de musique	Association et intervenant investie sur la Mpt. Aide au lancement de cette nouvelle activité	mercredi 13h-14h jeudi 17h-18h	2h et 10 personnes incluses	165 €
	DEVENET	Alain Jolly 519 avenue du pont trinquat 34070 Montpellier 06-81-85-12-66	Aide informatique	Cours particulier d'informatique	Tarif très bas, service quasiment gratuit pour les abonnés aux Mpts	vendredi 14h-18h	1/2 journée et 10 personnes incluses	245 €
	Malbosc Bouge	Yvette Segheri - 1017 rue Girardin les vergers de Malbosc 34080 Montpellier + 06-82-48-49-59	Comité de quartier	Atelier d'écriture	Atelier gratuit pour les abonnés aux Mpts encadré par une bénévole, Régine Seidel, enseignante de français à la retraite et écrivain	jeudi 18h-20h	2h et 20 personnes incluses	220 €
	TECHLAB LR	Francis RIQUET 49 rue Supernova, 34570 Vailhaugues contact@techlablr.fr 04 11 93 23 27	partage intégration de technologie et de savoir faire, autour d'un atelier de fabrication numérique communautaire, destiné à tout public	Atelier de conception et de réalisation d'un robot humanoïde	nouvelle activité, en lien avec un atelier d'informatique sur les logiciels libre avec l'association Montpel Libre	mercredi 17h30-20h30	3h	245 €
Maison pour tous :		Paul Emile VICTOR		Pour la période de : 2016 - 2017				
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	UNIS CITE	TRELLU Kane 01 53 41 81 43	favoriser l'accès au service civique	action d'information destinée aux associations du grand quartier des Cévennes		vendredi 25 novembre de 9h à 12h	3h	55 €
Maison pour tous :		François VILLON		Pour la période de : 2016 - 2017				
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	SOMIS	Bachir Dahak 37 rue du Faubourg du Coureau, 34000 Montpellier 04 67 58 88 10	Œuvrer à l'insertion sociale et professionnelle de personnes en difficulté par le biais d'actions telles que : formation, accompagnement social, médiation culturelle, remise au travail ou tout autre moyen en adéquation avec ce but	permanence aide administrative	Aide sociale pour personne ne maîtrisant pas la langue, l'écriture et la lecture du français. (fréquenté en grande majorité par un public sénior issu de l'immigration du quartier). Gratuité pour le public	mardi 9h 12h vendredi 9h 12h 14h 17h		235 €
	Abraxas Dance Company	Gérard Hocquet 20 av. Aristide Briand, res. Prado Lido bât. C1 34170 Casatelnau le Lez 06 71 72 77 25	Créer des pièces chorégraphiques en vue de les diffuser, Favoriser les échanges culturels à l'international par des stages et cours de danse	Atelier barre à terre	Remplacement des ateliers barre à terre initialement animé et annulé par UFOLEP 34	jeudi 12h30 13h30	1h et 10 personnes incluses	110 €
TOTAL								6 535 €

M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux						Ponctuelle		
Maison pour tous :			Albert CAMUS	Pour la période de :		2016-2017		
Pour Conseil municipal du:			oct-16					
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Tiens bon la barre	David Victor 757 avenue Villeneuve d'Angoulême 34070 Montpellier 04 67 42 83 07	association de gymnastique volontaire	assemblée générale	salle ouest	26 /11/2016 de 10h à 17h	7h	110 €
	Les oudiers montpelliérains	Christophe Baillet 2 Impasse Jules Vernet 34070 Montpellier 04 67 27 39 68	club de tarot	tournoi	salle côté sud	03/12/2016, 11/02/2017 et 1/04/2017	3 journées	330 €
Maison pour tous :			André CHAMSON	Pour la période de :		2016-2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Enfance famille d'adoption	PIC Véronique Maison de la famille Rue des frères lumières 34000 Montpellier	Développement, information, et défense de l'adoption, des adoptants et des adoptés	assemblée générale	association à caractère social	dimanche 29 janvier 2017 de 9h à 18h	9h	110 €
	Enfance famille d'adoption	PIC Véronique Maison de la famille Rue des frères lumières 34000 Montpellier	Développement, information, et défense de l'adoption, des adoptants et des adoptés	fête familiale des membres de l'association	association à caractère social	dimanche 19/03/2017 de 10h à 18h	8h	110 €
Maison pour tous :			Marie CURIE	Pour la période de :		2016-2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Pétanque club	Alain DI MEGLIO 66 route de Lodève 34080 Montpellier 06 12 24 26 96	Club de pétanque	Tournoi de boules, Rencontres annuelle des club,	demande pour son assemblée générale	03/12/2016 de 13h à 20h	1 journée - 30 personnes	55 €
Maison pour tous :			L'ESCOUTAIRE	Pour la période de :		2016-2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Damier Club Montpellier	M WASTIAU Serge 140, rue Joseph-Sébastien-Perrin 34000 Montpellier 04 67 42 21 00	Club de jeu de dames	Organisation tournoi national de Jeu de dames	Action qui favorise le lien social, club bénévole	Du 29 octobre au 02 novembre 2016	Week End et 40 pers incluses	440 €
	Comités des Fêtes	M BARRAL Yves 95 RUE POMIER-LAYRARGUES, 34070 MONTPELLIER 04 67 58 65 34	Association chargée d'animer des fêtes, des manifestations d'ordre culturel, social	Organisation des festivités	Action qui favorise le lien social,	Le 20 novembre 2016	1 journée et + 30 personnes	220 €
	Association Jasmin d'Orient	Mme BEJAOU Leila Local Vivre Ensemble 1 rue Jean Vachet 34070 Montpellier 04 99 51 62 78	Promotion et aide aux femmes d'origine étrangère via des échanges éducatifs et culturels	Soirée Dansante	Action sociale qui favorise le lien entre les familles, le quartier et la Maison pour tous	Le 26 Novembre 2016	1 journée et + 30 personnes	220 €
Maison pour tous :			Mélina MERCOURI	Pour la période de :		2016-2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Jazz à Tout Les Etages	Mme CHAPEL Martine 23 Place Emile COMBES 34090 Montpellier 07 81 16 38 80	développement du chant choral accessible pour tous	Animation "noel polyphonique". Soirée chant de fin d'année	Participe au projet de la structure	3 décembre 2016 de 18h à 23h	5h	220 €
	Eurogrèce	M ANAGNOSTOPOULOS Antoine espace Martin Luther King 27 Bd Louis Blanc 34000 Montpellier 06 13 54 35 36	activités culturelles favoriser les échanges entre les deux pays (France et Grèce)	assemblée générale et moment partagé	pas de tarification partenaire de la MPT	dimanche 8 janvier 2017 de 10h à 21h	11h	220 €
	Eurogrèce	M ANAGNOSTOPOULOS Antoine espace Martin Luther King 27 Bd Louis Blanc 34000 Montpellier 06 13 54 35 36	activités culturelles favoriser les échanges entre les deux pays (France et Grèce)	conférence	pas de tarification partenaire de la MPT	le vendredi 10 mars 2017 de 18h à 22h	4h	110 €
Maison pour tous :			Marcel PAGNOL	Pour la période de :		2016-2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Synergie des Mémoires Humaines	Mme Mailliot Clarisse 421 RUE CROIX DE LAS CAZES 34000, MONTPELLIER tel : 06 95 38 97 20	apprentissage langue des signes, aides aux devoirs aide à la parentalité	rencontre parents / enfants autour de la pédagogie		vendredi 9 décembre de 18h à 22h	4h	55 €
	Comité de Quartier La Chamberte	M. SOULAIROL, 23 RUE DES MANGUIERS, CITE DU PAS DU LOUP, 34070 MONTPELLIER Portable : 07.83.04.98.31	animation et vie de quartier	loto		dimanche 11 décembre de 9h à 19h	10h	220 €
Maison pour tous :			Rosa Lee PARKS	Pour la période de :		2016-2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Les collecteurs	Rachel Milhault 06 60 47 95 39 r.milhault@laposte.net	expression et mise en valeur des voies et des voix des lecteurs	rencontre mensuelle pour échanger sur leurs lectures	samedis 24/09 - 15/10-03/12	samedi de 10h à 13h soit 55€ par samedi	3x55€	165 €
	Compagnie les Sherpas	Nathalie REY - BP 91084 cedex 01 - 34007 Montpellier	Compagnie de théâtre - Théâtre d'improvisation et création de spectacles, d'événement théâtral	Répétitions des artistes	Aide à la création et association partenaire des Mpts / sur la saison 2016-2017	dates non définies - 3 semaines de répétitions	3x110€	330 €
	EIKI	Youssef Tarzout 1 rue du bras de fer 34000 Montpellier 06-63-15-73-06	promotion Manga	Stage de Manga	Stage de Manga, tout public, pendant les vacances toussaint, hiver, printemps, été 2016-2017	4 stages d'une semaine	4x110€	440 €

	Mains enchantées	Sylvain CHABOT 06-16-89-88-36 mainsenchantees@orange.fr	arts plastiques	Stage de Mosaïque et stage de papier mâché	stage d'arts-plastiques pour les enfants pendant les vacances toussaint, hiver, printemps, été - 2016-2017	4 stages d'une semaine	4x110€	440 €
	Volontariat et Soutien par l'Art (VS ART)	Karine Ballaneda-Gavotte 722 route de Frouzet - 34380 St Martin de Londres 06-24-26-75-84 vsart.montpellier@gmail.com	aide relationnelle et culturelle aux personnes âgées, dépendantes, ainsi qu'aux jeunes (6-12 ans) en difficulté	réunion des adhérents	7 réunions par an, selon les disponibilités pour la saison 2016-2017	à définir en fonction des disponibilités	7x55€	385 €
	Danse en vie	Christine ARNAUD 19 rue Desmazes 34000 Montpellier 06-33-25-94-07	promotion de la danse intergénération - parents/enfants	stages de danse en famille ou mamans enceintes parents/bébé - parents/enfants - grands parents/enfants	Une intervenante de cette association est aussi l'intervenante en piano et connaît bien les familles, l'activité proposée me semble correspondre à un désir exprimé des familles, notamment pour les femmes enceintes.	8 stages en dimanche	8x55€	440 €
Maison pour tous :			François VILLON	Pour la période de :	2016-2017			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Good news gospel 34	Emmanuelle Guy 39 rue Louis Martin Berthoud, Les Jardins de la Palmeraie, 34080 Montpellier 06 35 30 00 86	chorale de gospel	réunion préparation atelier gospel	accueilli temporairement dans le cadre du transfert des activités de la MPT Rosa Lee Parks	17/11 01/12 15/12 26/01 23/02 09/03 23/03 20/04 04/05 18/05 01/06	11x 55€	605 €
Maison pour tous :			VOLTAIRE	Pour la période de :	2016-2017			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Italia Sport Insieme	CARNEVALI MASSIMO 07 68 55 30 71	Animation communauté italienne	Stage		29 et 30/10 de 9h à 18h	WE	220 €
	Rando Loisirs	Remy Cortesy 06 20 23 20 71	Randonnées	AG		04/11/2016 de 17h30 à 23h	1/2 journée	55 €
	Aural	Michel VALENTIN 06.84.47.99.88	Formation conteurs	Stage		25 au 26/02; 11 au 12/03 et 25/03/2017	WE	275 €
	Comité de Quartier Pasquier Dom Bosco	Gerald VICENTE 06 32 97 24 33	animations du quartier	repas dansants		07/01; 28/01; 18/02; 18/03; 29/04 et 03/05	6x110€	660 €



## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité ;
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes ;
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 47 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 84 282,00 €

DATES	SALLES	Organismes	Tarif salle	Tarif appliqué	Valorisation
08 et 22/09; 06/10; 03/11; 01/12/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Colonia Espagnola de Montpellier	2250	152,5	2097,5
27/09/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	FNARS	450	30,5	419,5
11/10/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Agence de l'Eau	315	30,5	284,5
12 et 13/10/2016	Salle Jules PAGEZY	Comider Comité pour le Développement de l'Economie Régionale	3260	102	3158
12/10/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Communauté Juive Libérale de Montpellier	315	30,5	284,5
13/10, 17/11, 08/12/2016; 12/01, 9 et 24/02; 16 et 27/03, 20/04, 11/05/2017	CENTRE RABELAIS	Université du Tiers Temps	13250	510	12740
15/10/2016	SALLE DES RENCONTRES	FIERTE MONTPELLIER TIGNES PRIDE	3260	1630	1630
17 et 18/10/2016	Salle de réceptions Grammont	LANGUEDOC ROUSSILLON AMENAGEMENT	4080	102	3978
29/10/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Sénégalais de l'Hérault	450	30,5	419,5
03, 04 et 05/11/2016	CENTRE RABELAIS	Salon de l'Ecologie	4755	231	4524
03/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Enfance et Partage	315	0	315
04/11/2016	SALON DU BELVEDERE	Laboratoire LIRMM	315	30,5	284,5
04 et 05/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Fédération Française de Psychothérapie et Psychanalyse	630	61	569
04, 05, 06/11/2016	SALLE DES RENCONTRES	ROTARY CLUB Méditerranée	8500	0	8500
04/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association L'Atteline	450	30,5	419,5
04/11/2016	SALLE PETRARQUE	Centre d'Information des Droits des Femmes et Familles - CIDE	610	30,5	579,5
05/11/2016	SALON DU BELVEDERE	Association Lacanienne LR	315	157,5	157,5
05/11/2016	Salle Jules PAGEZY	ESPOIR MEDITERRANEEN	1630	51	1579
06/11/2016	SALLE PETRARQUE	Chœur Universitaire de Montpellier	610	30,5	579,5
08/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association AGN	315	30,5	284,5
09/11/2016	SALON DU BELVEDERE	Université Montpellier III	315	30,5	284,5
09/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Collectif Roosevelt	315	30,5	284,5
10/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	CLICS34	315	30,5	284,5
12/11/2016	Salle Jules PAGEZY	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	1630	51	1579
14/11/2016	CENTRE RABELAIS	CHRU de Montpellier	1325	51	1274
14 au 17/11/2016	SALON DU BELVEDERE	Compagnie Minibus	1260	0	1260
15/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Agence Locale de l'Energie	450	30,5	419,5
15/11/2016	SALLE PETRARQUE	FIERTE MONTPELLIER TIGNES PRIDE	610	30,5	579,5
16/11/2016	Salle de réceptions Grammont	Agence Locale de l'Energie	2040	51	1989
17/11/2016	SALLE PETRARQUE	UNAFAM 34	610	30,5	579,5
17, 24/11; 01, 08, 12/12/2016; 05, 12, 19/01; 02 et 23/02; 02, 09, 16, 23, 30/03; 20 et 27/04/2017	CENTRE RABELAIS	CINE CLUB JEAN VIGO	26945	13472,5	13472,5
18, 19 et 20/11/2016	SALLE PETRARQUE	Association SQUEEZE	2440	396,5	2043,5
18 et 23/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	630	61	569
20/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association AGN	315	30,5	284,5
19/10; 9/11; 21/11/2016; 17/01; 07/02; 03/05/2017	SALLE PETRARQUE	Institut Maimonide	3660	183	3477
22/11/2016	SALLE PETRARQUE	Maison d'Heidelberg	610	30,5	579,5
24/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Agence Locale de l'Energie	450	30,5	419,5
24/11/2016	Salle Jules PAGEZY	Face Hérault	1630	51	1579
24/11/2016	SALLE PETRARQUE	Association Montpellier 2020	610	30,5	579,5
25/11/2016	CENTRE RABELAIS	Synergie Enfance 34	1325	51	1274
25/11/2016	Salle de réceptions Grammont	Asso Sportive Employés Municipaux Golf	2040	51	1989
26/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Geek Event	315	157,5	157,5
26/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Générale Sourds Montpellier Région	450	30,5	419,5
26/11/2016	SALLE PETRARQUE	Agence Locale de l'Energie	610	30,5	579,5
27/11/2016	SALLE DES RENCONTRES	Montpellier Scrabble	3000	102	2898
27/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association MALAKURDA	610	305	305
28, 29, 30/11; 01/12/2016	SALLE PETRARQUE	Turbulences Sonores	2440	122	2318
		TOTAL	103025	18743	84282

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**



## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de travaux et de maintenance de voirie

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence voirie espace public, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de travaux et de maintenance de la voirie, en application de leurs compétences respectives.

Les marchés de travaux et de maintenance de la voirie conclus par la Ville de Montpellier ont fait l'objet d'un avenant de co-utilisation entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Ces marchés arrivent à échéance en juin 2017.

Il convient donc de lancer une procédure d'appel d'offres pour attribuer de nouveaux marchés selon une stratégie de commande publique bâtie à l'échelle de la Métropole, objet d'une autre délibération à l'ordre du jour du présent conseil. Cette stratégie prévoit l'attribution d'un marché de travaux et de maintenance de la voirie couvrant l'ensemble du territoire métropolitain.

Il s'agira d'accords-cadres de travaux, exécutés par l'émission de bons de commande, avec des minimums et des maximums, en application des articles 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Ils seront conclus pour une durée d'un an à compter de la date de notification prévu en 2017 et renouvelables trois fois.

Ce marché comportera neuf lots géographiques, soit un par pôle, sauf pour le pôle de Montpellier divisé en quatre lots (définis par quartiers) et un lot technique pour le pôle de Montpellier.

Ces cinq lots sont l'objet de la convention de groupement de commandes. L'estimation des lots concernés est la suivante :

**- Lot 6 : Montpellier – Quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent**  
Estimé à 1 586 000 € HT par an

**- Lot 7 : Montpellier – Quartier Centre**  
Estimé à 1 640 000 € HT par an

**- Lot 8 : Montpellier – Quartiers Mosson et Cévennes**  
Estimé à 1 586 000 € HT par an

**- Lot 9 : Montpellier – Quartier hôpitaux Facultés**  
Estimé à 1 586 000 € HT par an

**- Lot 10 : Fourniture et mise en oeuvre asphalté coulé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**  
Estimé à 225 000 € HT par an

Les montants annuels minimums et maximums des lots concernés par la convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier seront répartis de la manière suivante :

**Lot 6 : Montpellier – Quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent**

- Pour la Métropole : 492 000 € HT / an 1 950 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier : 8 000 € HT / an 50 000 € HT / an

**Lot 7 : Montpellier – Quartier Centre**

- Pour la Métropole : 490 000 € HT / an 1 900 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier : 10 000 € HT / an 100 000 € HT / an

**Lot 8 : Montpellier – Quartiers Mosson et Cévennes**

- Pour la Métropole : 490 000 € HT / an 1 950 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier : 10 000 € HT / an 50 000 € HT / an

**Lot 9 : Montpellier – Quartier Hôpitaux Facultés**

- Pour la Métropole : 500 000 € HT / an 1 980 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier : Sans mini / an 20 000 € HT / an

**Lot 10 : Fourniture et mise en oeuvre asphalté coulé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

- Pour la Métropole : 100 000 € HT / an 395 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier : Sans mini / an 5 000 € HT / an

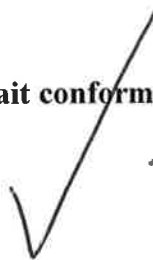
Ces besoins, en l'espèce, des membres du groupement, se traduisent par la mise en place d'un groupement de commandes dans le cadre de la passation des marchés de travaux et de maintenance de la voirie.

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- De valider le principe d'un groupement de commandes entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole relatif aux marchés de voirie,
- De valider la désignation de la Métropole comme coordonnateur de ce groupement de commandes,
- De valider les termes de la convention de groupement de commandes ci-annexée,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer la convention ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**



**Montpellier Méditerranée Métropole**

**Ville de Montpellier**

**Convention de groupement de commandes**

**Marché de travaux et de maintenance de la voirie**

## Entre

La Ville de Montpellier, représentée par Philippe SAUREL, Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 octobre 2016;

Et

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Rabii YOUSSEF, Vice-Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil métropolitain en date du 25 octobre 2016.

## Il est convenu ce qui suit :

### *Preamble*

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de travaux et de maintenance de la voirie, en application de leurs compétences respectives.

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, il a été décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais de la présente convention constitutive de groupement de commandes.

Ces objectifs, en l'espèce, des membres du groupement, se traduisent par la mise en place d'un groupement de commandes dans le cadre de la passation des marchés de travaux et de maintenance de la voirie, conformément aux besoins définis par chaque membre.

Cette convention s'intègre dans la stratégie de commande publique pour l'entretien de la voirie, comprenant le marché de travaux et de maintenance qui couvre l'ensemble du territoire métropolitain.

## Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement

En application du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et plus précisément de son article 28, la présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes, en vue de la passation et la réalisation d'un marché relatif aux travaux et à la maintenance de la voirie.

Il s'agit d'un marché de travaux (10 lots), à bons de commande, d'une durée d'un an renouvelable trois fois.

La convention de groupement de commandes portera sur les cinq lots situés sur le territoire de Montpellier, pour la réalisation de prestations de travaux et maintenance de la voirie et la fourniture et la mise en œuvre de l'asphalte coulé, à savoir :

Intitulé des lots	Estimation annuelle
Lot 6 : Montpellier – Quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent	1 586 000 € HT
Lot 7 : Montpellier – Quartier Centre	1 640 000 € HT
Lot 8 : Montpellier – Quartiers Mosson et Cévennes	1 586 000 € HT
Lot 9 : Montpellier – Quartier hôpitaux Facultés	1 586 000 € HT
Lot 10 : Fourniture et mise en œuvre asphalte coulé sur le territoire de Montpellier	225 000 € HT

## Article 2 – Définition des besoins

Les lots concernés et leurs montants annuels minimums et maximums seront les suivants :

Intitulé des lots	Montant minimum	Montant maximum
<b>Lot 6 : Montpellier – Quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent</b>		
- Pour la Métropole	492 000 € HT / an	1 950 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier	8 000 € HT / an	50 000 € HT / an
<b>Lot 7 : Montpellier – Quartier Centre</b>		
- Pour la Métropole	490 000 € HT / an	1 900 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier	10 000 € HT / an	100 000 € HT / an
<b>Lot 8 : Montpellier – Quartiers Mosson et Cévennes</b>		
- Pour la Métropole	490 000 € HT / an	1 950 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier	10 000 € HT / an	50 000 € HT / an
<b>Lot 9 : Montpellier – Quartier hôpitaux Facultés</b>		
- Pour la Métropole	500 000 € HT / an	1 980 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier	Sans mini / an	20 000 € HT / an
<b>Lot 10 : Fourniture et mise en œuvre asphalte coulé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole</b>		
- Pour la Métropole	100 000 € HT / an	395 000 € HT / an
- Pour la Ville de Montpellier	Sans mini / an	5 000 € HT / an

## Article 3 – Rôle du coordonnateur

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée en qualité de coordonnateur du groupement.

L'étendue du groupement issu de la présente convention est celle prévue à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics : le coordonnateur assurera toute la procédure de passation du marché public au nom et pour le compte des membres du groupement.

Il incombe au coordonnateur de procéder à l'ensemble des opérations de sélection du ou des cocontractants, de signer, notifier le marché pour le compte des membres du groupement.

**En conséquence, relèvent notamment du coordonnateur les missions suivantes :**

- Recensement et définition des besoins en associant les autres membres du groupement
- Choix de la procédure
- Préparation de la procédure de passation et élaborer les documents de la consultation et les documents contractuels (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de

consultation, acte d'engagement, cahier des charges administratives et techniques, pièces financières, etc., ...)

- Gestion des formalités de publicité et de procédure (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, mise à disposition ou envoi aux entreprises des documents de la consultation, réception et analyse des candidatures et des offres, demande de compléments, négociations le cas échéant, envoi des lettres de « plaisir » et de regret, élaboration du rapport de présentation, transmission à la préfecture, demande des attestations fiscales et sociales au candidat retenu...)

- Organisation, convocation et gestion de la Commission d'appel d'offres

- Attribution du marché

- Gestion du contentieux

#### **Après l'attribution du marché :**

- Signature du marché

- Transmission du marché au contrôle de légalité

- Notification du marché au nom et pour le compte des membres du groupement

### **Article 4 – Procédure de passation des marchés**

Le marché sera passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert, en application de l'article 25-1 1° et 67 à 68 du nouveau code des marchés publics.

Le coordonnateur tient informés les membres du groupement du déroulement de la procédure.

### **Article 5- Modalités financières d'exécution**

Sans objet.

### **Article 6 – Commission d'appel d'offres du groupement**

Dans les conditions définies par l'article L1414-3 du code général des collectivités territoriales, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur.

### **Article 7 – Durée de la convention constitutive du groupement**

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconduction comprises.

### **Article 8 – Frais financiers**

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération ou indemnisation.

## **Article 9 – Adhésion au groupement de commandes**

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

## **Article 10 – Retrait du groupement de commandes**

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement.

Avant la publication de l'AAPC, chaque membre du groupement sera autorisé à quitter ledit groupement sur un simple courrier signé par le représentant de la collectivité.

## **Article 11– Modifications**

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commandes prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

## **Article 12 – Résiliation de la présente convention**

La présente convention ne peut être résiliée que d'un commun accord.

## **Article 13 – Capacité à agir en justice**

Le représentant du coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres du groupement sur l'évolution de la procédure.

En cas de condamnation par une décision devenue définitive au versement de dommages et intérêts, les membres du groupement conviennent de se réunir afin de déterminer ensemble les modalités de répartition des sommes dues.

## **Article 14 – Litiges**

Dans le cas d'une réclamation, d'un différend ou d'une controverse pouvant naître de la présente convention ou d'événements non prévus, chacune des parties accepte que tout litige soit réglé par voie amiable. Au cas où aucun accord ne pourrait être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Montpellier.



Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier,

Le Maire

Philippe SAUREL

Fait à Montpellier le

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,

Le Vice-président délégué

Rabii YOUSSEF

## **Séance publique du jeudi 20 octobre 2016**

**Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Claire HART, Hervé MARTIN.

**Absents :**

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

### **Convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique de l'ancien hôtel de Ville**

#### **Autorisation de signer la convention**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'installation de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur le bâtiment de l'ancien hôtel de ville de Montpellier sis 1 place Francis Ponge, la Ville de Montpellier souhaite confier à la société Orange l'installation, la gestion, l'entretien et le remplacement des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur ce bâtiment.

La convention d'installation ou d'utilisation des lignes est conclue pour une durée de vingt cinq ans à compter de la date de signature. Elle n'est assortie d'aucune contrepartie financière.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser la Ville à signer une convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communication électroniques à très haut débit en fibre optique de l'ancien hôtel de ville de Montpellier sis 1 place Francis Ponge ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

## CONVENTION D'INSTALLATION, GESTION, ENTRETIEN ET REMPLACEMENT DE LIGNES DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES A TRES HAUT DEBIT EN FIBRE OPTIQUE

### Entre les soussignés

**Mairie de Montpellier**, Propriétaire du 1 Place Francis Pongé  
34000 Montpellier, domicilié au 1 Place Georges Freche 34000  
Montpellier, dûment habilité désigné ci-après sous la dénomination  
« le Propriétaire »

et

Orange, SA au capital de 10.595.541.532 euros dont le siège social  
est situé à Paris au 78, rue Olivier de Serres, 75015 Paris, inscrite au  
registre du commerce et des sociétés de Paris sous le N° 380 129  
866 ; prise en son Unité de Pilotage Réseau Sud Ouest et  
représentée par son Directeur en exercice, JEAN-LUC MINVIELLE,  
dûment habilité à cet effet et y faisant élection de domicile au 1  
Avenue de la Gare 31128 Portet-sur-Garonne CEDEX désignée ci-  
après sous la dénomination « l'Opérateur »

Il est convenu ce qui suit:

### Article 1 – Définitions

Le terme 'Convention' désigne ci-après la présente convention  
conclue sur le fondement des articles L. 33-6, R. 9-2, R. 9-3 et R. 9-4  
du code des postes et des communications électroniques (CPCE).  
Le terme 'Lignes' désigne ci-après le réseau de lignes de  
communications électroniques à très haut débit en fibre optique  
permettant de desservir un ou plusieurs utilisateurs finals dans un  
immeuble de logements ou à usage mixte en vue de fournir des  
services de communications électroniques. Ce réseau est constitué  
d'un chemin continu en fibre optique, composé d'une ou plusieurs  
fibres optiques, partant du point de raccordement, tiré dans la  
colonne montante de l'immeuble, et aboutissant, via un boîtier  
d'étage le cas échéant, à un dispositif de terminaison installé à  
l'intérieur de chaque logement ou local à usage professionnel.  
Le terme 'Opérateur' désigne l'opérateur d'immeuble signataire de la  
Convention, choisi par le Propriétaire pour installer, gérer, entretenir  
et remplacer les Lignes dans l'immeuble au titre de la Convention.  
Le terme 'Opérateurs tiers' désigne ci-après les opérateurs ayant  
signé avec l'Opérateur une convention d'accès aux Lignes au titre de  
l'article L. 34-8-3 du CPCE portant sur cet immeuble, afin de  
commercialiser leurs offres auprès des habitants de l'immeuble.

### Article 2 – Objet

La Convention, définit les conditions d'installation, de gestion,  
d'entretien et de remplacement des Lignes. Ces conditions ne font  
pas obstacles et sont compatibles avec la mise en œuvre de l'accès  
aux Lignes prévu à l'article L. 34-8-3 du CPCE. Les Lignes et  
équipements installés par l'Opérateur doivent faciliter cet accès.  
L'Opérateur prend en charge et est responsable vis-à-vis du  
Propriétaire des interventions ou travaux d'installation, de gestion,  
d'entretien et de remplacement de l'ensemble des Lignes.  
L'Opérateur peut mandater un tiers pour réaliser certaines  
opérations. La Convention ne comporte en revanche aucune  
disposition fixant des conditions techniques ou tarifaires de l'accès  
aux Lignes.  
En complément du présent document, des conditions spécifiques  
décrivent les modalités de mise en œuvre de certaines des  
stipulations prévues par la Convention.  
Les parties peuvent, le cas échéant, s'accorder dans un document  
distinct de la Convention, sur les conditions techniques et financières  
de la fourniture de services de communications électroniques  
additionnels au bénéfice du Propriétaire ou de  
l'ensemble des occupants.  
La Convention est modifiée en tant que de besoin pour tenir compte  
des évolutions législatives et réglementaires entrant en vigueur avant  
son terme.

### Article 3 – Réalisation des travaux

L'Opérateur installe une Ligne pour chaque logement ou local à  
usage professionnel de l'immeuble.

La fin des travaux d'installation dans l'immeuble ne peut excéder 6  
(six) mois après la date de signature de la Convention la plus tardive.  
En cas de non respect de cette obligation, la Convention peut être  
résiliée dans les conditions définies à l'alinéa 3 de  
l'article 12.

Le raccordement reliant le boîtier d'étage au dispositif de terminaison  
précité, dit raccordement client, peut être réalisé ultérieurement pour  
répondre à la demande d'un occupant ou à la demande d'un  
opérateur tiers au titre de l'article L. 34-8-3 du CPCE, dans un délai  
convenu, sous réserve d'aléa opérationnel.

L'Opérateur respecte le règlement Intérieur de l'immeuble ou le  
règlement de copropriété, ainsi que les règles applicables,  
notamment les règles de l'art et les règles d'hygiène et de sécurité  
propres à l'immeuble. Les installations et chemins de câbles  
respectent l'esthétique de l'immeuble.

Le Propriétaire met à la disposition de l'Opérateur les infrastructures  
d'accueil ou l'espace nécessaire pour permettre  
l'installation des Lignes. Lorsque de telles infrastructures  
d'accueil ne sont pas disponibles, l'Opérateur en installe dans le  
respect de l'alinéa précédent. Dans tous les cas, l'Opérateur fait en  
sorte que les infrastructures d'accueil puissent être utilisées par des  
Opérateurs tiers.

Lorsque le point de mutualisation installé par l'Opérateur se situe  
dans l'immeuble, le Propriétaire permet le raccordement des  
Opérateurs tiers, qui peuvent emprunter un accès existant sous la  
responsabilité de l'Opérateur. Chaque raccordement d'un 'opérateur  
tiers' fait l'objet d'une information préalable du Propriétaire. Les  
installations et chemins de câbles respectent  
l'esthétique de l'immeuble.

### Article 4 – Gestion, entretien et remplacement

La gestion, l'entretien et le remplacement de l'ensemble des Lignes,  
des équipements et des infrastructures d'accueil installés ou utilisés  
en application de l'article 3 sont assurés par  
l'Opérateur. Le Propriétaire autorise l'Opérateur à mettre à  
disposition d'Opérateurs tiers toutes les ressources nécessaires au  
titre de l'accès aux Lignes. L'Opérateur est responsable de ces  
opérations et en informe le Propriétaire.

### Article 5 – Modalités d'accès au bâtiment

L'Opérateur respecte les modalités d'accès au bâtiment définies  
dans les conditions spécifiques à l'occasion de toute intervention  
nécessaire aux opérations d'installation, de gestion,  
d'entretien et de remplacement. Le Propriétaire garantit cet accès à  
l'Opérateur, à tout tiers mandaté par lui et, à ce titre, aux  
Opérateurs tiers.

**Article 6 – Raccordement des Lignes à un réseau de  
communications électroniques à très haut débit ouvert au public**  
Le raccordement des Lignes à un réseau de communications  
électroniques à très haut débit ouvert au public interviendra dans les  
3 mois suivant la fin des travaux d'installation dans l'immeuble.

**Article 7 – Responsabilité et assurances**

L'Opérateur est responsable des dommages tant matériels que corporels causés par les travaux ou par ses installations et équipements, tant pour lui-même que pour les tiers mandatés par lui, et ce à l'égard du Propriétaire, de ses ayants droits et des tiers qui se trouveraient dans la propriété privée au moment des travaux. Préalablement au commencement des travaux, il contracte les assurances nécessaires pour couvrir les éventuels dommages matériels ou corporels, dont le périmètre et le montant du plafond sont précisés dans les conditions spécifiques, et s'engage à en justifier à la première demande du Propriétaire. L'Opérateur et le Propriétaire établissent un état des lieux contradictoire, selon les modalités prévues à l'article 14.2 des conditions spécifiques avant les travaux et après achèvement des travaux d'installation. En cas de dégradations imputables aux travaux, l'Opérateur assure, à ses frais exclusifs, la remise en état des lieux.

**Article 8 – Information du Propriétaire, de l'Opérateur et des Opérateurs tiers**

Préalablement à l'exécution des travaux, l'Opérateur propose au Propriétaire un plan d'installation des Lignes, des équipements et des éventuelles infrastructures d'accueil. L'Opérateur tient à jour ce document et le tient à disposition du Propriétaire ainsi que toutes les informations utiles sur les modifications apportées aux installations établies dans le cadre de la Convention, selon les modalités définies dans les conditions spécifiques. Dans le mois suivant la signature de la Convention, l'Opérateur en informe les Opérateurs tiers conformément à l'article R. 9-2 III du CPCE.

Le Propriétaire informe l'Opérateur de la situation et des caractéristiques de l'immeuble, notamment celles liées à son environnement, à sa vétusté, à son accès, à sa fragilité et aux nuisances sonores. En particulier, le Propriétaire tient à disposition de l'Opérateur toutes les informations disponibles et nécessaires à la réalisation des travaux d'installation, notamment dans le cadre des études techniques préalables à l'installation.

**Article 9 – Dispositions financières**

L'autorisation accordée par le Propriétaire à l'Opérateur d'installer ou d'utiliser les Lignes, équipements et infrastructures d'accueil n'est assortie d'aucune contrepartie financière. L'installation, l'entretien, le remplacement et la gestion des Lignes se font aux frais de l'Opérateur.

**Article 10 – Propriété**

L'Opérateur est propriétaire des Lignes, équipements et infrastructures d'accueil qu'il a installés dans l'immeuble, et le demeure au terme de la Convention.

**Article 11 – Durée et renouvellement de la Convention**

Sauf dispositions contraires définies dans les conditions spécifiques, la Convention est conclue pour une durée de 25 (vingt cinq) ans à compter de la date de sa signature. Lorsque la Convention n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des parties dans les conditions définies à l'article 12, elle est renouvelée tacitement pour une durée indéterminée.

**Article 12 – Résiliation de la Convention**

- À l'initiative du Propriétaire :

Le Propriétaire peut résilier la Convention par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 12 (douze) mois avant le terme de la Convention. Dans ce cas, l'Opérateur l'informe de l'identité des Opérateurs tiers au plus tard dans les 90 (quatre-vingt-dix) jours suivant la date de réception de la notification de la dénonciation de la Convention.

Lorsque la Convention est renouvelée, le Propriétaire peut la résilier par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 18 (dix-huit) mois minimum avant le terme envisagé.

En cas d'inexécution des travaux d'installation des Lignes dans l'immeuble dans le délai de 6 (six) mois à compter de la date de signature de la Convention la plus tardive, le Propriétaire peut résilier la Convention par courrier recommandé avec avis de réception, sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résiliation en justice.

- À l'initiative de l'Opérateur :

L'Opérateur peut résilier la Convention par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 18 (dix-huit) mois avant le terme de la Convention. À ce titre, l'Opérateur informe le Propriétaire de l'identité des Opérateurs tiers dans son courrier de résiliation.

Lorsque la Convention est renouvelée, l'Opérateur peut la résilier par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 18 (dix-huit) mois minimum avant le terme envisagé.

**Article 13 – Continuité du service**

En cas de changement d'opérateur d'immeuble, l'Opérateur, signataire de la Convention, assure la continuité du service jusqu'à ce que les opérations de gestion, d'entretien et de remplacement des équipements installés soient transférées à un nouvel opérateur d'immeuble, et ce pendant un délai maximum de 6 mois, à compter du terme de la Convention.

**Article 14 – Conditions spécifiques**

Les conditions spécifiques précisent obligatoirement :

- le suivi et la réception des travaux ;
- les modalités d'accès aux parties communes de l'immeuble ;
- la police d'assurance et le montant du plafond prévus à l'article 7 ;
- les modalités d'information du propriétaire et de l'opérateur quant au respect de la législation sur la présence d'amiante

Les conditions spécifiques peuvent préciser :

- les engagements de qualité complémentaires éventuellement pris par l'Opérateur ;
- les standards techniques mis en oeuvre par l'Opérateur ;
- les modalités de gestion, d'entretien et de remplacement des Lignes, équipements et infrastructures d'accueil, en complément des dispositions de l'article 4 ;
- la durée de la Convention et les conditions de son renouvellement si elles diffèrent de celles prévues à l'article 11 ;
- les procédures et les cas de résiliations ;
- les modalités d'évolution de la Convention.

## CONDITIONS SPECIFIQUES

### Article 14.1 – Documents contractuels - Hiérarchie

Les présentes conditions spécifiques relèvent et font partie intégrante des conditions générales de la convention, conclue sur le fondement de l'article L. 33-6 du Code des Postes et Communications Électroniques, entre l'Opérateur et le Propriétaire de l'immeuble sis à **1 Place Francis Pongé 34000 Montpellier** relatives aux conditions d'installation, et/ou de gestion, d'entretien et de remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique.

Les documents composant la présente Convention sont, par ordre de priorité décroissante :

- . les conditions générales,
- . les conditions spécifiques et leurs annexes :
- . annexe 1 : synthèse des Informations sur l'accès à l'immeuble.

### Article 14.2 – Modalités d'exécution et de suivi des travaux d'installation

L'état des lieux contradictoire prévu à l'article 7 est effectué sur demande du syndic.

Pour la réalisation des travaux d'installation de la fibre à l'intérieur de l'immeuble, l'Opérateur s'engage à :

- . mettre à disposition un interlocuteur unique pendant toute la phase du chantier,
  - . remettre un modèle de travaux à effectuer dans les parties communes,
  - . procéder à une ou plusieurs visites de l'immeuble, après information préalable du syndic, pour effectuer l'étude décrivant les travaux de câblage vertical en utilisant les infrastructures existantes.
- Orange ou l'opérateur bénéficiaire de la mutualisation utilisent exclusivement les gaines et passages existants, mais en l'absence de gaine ou en cas de gaine saturée, le Propriétaire autorise :

- La pose du câblage dans une goulotte en apparent si le cahier des clauses techniques particulières du site l'exige.
- ou la pose dans les règles de l'art du câblage en apparent sans goulotte.
- ou la pose de "points de raccordements individuels" au niveau des parties communes de l'immeuble. Chacun de ces "points de raccordements individuels" permettra de raccorder un câble préexistant et desservant le logement concerné, au réseau de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique installé dans l'immeuble.

Pour respecter le droit d'accès au point d'adduction, s'il venait à être positionné en partie privative, le propriétaire s'engage à faciliter l'accord des occupants pour la mise en oeuvre par l'opérateur d'une solution technico-économique adaptée pour garantir la continuité du parcours de la fibre, entre la partie publique et les parties communes. L'Opérateur assure pendant les travaux :

- . un affichage dans les parties communes d'une information sur la durée et la nature des travaux,
- . le maintien de la propreté et de l'esthétique des parties communes,
- . le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

A la fin des travaux L'Opérateur pose une plaque dans les parties communes de l'immeuble afin d'informer les résidents que l'immeuble est équipé par Orange d'un réseau fibre optique très haut débit.

### Article 14.3 – Modalités d'informations du Propriétaire et de l'Opérateur - Amiante

Le Propriétaire et l'Opérateur conviennent que la communication relative aux conditions d'exécution des travaux ou d'exécution de la présente convention notamment sur les conditions d'accès à l'immeuble pour la maintenance ou la mise en place d'un câblage d'étage, s'effectueront par courrier ou par échange de mails.

L'Opérateur informera le Propriétaire avec un préavis raisonnable des interventions dans l'immeuble pour effectuer les études ou procéder aux travaux d'installation des lignes de communications électroniques, exception faite des câblages d'étage destinés au raccordement des Clients finals.

A titre indicatif les délais d'information préalables sont de 3 jours ouvrables pour l'étude et de 5 jours ouvrables pour les travaux. Le Propriétaire s'engage :

- . à adresser à l'Opérateur les informations figurant en annexe 1 selon la périodicité mentionnée dans cette annexe,
- . à informer l'Opérateur de tout changement de syndic.

Dans l'hypothèse où l'immeuble est soumis à la réglementation sur la protection contre les risques liés à une exposition à l'amiante, le Propriétaire fournit à l'Opérateur, avant tous travaux, le dossier technique sur ce sujet.

### Article 14.4 – Plafonnement de responsabilité et d'assurance

Le plafonnement de responsabilité et d'assurance prévu à l'article 7 des conditions générales est fixé comme suit :

- . 7 000 000 € pour les dommages corporels,
- . 1 500 000 € pour les dommages matériels et immatériels directs,
- . 1 500 000 € contre les recours des voisins et des tiers.

Cette garantie est couverte par la police d'assurance souscrite par Orange qui sera fournie sur demande.

### Article 14.5 – Durée – Résiliation – Annulation -

La durée de la convention, conformément aux conditions générales est de 25 ans à compter de sa signature. Elle pourra être résiliée avec un préavis de 18 mois par l'une ou l'autre des parties à l'issue de cette durée.

Elle pourra être résiliée de plein droit par anticipation par l'une ou l'autre des deux parties en cas de faute, à l'issue d'un délai de 3 mois après envoi d'un courrier recommandé avec demande d'avis de réception, visant le manquement constaté, non réparé dans le délai imparti dans ce courrier.

La convention sera résiliée en cas de destruction totale ou partielle de l'immeuble rendant impossible la poursuite de l'exploitation des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique.

La convention sera annulée de plein droit en cas d'impossibilité technique d'accès à l'immeuble notamment en adduction ou lorsque des travaux à la charge du Propriétaire n'auront pas été effectués dans un délai raisonnable.

La partie qui souhaite effectuer la formalité de l'enregistrement de la Convention en supportera les frais y afférents.

### Annexe 1 : Synthèse des Informations sur l'accès à l'immeuble

Date  
Signature de l'Opérateur :

JEAN-LUC MINVIELLE  
Directeur de l'UPR Sud Ouest

Date  
Signature du Propriétaire :

## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

### 1) Attributions de subventions :

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Montant
467	ASSOCIATION LE RELAIS – MAISON DES ENFANTS	Fonctionnement	59 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25825, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5314	COMITE HERAULT CUBA COOPERATION	Projet	EXPOSITION « 3 MERS 3 MARES »	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:
  - CONTRAT DE VILLE COHESION SOCIALE



Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	AUX SCIENCES CITOYENS	1 000 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	LA SCIENCE EN BAS DE CHEZ TOI	1 000 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	SCIENCES DANS MON QUARTIER	1 000 €
2242	L'OISEAU LYRE	Projet	FÊTE DU CONTE ET DES COMPTINES	500 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	Projet	POINT ECOUTE POUR LES PARENTS	5 000 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	Projet	ATELIERS DE FORMATION POUR LES ACTEURS DU SOUTIEN DE LA PARENTALITE A MONTPELLIER	1 000 €
TOTAL				9 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
2800	ASSOCIATION NOUAS	Fonctionnement	7 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

- COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	Projet	MISE EN ŒUVRE DE CHANTIERS EDUCATIFS A DESTINATION DE JEUNES DE 16-25 ANS ISSUS DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE MONTPELLIER	12 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

## 2) Modifications d'attributions de subventions :

- Par délibération n°2016/257 du 22 juin 2016, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 60 000 € à la Fédération Française de Natation pour l'organisation du championnat de France de natation. Le MUC Natation s'est substitué à la FFN pour l'organisation de cet événement, il y a donc lieu de réattribuer la subvention comme suit :

➤

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
950	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE UNIVERSITE CLUB NATATION	Projet	CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATATION	60 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25850, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre des classes de découverte, par délibération n°2016/340, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 936 € à l'association USEP BERTHE MORISOT. La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 89 000 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'approuver les modifications d'attributions de subventions telles que définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



**Publiée le : 21 octobre 2016**



Nom de la structure: -  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué : €  
Thématique :

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2016.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

### Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **euros**.

### Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure.

### Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
  - \* les comptes de l'année 2016 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
  - \* Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

## **Article 6 : Modalités de contrôle**

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

## **Article 7: Devoir d'information**

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## **Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée**

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

## **Article 9: Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Sous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom de la structure: -  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué : €  
Thématique :

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....  
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : .....€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

### **Article 3 : Montant de la subvention accordée**

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

#### Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

#### Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)

#### Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

#### Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

#### Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

## **Article 9 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom de la structure:  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué : €  
Thématique :

## Lettre d'engagement

Direction des Finances  
Service Actionnariat et Partenariats  
Mairie de Montpellier  
1, place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2016 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2016 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2016.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :  
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## ACM – Refinancement des contrats de prêt MPH257233EUR001 et MPH258061EUR001 contractés auprès de la Caisse Française de Financement Local - SFIL

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

ACM Habitat, Office Public de l'Habitat Montpellier Méditerranée Métropole, a sollicité SFIL, Etablissement gestionnaire de la Caisse Française de Financement Local qui a accepté le refinancement de deux contrats de prêts selon de nouvelles caractéristiques financières décrites ci-dessous :

L'opération de refinancement du prêt **MPH257233EUR001** comporte deux opérations simultanées et indissociables :

- Un remboursement anticipé du contrat de prêt quitté à hauteur du capital refinancé au 01/11/2016, et
- Un refinancement, par le prêteur, à la date du 01/11/2016, suivant les modalités décrites ci-après :

• Prêteur : CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL

• Emprunteur : ACM Habitat

• Montant du contrat de prêt : 24 330 822,88 EUR

• Durée du contrat de prêt : 26 ans et 6 mois

Objet du contrat de prêt : à hauteur de 24 330 822,88 euros, refinancer, en date du 01/11/2016 le contrat de prêt ci-dessous :

N° du contrat de prêt refinancé : MPH257233EUR001 (score Gissler : 3 E)

Capital refinancé : 22 079 822,88 euros

Le montant de l'indemnité compensatrice dérogatoire intégrée dans le capital du contrat de prêt de refinancement est de : 2 251 000,00 euros

Le montant total refinancé est de 24 330 822,88 euros



Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

Les deux prêts composant le contrat de prêt sont les suivants :

Prêt n°1 (Score Gissler 1A)

Le prêt n°1 se compose d'une seule tranche obligatoire.

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/11/2016 au 01/05/2043

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

- Montant : 22 079 822,88 EUR
  - Versement des fonds : 22 079 822,88 EUR réputés versés automatiquement le 01/11/2016
  - Durée d'amortissement : 26 ans et 6 mois
  - Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 3,70%
  - Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
  - Echéances d'amortissement et d'intérêts : Périodicité trimestrielle
  - Mode d'amortissement : progressif
- Remboursement anticipé : en fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche jusqu'au 01/11/2042 : autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché  
au-delà du 01/11/2042 jusqu'au 01/05/2043 : autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

Prêt n°2 (Score Gissler 1A)

Le prêt n°2 se compose d'une seule tranche obligatoire

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/11/2016 au 01/11/2028

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

- Montant : 2 251 000,00 EUR
- Versement des fonds : 2 251 000,00 EUR réputés versés le 01/11/2016
- Durée d'amortissement : 12 ans
- Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 1,05%
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle
- Mode d'amortissement : constant
- Remboursement anticipé : en fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche jusqu'au 01/05/2028 remboursement anticipé autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché  
au-delà du 01/05/2028 jusqu'au 01/11/2028 : possible pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

L'opération de refinancement du prêt **MPH258061EUR001** suivant les modalités décrites ci-après :

- Prêteur : CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL
- Emprunteur : ACM Habitat
- Score Gissler : 1A
- Montant du contrat de prêt : 14 814 192,94 EUR
- Durée du contrat de prêt : 13 ans
- Objet du contrat de prêt : à hauteur de 14 814 192,94 euros, refinancer, en date du 01/11/2016 le contrat de prêt ci-dessous :

N° du contrat de prêt refinancé : MPH258061EUR001 (score Gissler 3 E)

Capital refinancé : 13 928 192,94 euros

Le montant de l'indemnité compensatrice dérogatoire intégrée dans le capital du contrat de prêt de refinancement est de : 866 000,00 euros

Le montant total refinancé est de 14 814 192,94 euros

Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/12/2016 au 01/12/2029

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

- Montant : 14 814 192,94 EUR
  - Versement des fonds : 14 814 192,94 EUR réputés versés automatiquement le 01/12/2016
  - Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 4,43%
  - Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
  - Échéances d'amortissement et d'intérêts : Périodicité trimestrielle
  - Mode d'amortissement : personnalisé
  - Remboursement anticipé : en fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche
- jusqu'au 01/11/2027 : autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
- au-delà du 01/11/2027 jusqu'au 01/05/2029 : autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

La Ville de Montpellier accorde sa garantie pour le remboursement de toute somme due en principal à hauteur de 100 %, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires.

La garantie de la Ville de Montpellier est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse Française de Financement Local, la Ville de Montpellier s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil Municipal s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux contrats de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Caisse Française de Financement Local.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



**Publiée le : 21 octobre 2016**

Direction des Ressources  
Humaines  
Service Gestion  
Prévisionnelle des Postes et  
des Emplois

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2016 / 402

## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier :

2 postes d'Adjoints Administratifs de 1<sup>ère</sup> classe, 6 postes d'Auxiliaires de Puériculture de 1<sup>ère</sup> classe, 2 postes de Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe et 14 postes d'Adjoints Techniques de 1<sup>ère</sup> classe sont créés pour tenir compte des besoins de la collectivité.

Il est proposé de nommer sur ces postes des lauréats de ces concours.

Les postes correspondant aux grades d'origine des lauréats seront supprimés à leur nomination sur leur nouveau grade, après avis du Comité Technique.

### I- Créations de postes :

#### Filière administrative :

Adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe : création de 2 postes

#### Filière Médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture de 1<sup>ère</sup> classe : création de 6 postes

#### Filière Technique :

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de 2 postes

Adjoint Technique de 1<sup>ère</sup> classe : création de 14 postes

### II- Suppressions de postes : conformément à l'avis du Comité Technique en date du 20 octobre 2016 :

#### Filière administrative :

Adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe : suppression d'1 poste

**Filière animation :**

Adjoint d'animation de 2ème classe : suppression d'1 poste

**Filière Technique :**

Technicien: suppression de 2 postes

Adjoint Technique de 2ème classe : suppression de 15 postes.

**En conséquence, il est proposé d'apporter les modifications exposées ci-dessus au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.**

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

## **Séance publique du jeudi 20 octobre 2016**

**Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

**Absents :**

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

### **Mise en œuvre d'un service commun de direction du Secrétariat général**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services, leur cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions (culture, communication, protocole...).

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est aujourd'hui proposé de créer un service commun du Secrétariat Général entre les deux collectivités.

La fonction de Secrétariat Général est aujourd'hui assurée par des directions distinctes au sein de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole : une direction du Secrétariat Général existe en tant que telle à la Ville de Montpellier, dont les missions sont assurées à la Métropole pour la majeure partie au sein de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

Une mutualisation permettra à la fois de créer une entité de « Secrétariat Général » identifiée et commune aux deux collectivités, référente de l'administration et des élus sur les questions relatives à la gestion de l'assemblée ou aux projets relatifs au traitement du courrier... mais aussi de favoriser la transversalité entre les équipes.

En outre, du fait de ses fonctions, le Secrétariat Général participe étroitement à l'organisation administrative globale de la Ville et de la Métropole (circuits des actes et du courrier, délégations, outils de dématérialisation...). Leur mutualisation permettra d'accentuer le processus d'harmonisation des administrations.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce service commun sera mis en place au 1<sup>er</sup> novembre 2016 et concernera le seul poste de directeur. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun de direction du Secrétariat Général sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50 % chacune.

L'avis des Comités Techniques de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole a été sollicité sur la création du service commun, la convention de service commun et la fiche d'impact afférente.

**En conséquence il est proposé au Cosneil Municipal :**

- D'approuver la mise en œuvre d'un service commun de direction du secrétariat général ;
- D'approuver la convention relative à la mise en œuvre de ce service commun, ainsi que la fiche d'impact afférente ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

# Convention de création de service commun de direction du Secrétariat général en application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités

**FICHE D'IMPACT** « décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents »

Agent mutualisé :	Clémentine PAPA
Collectivité d'origine :	Ville de Montpellier
Catégorie :	A
Grade :	Attaché territorial
<b>REMUNERATION ET DROITS ACQUIS</b>	
Impact sur le régime indemnitaire applicable :	Conservation du régime indemnitaire des Attachés territoriaux de la Ville de Montpellier ou acquisition du régime indemnitaire de Montpellier Méditerranée Métropole, dans la limite du plafond global retenu par les services de l'Etat.
Avantages collectivement acquis :	Conservation des avantages acquis de la Ville de Montpellier ou acquisition de ceux de Montpellier Méditerranée Métropole.
NBI :	NBI 25 points : encadrement d'un service administratif comportant au moins vingt agents.
<b>ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	
Position statutaire :	Agent titulaire en activité
Poste occupé :	Directrice du Secrétariat général de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier
Temps de travail et modalités d'organisation du temps de travail	Dispositions applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole
Affectation	Le service commun est géré par Montpellier Méditerranée Métropole
Lieu de travail	Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier
Supérieur hiérarchique	Autorité fonctionnelle partagée entre le Président de Montpellier Méditerranée et le Maire de la Ville de Montpellier



## Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

### Convention de création d'un service commun du Secrétariat général

---

#### SOMMAIRE

Article 1 : Objet.....	2
Article 2 : Conditions générales.....	2
Article 3 : Responsabilité.....	3
Article 4 : Transfert de l'autorité.....	3
Article 5 : Situation du personnel mutualisé.....	3
Article 6 : Modalités financières.....	3
Article 7 : Durée - Résiliation.....	4
Article 8 : Dispositif de suivi.....	4
Article 9 : Litiges.....	4

---

#### Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par le Vice Président délégué aux ressources humaines,  
ci-après dénommée « la Métropole », d'une part.

#### Et

la Ville de Montpellier, représentée par le conseiller municipal délégué aux ressources humaines,  
ci-après dénommée « la Ville », d'autre part,



## PREAMBULE

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Concomitamment à ces évolutions, dans une démarche de mutualisation, la Métropole et la Ville souhaitent mettre en place une direction du Secrétariat Général commune et ont déterminé les conditions de mise en œuvre, tant financière que fonctionnelle de cette nouvelle organisation.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de la Ville et de la Métropole respectivement des 11 et 13 octobre 2016,

Vu les délibérations des assemblées délibérantes de la Ville et de la Métropole en date respectivement des 20 et 25 octobre 2016.

## IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

### **Article 1 :      Objet**

La présente convention a pour objet de définir et de constituer entre la Métropole et la Ville un service commun du Secrétariat Général.

Cette mutualisation concerne le seul poste de directeur, dans les conditions fixées par la présente convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour l'application de la présente convention, le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

### **Article 2 :      Conditions générales**

Ce service commun sera géré par la Métropole, où est établie sa résidence administrative.

### **Article 3 : Responsabilité**

Chaque collectivité restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Métropole et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

### **Article 4 : Transfert de l'autorité**

En fonction de la mission réalisée, la Directrice du Secrétariat Général est placée sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Métropole ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature à la Directrice du Secrétariat général pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

### **Article 5 : Situation du personnel mutualisé**

La carrière est gérée par la Métropole, collectivité de rattachement du service commun, qui verse la rémunération de la Directrice du Secrétariat Général.

L'organisation, les conditions et la durée de travail sont établies par la Métropole. La Métropole procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire est celle de la Métropole. Les questions collectives, notamment en termes d'organisation des services, sont examinées par le Comité Technique compétent, de la Métropole ou de la Ville.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Métropole, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'action sociale sportive et culturelle.

### **Article 6 : Modalités financières**

Afin de pouvoir accomplir les missions qui incombent à la Direction du Secrétariat Général, la Métropole et la Ville s'engagent à mettre à disposition, chacune à leurs propres frais, les moyens matériels et humains nécessaires à l'exercice de ces missions. Ces dépenses incluent notamment les frais de mission engagés sous l'autorité fonctionnelle de l'une ou l'autre des collectivités.

Les dépenses mutualisées et entrant dans le calcul du remboursement concernent les charges de personnel, frais assimilés et avantages en nature consentis au personnel du service commun dans l'exercice de leurs fonctions (rémunérations, charges sociales, taxes, cotisations, frais médicaux, formations, moyens de locomotion et de télécommunication mis à disposition exclusive de l'agent, le cas échéant frais de mission commune...). Ils sont pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre la Métropole et la Ville à hauteur de 50% chacune. Le remboursement est effectué sur la base d'un état de frais mensuel, accompagné des pièces justificatives.

#### **Article 7 : Durée - Résiliation**

La présente convention entrera en vigueur, après signature et transmission en préfecture, et au plus tôt le 1<sup>er</sup> novembre 2016.

Elle est établie pour la durée du mandat et expirera au plus tard 6 mois après le renouvellement des organes délibérants. Elle pourra être reconduite de manière expresse dans un délai de six mois suivant ce renouvellement.

En outre, elle pourra être dénoncée par le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville à tout moment. Cette décision fait l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du 3<sup>ème</sup> mois suivant cette information.

#### **Article 8 : Dispositif de suivi**

Un suivi contradictoire régulier de l'application de la présente convention est assuré par un Comité de suivi composé de 2 représentants (élus ou agents) de la Métropole, nommés par le Président, et de 2 représentants (élus ou agents) de la Ville, nommés par le Maire.

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an pour établir un bilan financier et qualitatif succinct relatif à l'application de la présente convention. Ce rapport est transmis au Président de la Métropole et au Maire de la Ville.

#### **Article 9 : Litiges**

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier, le

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,  
ci-dessus dénommée « la Métropole

Pour la Ville de Montpellier,  
ci-dessus dénommée « la Ville »

Le Vice Président délégué aux ressources humaines,  
Pierre BONNAL

Le conseiller municipal délégué aux ressources  
humaines  
Abdi EL KANDOUSSI

PROJET

## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Mise en œuvre d'une convention de gestion de service relative à la politique agro-écologique et alimentaire - approvisionnement local du territoire, au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 29 juin 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a défini les grands axes d'orientation de sa politique publique en matière d'Agro-écologie et d'alimentation.

Dans ce cadre, un axe stratégique d'intervention a été défini autour de l'approvisionnement local du territoire, en particulier de la restauration collective.

Cinq objectifs ont été définis à ce titre et constituent le périmètre de la convention de gestion de service de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

- La réalisation d'un état des lieux de la Restauration collective des communes de la Métropole, incluant la mise en place d'un suivi évaluatif dynamique.
- Le développement d'un approvisionnement alimentaire de proximité pour la Restauration Collective sur le Territoire de la Métropole, notamment en renforçant la commande publique et en pilotant des groupes de travail pluri-professionnels.
- La coordination et l'accompagnement d'une démarche d'amélioration de la qualité de l'instant « repas » dans les structures collectives des communes de la Métropole.
- La contribution à la mise en place d'une démarche d'amélioration continue de la performance de la restauration collective à l'échelle métropolitaine.
- La coordination des actions d'amélioration de la Performance économique de la production alimentaire de la Métropole.

Les actions développées au titre de la présente convention s'inscrivent pleinement dans la dynamique de mise en place d'une coopérative de services au bénéfice des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole, tel que prévu par le Schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes.

Les missions relevant de la présente convention seront assurées par le Directeur de la Politique Alimentaire de la Ville de Montpellier à hauteur de 30 % de son temps de travail.

Ces missions seront exercées au sein de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole, en lien étroit avec le Directeur, le Directeur-Adjoint (Directeur de projet) et la chargée de projets Agro-écologie et Alimentation.

Les missions principales (et spécifiques) qui seront mises en œuvre sont les suivantes :

- 1) Réalisation d'un état des lieux de la Restauration collective des communes de la Métropole et mettre en œuvre un suivi évaluatif dynamique de cette action
  - Appréhender et analyser les différentes politiques alimentaires menées
  - Evaluer les différents modes de gestion et de production utilisés
  - Evaluer les volumes de matières premières achetées et consommées par la restauration collective des communes de la Métropole.
  - Déterminer qui peut travailler avec qui, au regard de la diversité de l'offre et de la demande.
  - Favoriser la connexion entre l'offre et la demande par une meilleure connaissance des contraintes des uns et des autres
  - Appuyer la structuration de la filière de production correspondante à cette commande par un appui à l'organisation qualité et logistique des filières.
- 2) Développer un approvisionnement alimentaire de proximité pour la Restauration Collective sur le Territoire de la Métropole de Montpellier notamment en renforçant la commande publique et en pilotant des groupes de travail pluri-professionnels :
  - Organiser et assurer le lien entre les différentes parties prenantes du circuit alimentaire territorial de la Restauration Collective (éleveurs/producteurs, fournisseurs, MIN, chambre d'agriculture, DRAAF, etc.).
  - Moderniser le Marché d'Intérêt National (MERCADIS), porte d'accès privilégiée et incontournable pour le circuit de proximité de la Ville.
  - Conduire des projets de développement vers une alimentation durable et responsable dans les Communes de la Métropole.
  - Assurer des missions d'appui et de conseil sur la conception des marchés de DSP et/ou d'appels d'offres alimentaires.
  - Accompagner les communes dans le suivi des DSP contractualisées par les communes de la Métropole.
- 3) Coordonner et accompagner la démarche d'amélioration de la qualité de l'instant « repas » dans les structures collectives des Communes de la Métropole :
  - Appuyer une démarche d'amélioration continue de la distribution des repas dans les restaurants scolaires des Communes de la Métropole.
  - Assurer des missions d'audits dans les unités de production et les restaurants scolaires de la Métropole notamment sur les aspects organisationnels, qualitatifs et économiques.
- 4) Contribuer à la mise en place d'une démarche d'amélioration continue de la performance de la restauration collective à l'échelle métropolitaine :
  - Participer au projet de création d'un Conseil d'orientation sur la Politique Alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole.
  - Piloter et coordonner la conception d'une Charte Qualité Métropolitaine définissant sa politique alimentaire en Restauration collective et notamment sur les axes de sécurité sanitaire, d'éducation au goût, de qualité organoleptique, de responsabilité environnementale et sociétale et de performance économique.
- 5) Développer et coordonner des actions d'amélioration de la Performance économique de la production alimentaire de la Métropole :
  - Définition d'indicateurs « cible »

- Suivi de tableaux de bord

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la mise en œuvre de la convention de gestion de service relative à la politique agro-alimentaire et écologique – approvisionnement local du territoire, telle que présentée en annexe

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**



## CONVENTION DE GESTION DE SERVICE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER AU BENEFICE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Entre les soussignés :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, dûment habilité par délibération du ....., ci-après dénommée "la Commune",

d'une part,

Et :

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par son Vice-Président délégué aux ressources humaines, M. Pierre BONNAL dûment habilité par décision du ....., ci-après dénommée "la Métropole",

d'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 5215-27

VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015

VU les avis rendus par les comités techniques de la Commune de Montpellier et de la Métropole les .....

### Préambule

Par délibération en date du 29 juin 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a défini les grands axes d'orientation de sa politique publique en matière d'Agro-écologie et d'alimentation.

Dans ce cadre, un axe stratégique d'intervention a été défini autour de l'approvisionnement local du territoire, en particulier de la restauration collective.



Les actions proposées en la matière et organisées dans la présente convention autour de cinq objectifs s'inscrivent pleinement dans la dynamique de mise en place d'une coopérative de services au bénéfice des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole, tel que prévu par le Schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes.

Au travers de cette convention la Métropole bénéficie de l'expertise des services de la Ville de Montpellier, et notamment de son Directeur de la Politique Alimentaire.

#### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

La Commune de Montpellier assure par la présente convention, la gestion des missions décrites en annexe 1.

Cinq objectifs ont été définis et constituent le périmètre de la présente convention :

- La réalisation d'un état des lieux de la Restauration collective des communes de la Métropole, incluant la mise en place d'un suivi évaluatif dynamique.
- Le développement d'un approvisionnement alimentaire de proximité pour la Restauration Collective sur le Territoire de la Métropole, notamment en renforçant la commande publique et en pilotant des groupes de travail pluri-professionnels.
- La coordination et l'accompagnement d'une démarche d'amélioration de la qualité de l'instant « repas » dans les structures collectives des Communes de la Métropole.
- La contribution à la mise en place d'une démarche d'amélioration continue de la performance de la restauration collective à l'échelle métropolitaine.
- La coordination des actions d'amélioration de la Performance économique de la production alimentaire de la Métropole.

#### **Article 2 - Durée**

La présente convention prend effet au 1<sup>er</sup> novembre 2016.

Elle est établie pour la durée du mandat et expirera au plus tard 6 mois après le renouvellement des organes délibérants. Elle pourra être reconduite de manière expresse dans un délai de six mois suivant ce renouvellement.

En outre, elle pourra être dénoncée par le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville à tout moment. Cette décision fait l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du 3<sup>ème</sup> mois suivant cette information.

#### **Article 3 - Modalités d'organisation des missions et services concernés**

La Commune exerce les missions objet de la présente convention pour le compte de la Métropole. Elle s'engage à respecter les normes et la réglementation applicables aux prestations et missions qui lui incombent au titre de la présente.

Elle s'engage également à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans la limite de la masse salariale des agents affectés à la

réalisation de la présente et des frais de supports et de structure afférents, tels que détaillés de manière prévisionnelle en annexe 2, ainsi que des frais de missions effectivement engagés.

Les missions qui seront exercées par la Commune s'appuieront notamment sur les prestations assurées en régie par la Commune, par du personnel affecté par celle-ci à la gestion du service, à savoir :

- le Directeur de la Politique Alimentaire de la Ville de Montpellier à hauteur de 30 % de son temps de travail

Dans le périmètre de cette convention, tel que décrit à l'article 1<sup>er</sup>, et de manière concertée, les missions exercées par la Commune pourront s'appuyer au besoin sur :

- l'affectation de moyens matériels nécessaires à la mise en œuvre du service.
- La passation de contrats par la Commune pour l'exercice du service.

La Commune prend toutes décisions, actes, et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées. En vue d'assurer la coordination entre les parties, la Commune informera préalablement la Métropole des actes engageant de manière significative la gestion et /ou le coût du service, objet de la présente, sur les plans humain, financier et opérationnel.

#### **Article 4 – Modalités de gestion des services et personnels**

La Commune reste l'employeur du personnel, qui assure la gestion du service objet de la présente et qui demeure, par conséquent, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du maire de la Commune.

#### **Article 5 – Équipements et matériels du service**

Il appartient à la Commune d'acquérir l'ensemble du matériel et des équipements nécessaires à la gestion des services objet de la présente. En cas de dénonciation ou de résiliation de la présente convention, les biens nécessaires, le cas échéant, à la continuité du service objet de la présente, pour la Métropole seront cédés en pleine propriété à la Métropole pour leur valeur résiduelle nette comptable.

Si pour une raison quelconque la Métropole ne souhaite pas acquérir ces biens (externalisation du service maintenance...), les parties se réuniront afin de déterminer de concert le traitement de cette situation dans le respect de leurs intérêts financiers respectifs.

Au titre de la présente, la Métropole autorise la Commune à utiliser les biens meubles et immeubles éventuellement nécessaires à l'exercice des missions objet de la présente et dont elle est bénéficiaire.

Les frais de maintenance et d'entretien de ces biens sont définis dans les budgets prévisionnels joints en annexe 2.

#### **Article 6 – Modalités financières, comptables et budgétaires**

Pour l'exercice des missions et compétences objets de la présente, la Commune interviendra pour le compte de la Métropole, au regard des enveloppes définies dans le cadre des budgets prévisionnels établis en annexe 2.

Les dépenses et les recettes liées à l'exercice du service, font l'objet d'une comptabilisation dans le budget de la Commune, de manière à permettre l'élaboration de bilans financiers relatifs à l'exercice de la convention.

Ces budgets seront actualisés chaque année. En cas de modification substantielle d'un ou plusieurs budgets, par rapport aux budgets initiaux tels que présentés en annexe 2, un avenant à la présente convention sera conclu.

#### **Article 7 - Rémunération**

La réalisation par la Commune des missions objet de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération. Les prix des fournitures et prestations internes et externes sont refacturés à l'euro près.

La Métropole remboursera à la Commune la charge nette des dépenses telle que définie à l'article 7.

Ces demandes de remboursement interviendront tous les 3 mois sur la base du décompte visé à l'article 7 et d'une facture globale.

#### **Article 8 - Modalités de remboursement et écritures comptables**

La Métropole assurera la charge des dépenses nette des recettes, réalisée par la Commune, dans la limite des montants figurant dans les budgets prévisionnels joints en annexe 2.

Conformément à la rubrique 49422 de l'annexe au décret n° 2007-450 du 25 mars 2007, à l'issue de chaque semestre, la Commune transmettra à la Métropole un décompte des paiements réalisés, accompagné d'une copie des bulletins de salaires et factures (ou autres pièces justificatives si la dépense ne fait pas l'objet de facturation) et d'une attestation du comptable certifiant que les paiements et encaissements effectués par lui sont appuyés des pièces justificatives correspondantes prévues par le décret susvisé et qu'il est en possession de toutes les pièces afférentes à ces opérations. Seules les dépenses ayant fait l'objet d'un service fait après le 1<sup>er</sup> janvier 2016 seront prises en compte.

De la même manière, la Commune transmettra à la Métropole un état des recettes perçues accompagné des pièces justificatives.

Tout intérêt moratoire dû par la Commune pour défaut de paiement dans les délais restera à sa charge.

Afin que la Métropole puisse intégrer ces opérations comptables dans sa propre comptabilité, ce décompte distinguera les montants relatifs, tant en dépenses qu'en recettes :

- A la section de fonctionnement
- À la section d'investissement

#### **Article 9 – Subventions**

La Commune supporte les dépenses et encaisse les recettes liées à la gestion des services et missions tels que définis en annexe 1.

Le cas échéant, elle sollicite toutes subventions auxquelles elle est éligible et informe la Métropole de ces demandes, qui en prendra acte par voie de délibération concordante.

#### **Article 10-Suivi**

Les parties mettent en place un comité de suivi de la convention dont l'objet sera notamment :

-d'examiner et d'évaluer les conditions opérationnelles et financières d'exécution de la présente convention.

-de proposer des axes d'amélioration de gestion des services objets de la présente.

-de réaliser un bilan d'activité annuel qui sera en tout ou partie intégré dans le rapport d'activité de la Métropole mentionné à l'article L 5211-39 du CGCT et dans la communication relative à l'avancement du schéma de mutualisation mentionné à l'article L 5211-39-1 du même Code.

Ce comité de suivi se réunira au moins une fois par an.

#### **Article 11 – Responsabilité - assurance**

La Commune est responsable de l'exercice des missions et des éventuels dommages résultant des obligations relevant de la présente convention.

A ce titre elle couvre sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance qu'elle transmettra à la Métropole.

De même elle se garantit contre tous les dommages susceptibles d'affecter les biens meubles et immeubles visés à l'article 6.

#### **Article 12– Attribution juridictionnelle**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, toute action contentieuse devra être soumise au tribunal administratif de Montpellier.

Le Maire de la Commune, le Président de la Métropole, seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention.

**Fait à :**

**Le :**

(En .... Exemplaires)

Le Maire de la Ville de Montpellier, M. Philippe SAUREL, dûment habilité par délibération du .....,

Le Vice- Président délégué aux ressources humaines Président, M. Pierre BONNAL dûment habilité par délibération du .....

## ANNEXE 1 : DESCRIPTIF TECHNIQUE DES MISSIONS

### Missions Principales et Spécifiques :

1) Réalisation d'un état des lieux de la Restauration collective des communes de la Métropole et mettre en œuvre un suivi évaluatif dynamique de cette action

- Appréhender et analyser les différentes politiques alimentaires menées
- Evaluer les différents modes de gestion et de production utilisés
- Evaluer les volumes de matières premières achetés et consommés par la restauration collective des communes de la Métropole
- Déterminer qui peut travailler avec qui, au regard de la diversité de l'offre et de la demande.
- Favoriser la connexion entre l'offre et la demande par une meilleure connaissance des contraintes des uns et des autres
- Appuyer la structuration de la filière de production correspondante à cette commande par un appui à l'organisation qualité et logistique des filières.

2) Développer un approvisionnement alimentaire de proximité pour la Restauration Collective sur le Territoire de la Métropole de Montpellier notamment en renforçant la commande publique et en pilotant des groupes de travail pluri-professionnels :

- Organiser et assurer le lien entre les différentes parties prenantes du circuit alimentaire territorial de la Restauration Collective (éleveurs/producteurs, fournisseurs, MIN, chambre d'agriculture, DRAAF, etc.).
- Moderniser le Marché d'Interêt National (MERCADIS), porte d'accès privilégiée et incontournable pour le circuit de proximité de la Ville.
- Conduire des projets de développement vers une alimentation durable et responsable dans les Communes de la Métropole.
- Assurer des missions d'appui et de conseil sur la conception des marchés de DSP et/ou d'appels d'offres alimentaires.
- Accompagner les communes dans le suivi des DSP contractualisées par les communes de la Métropole.

3) Coordonner et accompagner la démarche d'amélioration de la qualité de l'instant « repas » dans les structures collectives des Communes de la Métropole :

- Appuyer une démarche d'amélioration continue de la distribution des repas dans les restaurants scolaires des Communes de la Métropole.
- Assurer des missions d'audits dans les unités de production et les restaurants scolaires de la Métropole notamment sur les aspects organisationnels, qualitatifs et économiques.

4) Contribuer à la mise en place d'une démarche d'amélioration continue de la performance de la restauration collective à l'échelle métropolitaine :

- Participer au projet de création d'un Conseil d'orientation sur la Politique Alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Piloter et coordonner la conception d'une Charte Qualité Métropolitaine définissant sa politique alimentaire en Restauration collective et notamment sur les axes de sécurité sanitaire, d'éducation au goût, de qualité

organoleptique, de responsabilité environnementale et sociétale et de performance économique.

5) Développer et coordonner des actions d'amélioration de la Performance économique de la production alimentaire de la Métropole :

- Définition d'indicateurs « cible »
- Suivi de tableaux de bord

PROJET

## Annexe 2 : notice de calcul

Masse salariale du directeur de la politique alimentaire X 0,3	
<b>Total masse salariale imputable</b>	
Frais personnel support (DRH, finances...) (6% de la masse salariale)	
Frais de structure (3% de la masse salariale totale)	
<b>Total</b>	

## **Séance publique du jeudi 20 octobre 2016**

**Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

**Absents :**

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

### **Convention de gestion de service au bénéfice de la Ville relative à la gestion des contingents de logements réservés**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La compétence « équilibre social de l'habitat » de la Communauté d'Agglomération s'est vue largement étoffée à la faveur de son passage en Métropole et concerne désormais globalement la « politique locale de l'habitat » en application de la loi MAPTAM :

- ✓ Programme Local de l'Habitat
- ✓ Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées
- ✓ Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre
- ✓ Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage

Par ailleurs, la loi du mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ainsi que la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi « Lamy » du 21 février 2014 confient aux EPCI disposant d'un PLH approuvé la gouvernance de la politique d'attribution des logements sociaux et d'occupation du parc public, en articulation avec les politiques locales de l'habitat qu'ils définissent déjà sur leurs territoires.

Depuis 2003, la Communauté d'Agglomération devenue Métropole bénéficie de réservations dans le parc HLM, composant son contingent, en contrepartie des subventions et garanties d'emprunts qu'elle accorde aux bailleurs sociaux pour favoriser la réalisation de logements sociaux.

La Ville de Montpellier pratiquait des réservations dans le parc locatif social dans les mêmes conditions que la Métropole aujourd'hui, qu'elle a continué à gérer jusqu'à maintenant.

La Ville et la Métropole disposaient chacune d'un service ou d'une unité chargé de gérer administrativement le contingent de logement réservé.



Dans ce cadre des évolutions législatives, et au regard de la démarche de rapprochement et de mise en synergie des services de la Ville de Montpellier et de la Métropole engagée sous l'impulsion du Président-Maire, il paraît opportun de mutualiser la gestion des contingents Ville et Métropole.

Il est proposé de confier au service Habitat de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de la Métropole la gestion du contingent Ville de Montpellier dans le cadre d'une convention de gestion de services.

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la mise en œuvre d'une convention de gestion de service afin que Montpellier Méditerranée Métropole réalise pour la Ville la gestion de son contingent de logement réservé, telle que présentée en annexe,
- D'inscrire au budget les dépenses correspondantes.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**



## **CONVENTION DE GESTION DE SERVICE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU BENEFICE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER**

**Entre les soussignés :**

La commune de Montpellier représentée par son Maire, Monsieur Philippe SAUREL,  
ci-après dénommée "la Commune",  
d'une part,

**Et :**

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par M. Pierre BONNAL, Vice-Président  
délégué aux ressources humaines,  
ci-après dénommée "la Métropole",  
d'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 5215-27

VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015

VU les avis rendus par les comités techniques de la Commune de Montpellier et de la Métropole

VU les délibérations du Conseil Municipal et du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole

### **Préambule**

La Métropole exerçant l'ensemble des compétences visées à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, depuis le 1er janvier 2015, sa compétence « équilibre social de l'habitat » s'est largement étendue et concerne désormais globalement la « politique locale de l'habitat » en application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014.

Par ailleurs, la loi du 26 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ainsi que la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi « Lamy » du 21 février 2014 confient aux EPCI disposant d'un PLH approuvé la gouvernance de la politique d'attribution des logements sociaux et d'occupation du parc public, en articulation avec les politiques locales de l'habitat qu'ils définissent déjà sur leurs territoires.

Eu égard aux compétences renforcées de la Métropole et considérant qu'il convient de coordonner la gestion des contingents de logements réservés de la Ville de Montpellier et de la Métropole, il est proposé d'en confier la gestion à la Métropole par la présente convention, en application de l'article L5215-27 du CGCT.

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

La Métropole assure par la présente convention, la gestion des contingents de logements réservés de la Ville de Montpellier, telle que décrite en annexe 1.

### **Article 2 - Durée**

La présente convention prend effet au 1er novembre 2016.

Elle est établie pour la durée du mandat et expirera au plus tard 6 mois après le renouvellement des organes délibérants. Elle pourra être reconduite de manière expresse dans un délai de six mois suivant ce renouvellement.

En outre, elle pourra être dénoncée par le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville à tout moment. Cette décision fait l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du 3ème mois suivant cette information.

### **Article 3 - Modalités d'organisation des missions et services concernés**

La Métropole exerce les missions objet de la présente convention au nom et pour le compte de la Commune. Elle s'engage à respecter les normes et la réglementation applicables aux prestations et missions qui lui incombent au titre de la présente.

Elle s'engage également à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans la limite de la masse salariale des agents affectés à la réalisation de la présente et des frais de supports et de structure afférents, tels que détaillés de manière prévisionnelle en annexe 2, ainsi que des frais de missions effectivement engagés.

Les missions qui seront exercées par la Métropole s'appuieront notamment sur les prestations assurées en régie par la Métropole, par du personnel affecté par celle-ci à la gestion du service, à savoir :

- 1 équivalent temps-plein

Dans le périmètre de cette convention, tel que décrit à l'article 1<sup>er</sup>, et de manière concertée, les missions exercées par la Commune pourront s'appuyer au besoin sur :

- l'affectation de moyens matériels nécessaires à la mise en œuvre du service.
- La passation de contrats par la Commune pour l'exercice du service.

La Métropole prend toutes décisions, actes, et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées.

En vue d'assurer la coordination entre les parties, la Métropole informera préalablement la Commune des actes engageant de manière significative la gestion et /ou le coût du service, objet de la présente, sur les plans humain, financier et opérationnel.

#### **Article 4 – Modalités de gestion des services et personnels**

La Métropole reste l'employeur du personnel, qui assure la gestion du service objet de la présente et qui demeure, par conséquent, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Président de la Métropole.

#### **Article 5 – Equipements et matériels du service**

Il appartient à la Métropole d'acquérir l'ensemble du matériel et des équipements nécessaires à la gestion des services objet de la présente. En cas de dénonciation ou de résiliation de la présente convention, les biens nécessaires à la continuité du service seront cédés en pleine propriété à la Commune pour leur valeur résiduelle nette comptable.

Si pour une raison quelconque la Commune ne souhaite pas acquérir ces biens (externalisation du service maintenance...), les parties se réuniront afin de déterminer de concert le traitement de cette situation dans le respect de leurs intérêts financiers respectifs.

#### **Article 6 – Modalités financières, comptables et budgétaires**

Pour l'exercice des missions et compétences objets de la présente, la Commune interviendra pour le compte de la Métropole, au regard des enveloppes définies dans le cadre des budgets prévisionnels établis en annexe 2.

Les dépenses et les recettes liées à l'exercice du service, font l'objet d'une comptabilisation dans le budget de la Commune, de manière à permettre l'élaboration de bilans financiers relatifs à l'exercice de la convention.

Ces budgets seront actualisés chaque année. En cas de modification substantielle par rapport au budget prévisionnel initial tel que présenté en annexe 2, un avenant à la présente convention sera conclu.

##### **6.1. Rémunération**

La réalisation par la Métropole des missions objet de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

La Commune remboursera à la Métropole la charge nette des dépenses telle que définie à l'article 6.2.

Ces demandes de remboursement interviendront tous les 3 mois sur la base du décompte visé à l'article 6.2.

##### **6.2. Modalités de remboursement et écritures comptables**

La Commune assurera la charge des dépenses nette des recettes, réalisée par la Métropole, dans la limite des montants figurant dans Les budgets prévisionnels joints en annexe 2.

Conformément à la rubrique 49422 de l'annexe au décret n° 2007-450 du 25 mars 2007, à l'issue de chaque semestre, la Métropole transmettra à la Commune un décompte des paiements réalisés, accompagné d'une copie des bulletins de salaires et factures (ou autres pièces justificatives si la dépense ne fait pas l'objet de facturation) et d'une attestation du

comptable certifiant que les paiements et encaissements effectués par lui sont appuyés des pièces justificatives correspondantes prévues par le décret susvisé et qu'il est en possession de toutes les pièces afférentes à ces opérations. Seules les dépenses ayant fait l'objet d'un service fait après le 1<sup>er</sup> janvier 2016 seront prises en compte.

De la même manière, la Métropole transmettra à la Commune un état des recettes perçues accompagné des pièces justificatives.

Tout intérêt moratoire dû par la Métropole pour défaut de paiement dans les délais, restera à sa charge.

Afin que la Commune puisse intégrer ces opérations comptables dans sa propre comptabilité, ce décompte distinguera les montants relatifs, tant en dépenses qu'en recettes :

- A la section de fonctionnement
- À la section d'investissement

### **Article 6.3 – Subventions**

La Métropole supporte les dépenses et encaisse les recettes liées à la gestion des services et missions tels que définis en annexe 1.

Le cas échéant, elle sollicite toutes subventions auxquelles elle est éligible et informe la Commune de ces demandes, qui en prendra acte par voie de délibération concordante.

### **Article 7 – Information et coordination**

Aux fins d'une bonne coordination entre les parties, la Commune et la Métropole mettent en place un comité de suivi de la Convention dont l'objet sera notamment :

- d'examiner et d'évaluer les conditions opérationnelles et financières d'exécution de la présente convention
- de proposer des axes d'amélioration de gestion des services objets de la présente.
- de réaliser un bilan d'activité annuel qui sera en tout ou partie intégré dans le rapport d'activité de la Métropole mentionné à l'article L 5211-39 du CGCT et dans la communication relative à l'avancement du schéma de mutualisation mentionné à l'article L 5211-39-1 du même Code.

Ce comité de suivi se réunira au moins une fois par an.

### **Article 8 – Responsabilité - assurance**

La Métropole est responsable de l'exercice des missions et des éventuels dommages résultant des obligations relevant de la présente convention.

A ce titre elle couvre sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance qu'elle transmettra à la Commune.

De même elle se garantit contre tous les dommages susceptibles d'affecter les biens meubles et immeubles visés à l'article 5.

### **Article 9– Attribution juridictionnelle**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, toute action contentieuse devra être soumise au tribunal administratif de Montpellier.

Le Maire de la Commune, le Président de la Métropole, seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention.

**Fait à :**

**Le :**

(En .... Exemplaires)

Le Maire de la commune de Montpellier, M. Philippe SAUREL, dûment habilité par délibération du .....,

Le Vice—Président délégué aux ressources humaines Président, M. Pierre BONNAL dûment habilité par délibération du .....

PROJET

## **ANNEXE 1 - MISSIONS COUVERTES PAR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU BENEFICE DE LA VILLE DE MONTPELLIER**

### **Gestion du contingent de logements réservés de la Ville de Montpellier**

- Établissement d'un état des lieux du parc existant de logements sociaux – Recensement des logements accessibles/adaptés au handicap
- Identification des logements réservés dans les programmes anciens si nécessaire
- Contrôle et négociation le cas échéant du reliquat de parts sur le programme suivant
- Typologie des logements du parc à apprécier pour mieux adapter l'offre à la typologie des demandes
- Centralisation, enregistrement et suivi des demandes de logements adressées par les usagers à la Ville de Montpellier
- Accueil téléphonique des demandeurs le cas échéant
- Orientation des demandeurs vers des dispositifs adaptés ou acteurs compétents
- Qualification des demandes en fonction d'une grille préétablie selon des critères socio-économiques
- Sélection des candidats suivant les priorités définies et transmission des candidatures aux différents bailleurs dans le cadre de la procédure définie et les délais stricts
- Suivi des dossiers jusqu'à l'attribution du logement en commission du bailleur et acceptation des ménages
- Préparation des courriers d'accusé de réception, puis de plaisir ou de refus aux demandeurs
- Représentation de la ville de Montpellier aux instances partenariales pour le relogement (Projet de rénovation urbaine, groupe habitat indigne...)
- Relations avec les services de gestion locative des bailleurs et les autres réservataires de logement (Préfecture, Action logement, Département)
- Animation du groupe de réflexion Ville sur l'habitat indigne
- Participation à la réflexion sur les politiques de la Métropole concernant les demandes et les attributions, notamment dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement
- Participation aux Commissions d'Attribution des Logements le cas échéant

### **Organisation de l'hébergement des ménages concernés par des situations d'insalubrité avérées (nuitée hôtel, marché avec un prestataire, nuitées CCAS...)**

### **Instruction, gestion technique et attribution des subventions Ville aux associations intervenant dans le domaine du logement**

### **Inventaire du dispositif Clé Logement Montpellier en faveur du logement des jeunes et proposition d'évolutions**

### **Information logement**

- Mise à jour éventuelle du guide propriétaire
- Mise à jour/alimentation du site Internet de la Ville

## Annexe 2 : notice de calcul

Masse salariale d'un ETP de catégorie C	
<b>Total masse salariale imputable</b>	
Frais personnel support (DRH, finances...) (6% de la masse salariale)	
Frais de structure (3% de la masse salariale totale)	
<b>Total</b>	



## Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Territoires de démocratie sanitaire- Consultation de l'Agence Régionale de Santé- Avis sur la délimitation de ces territoires

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Forte d'une très ancienne tradition médicale – son université de médecine, première fondée en Europe, reste une référence nationale- , la Ville de Montpellier abrite sur son territoire des acteurs majeurs de la santé, et notamment le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) au rayonnement mondial grâce à la qualité de prise en charge de ses malades et à ses compétences techniques et humaines.

La stratégie nationale de santé définie dans la loi de modernisation de notre système de santé (LMSS) publiée le 26 janvier 2016 a pour objectif de mobiliser fortement les acteurs autour d'une ambition forte : refonder le système de santé. Cette refondation s'appuie sur trois axes parmi lesquels un axe visant à approfondir la démocratie sanitaire et renforcer l'animation territoriale conduite par les Agences Régionales de Santé (ARS).

Après l'installation de la nouvelle Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie à l'échelle de la Grande Région le 30 juin dernier, une nouvelle étape du renforcement de la démocratie est franchie avec la définition des territoires de démocratie sanitaire précisés dans le décret n°2016-1024 du 26 juillet 2016.

Cette définition s'inscrit dans le cadre d'une procédure de consultation qui amènera l'ARS à arrêter les territoires de démocratie sanitaire.

A cet effet, l'ARS Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées a saisi pour avis la Ville de Montpellier le 6 septembre dernier.

L'avis de l'assemblée délibérante doit être transmis deux mois à compter de la publication de l'avis de consultation au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région Occitanie. Il peut être accompagné de toutes observations, remarques ou propositions.

La politique régionale de santé est menée en concertation avec des instances de démocratie sanitaire qui réunissent tous les acteurs du système de santé : usagers, professionnels de santé, établissements hospitaliers et médico-sociaux, élus, institutions, acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé...

Les territoires de démocratie sanitaire permettront la mise en cohérence des projets de l'ARS, des professionnels et des collectivités territoriales. Ils permettront également la prise en compte de l'expression des acteurs du système de santé et notamment celle des usagers.

A terme, le territoire de démocratie sanitaire retenu par l'ARS constituera l'assise géographique des futurs Conseils Territoriaux de Santé, qui remplaceront les actuelles Conférences de territoire.

L'ARS soumet deux scénarios géographiques pour la délimitation des territoires de démocratie sanitaire sur le territoire régional. L'un à l'échelle du département, l'autre basé sur le regroupement de certains départements limitrophes.

Pour ce qui concerne l'Hérault, les propositions de l'ARS sont :

1) A l'échelle départementale : le territoire de démocratie sanitaire se cantonnerait aux frontières du département de l'Hérault. Chaque département disposerait alors de son propre territoire de démocratie sanitaire, l'ARS devrait se reposer sur treize instances.

2) Le regroupement de plusieurs départements : le territoire de démocratie sanitaire serait constitué des départements de l'Hérault et de l'Aveyron (les regroupements proposés par l'ARS pour les autres territoires sont : Gard et Lozère ; Aude et Pyrénées-Orientales ; Ariège et Haute-Garonne ; Gers et Hautes-Pyrénées ; Lot, Tarn et Tarn-et-Garonne).

La Ville de Montpellier souhaite, dans le cadre de la dynamique entreprise au niveau de Montpellier Méditerranée Métropole, participer à renforcer la solidarité entre les territoires sur la base d'une vision partagée du développement économique. Le second scénario s'inscrit dans cette perspective. Il serait de nature à favoriser la mutualisation des expériences et enrichir la réflexion des acteurs, compte tenu de la diversité des situations rencontrées dans ces deux départements.

Ce découpage s'inscrit également dans la logique du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) qui regroupe neuf établissements hospitaliers Est-Hérault et Sud-Aveyron, dont le CHU de Montpellier.

Dans cette logique de solidarité entre les territoires, un groupe de travail « coopérations territoriales » a été mis en place entre les EPCI du pôle métropolitain (Alès, Montpellier, Nîmes et Sète) pour la construction de projets communs dans le domaine de la santé. Dans ce cadre, une troisième hypothèse de délimitation du territoire de démocratie sanitaire concernant l'Hérault pourrait également inclure le département du Gard.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de donner un avis favorable au deuxième scénario (regroupement de l'Hérault et de l'Aveyron) pour la délimitation du territoire de démocratie sanitaire,
- de proposer une alternative incluant le Gard dans la délimitation de ce territoire de démocratie sanitaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21 octobre 2016**

**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du  
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

<b>DECISION N°</b>	<b>SYNTHESE DE LA DECISION</b>
2016/0238	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Prestations hôtelières catégorie 4 étoiles en demi-pension" (6B0052) à la SARL LA CITADELLE (hôtel CROWNE PLAZA) pour un montant total de 82.967,22 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution entre le 1er et le 20 décembre 2016.
2016/0244	Dans le cadre des études relatives au PLUi, il est proposé de confier une étude "Axes Majeurs (rue de Lavérune - rue Las Sorbes)" au bureau d'études COLOCO pour un montant de 20.700€HT.
2016/0307	Cette procédure est un marché complémentaire au MAPA 9M360 qui avait permis l'acquisition du système informatisé de gestion des clés des véhicules mutualisés de la Collectivité (article 30). La présente procédure, n° 6B0116, couvre une livraison complémentaire qui permettra d'équiper la Police Municipale de 2 armoires à clés, afin d'optimiser l'utilisation de l'ensemble des véhicules de ce service. Le montant de l'opération s'élève à 21 199 € HT.
2016/0314	Autorisation de signer les avenants de transfert des raisons sociales des sociétés GEA Delbag et DencoHappel suite à leur fusion, aboutissant à la disparition de GEA Delbag au profit de DencoHappel (marché 4D0037 lot 3).
2016/0318	La Ville décide de signer une convention de mise à disposition du P.U.S. Veyrassi avec l'Université Montpellier du 12 septembre 2016 au 30 juin 2017, pour un montant de 28 714.30 € T.T.C.
2016/0320	Attribution du marché 6B0118 passé selon une formule adaptée pour la participation de la Ville à la Foire de Montpellier du 7 au 17 octobre 2016 : cette participation se concrétise essentiellement par une réservation d'espace permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité. Le marché est attribué à la SAEML Montpellier Events, organisateur exclusif, pour un montant de 18000€ HT.
2016/0321	Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, SA3M et Urbat Promotion pour la construction de logements collectifs et de locaux commerciaux en rdc rue de l'Industrie/rue du Lantissargues. Le montant total de cette convention s'élève à 1 445 140 €.
2016/0323	Dans le cadre du mandat de réalisation de travaux à l'ancienne Mairie de Montpellier conclu avec la SA3M, il est décidé d'attribuer le marché n° 2910 S 16.02 "Ancienne Mairie de Montpellier - Diagnostic amiante" à la société EXPERT HABITAT INGENIERIE. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum avec un maximum de 60 000 € HT. Il est conclu pour une durée de 4 ans à compter de la notification.
2016/0324	Dans le cadre du mandat de réalisation de travaux à l'ancienne Mairie de Montpellier conclu avec la SA3M, il est décidé d'attribuer le marché n° 2910 S 16.05 "Ancienne Mairie de Montpellier - Marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux d'aménagement liés à

	l'implantation de la Mission Grand Cœur et de l'Espace Jeunesse" au groupement LAP ARCHITECTES / BET DURAND ayant pour mandataire LAP ARCHITECTES pour un montant de 39 950 € H.T et pour une durée de 18 mois.
2016/0325	Attribution du marché n° 6B0121 « Prestation d'accompagnement sur le système d'information décisionnel » à la société TRIMANE pour une durée d'un an et un montant total maximum de 75000 € HT.
2016/0327	Il s'agit de saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux afin d'examiner les rapports des délégataires de service public au titre de l'exercice 2015 ainsi que le projet de renouvellement de la délégation pour l'exploitation de la fourrière automobile.
2016/0328	Théâtre Jean Vilar, saison 2016-2017 : convention de co-accueil avec le théâtre de la Vignette-Université Paul Valéry.
2016/0332	Il est nécessaire de réhabiliter le groupe scolaire Louis Figuié - Victor Hugo. Pour cela, le marché de maîtrise d'œuvre n° 4C0032 a été lancé, par décision n° 2015/0070 du 25/02/2015. Le présent avenant a pour objet d'approuver l'avant-projet définitif (APD), de fixer le coût prévisionnel définitif des travaux, conformément à l'article 7 du CCAP et de fixer le forfait de rémunération définitif, en application de l'article 2 de l'acte d'engagement et de l'article 3.2 du CCAP. Le montant de cet avenant est de 19 167,50 €HT, portant ainsi le montant du marché à 114 367,50 € HT, soit 20,13 % d'augmentation par rapport au montant initial du marché.
2016/0333	Attribution du marché n° 6C00152201 « Contrat de prestations de Service - Clubs de Haut Niveau Montpellier Handball - Championnat de France et d'Europe - Saison 2016 / 2017 », à la SAS Montpellier Handball, pour un montant de 123 461.80 € H.T.
2016/0334	Il s'agit de saisir la Commission de Consultation des Services Publics locaux afin d'examiner le projet de création de la délégation de service public pour le stationnement sur voirie.
2016/0335	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer l'accord cadre (n° 6B0113) " Achat d'électroménager brun" à la société DARTY PRO pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT. C'est un accord cadre unique conclu pour une période d'exécution de 18 mois à compter de sa notification.
2016/0337	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer l'accord cadre "Achats de matériel de nettoyage (6B0107) à la société SPE SUD pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 79 000 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution de 1 an maximum à partir de sa notification.
2016/0338	Versement de la cotisation pour l'année 2017 à l'Association nationale des villes et pays d'art et d'histoire pour un montant de 4700€.
2016/0347	Attribution du marché n° 6B0042 "Ensemble hébraïque - Etude de bâti - Phase 3" : poursuite des fouilles archéologiques et de l'étude de bâti de l'ensemble hébraïque situé au 1 rue de la Barralerie, suite aux précédentes campagnes réalisées de 2009 à 2011. Le marché est attribué à l'équipe C. MARKIEWICZ / R. WIEDER sis à La Bugadière/Rocsalière 84000 APT pour un montant maximum de 89 000 € H.T. et une durée maximum d'un an.

# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

## **DÉCISIONS ET ANNEXES**

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour des prestations hôtelières catégorie 4  
étoiles en demi-pension.  
6B0052**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint délégué aux finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de prestations hôtelières catégorie 4 étoiles en demi-pension à l'occasion de l'élection de Miss France à Montpellier.
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées a été lancée sous la forme d'une procédure adaptée (6B0052) en application de l'article 27 du décret du 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : 40 % pour le prix et 60% pour la valeur technique.
- Qu'après analyse, la société SARL LA CITADELLE (Hôtel CROWNE PLAZA), 190 Rue d'Argencourt 34000 MONTPELLIER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché « Prestations hôtelières catégorie 4 étoiles en demi-pension » (6B0052) précité, avec la société SARL LA CITADELLE pour un montant total de 82.967,22 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6232, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le 1<sup>er</sup> Adjoint délégué aux Finances à signer ce marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le **21 JUL. 2016**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA**

**Publiée le : 22 JUL. 2016  
Notifiée le :**





**ETUDE AXES MAJEURS  
ROUTE DE LAVERUNE / RUE DE LAS SORBES  
Marché n° 6B0026**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2077/T/R du 6 juin 2016 donnant délégations de fonctions à Madame Stéphanie JANNIN ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'une étude urbaine et paysagère sur deux axes urbains majeurs de la ville de Montpellier, la route de Lavérune et la rue de Las Sorbès,
- Qu'à la suite d'une consultation (marché n°6B0026) de bureaux d'études du 27 mai 2016 au 14 juin 2016 inclus, conformément au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, la société COLOCO a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse,

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 6B0026 précité à la société COLOCO pour un montant de 20 700 € HT pour l'ensemble de la prestation,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville Nature : 2031 - Fonction : 908241.

Montpellier, le 22 JUL. 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 25 JUL. 2016  
Notifiée le :

**ACQUISITION DE DEUX ARMOIRES A CLES  
POUR LA FLOTTE DE VEHICULES DE LA  
POLICE MUNICIPALE  
6B0116**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué,

**Considérant :**

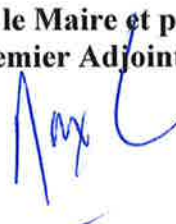
- Qu'il y a lieu de procéder à l'acquisition de deux armoires à clés gérées informatiquement afin d'optimiser la gestion de la flotte des véhicules de la Police Municipale,
- Que le marché a fait l'objet d'une procédure adaptée, n° 6B0116, sans publicité ni mise en concurrence, négociée, au titre d'une livraison complémentaire (article 30 I 4 a),
- Que la consultation en procédure adaptée n° 9M360 avait conduit à sélectionner, par voie de mise en concurrence et après avis de publicité, la société GIR pour la fourniture de l'automate de gestion des clés des véhicules mutualisés de l'Hôtel de Ville,
- Que le montant de ce marché est de 21 199 € HT,
- Que la société GIR a présenté une offre techniquement et économiquement acceptable,

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à la société GIR, 21 rue Alfred de Musset, 69100 Villeurbanne,
- D'imputer cette dépense sur le budget d'investissement de la Ville (nature : 2188 et ligne de crédit : 27383),
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 23.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 22.09.2016  
Notifiée le :



**Transfert d'activités de la société GEA DELBAG à la  
société DENCOHAPPEL.  
Autorisation de signer l'avenant de transfert du  
marché 4D0037 (lot n°3).**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel de plomberie – chauffage – arrosage pour les Services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée, en date du 2 octobre 2014, conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et 77-1 (marchés à bons de commande sans minimum ni maximum) du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché en appel d'offres ouvert (n° 4D0037) d'une durée d'exécution de 1 an reconductible 3 fois.
- Que la société GEA Delbag, 1 rue des Campanules 77 185 LOGNES, a présenté, pour le lot n°3 (Filtres pour centrale de traitement d'air), l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Que par décision en date du 14 janvier 2015, notifiée le 10 mars 2015, le lot n°3, du marché 4D0037, a été attribué à la société GEA Delbag, pour une durée initiale d'exécution allant de la notification jusqu'au 31 décembre 2015. Ce marché a été reconduit pour une période de un an jusqu'au 31 décembre 2016.
- Que nous avons été informés par courrier du transfert de l'activité de la société GEA Delbag au bénéfice de la société DencoHappel à partir du 1er janvier 2016.
- Qu'il convient d'établir un avenant autorisant le transfert du titulaire de ce marché de GEA Delbag vers la Société DencoHappel, sous réserve que les conditions de ce marché soient identiques et que la société DencoHappel n'apporte aucune modification.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le principe de cet avenant de transfert de raison sociale,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint délégué aux finances à signer cet avenant.

Montpellier, le 03.10.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 04.10.2016  
Notifiée le :



## PROJET D'AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 Montpellier cedex 2

**Titulaire actuel du marché :**

GEA DELBAG

### B. Renseignements concernant le marché

***Objet du marché :***

Achat de matériel de plomberie - chauffage - arrosage  
Lot 3 : Filtres pour centrales de traitement d'air

***N° du marché :***

4D00377C

***Notifié le :***

10 mars 2015 pour une durée initiale d'exécution allant de la notification jusqu'au 31 décembre 2015. Ce marché a été reconduit pour une période de 1 an jusqu'au 31 décembre 2016.

***Montant initial du marché :***

Marché notifié pour un montant estimé de 20.000 euros HT par an.

---

***Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :***

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet :

- la cession du contrat de la société GEA DELBAG à la société GEA HAPPEL, nouveau titulaire, suite à une fusion absorption par la société GEA HAPPEL qui a pris effet en date du 31/12/2015.
- le changement de dénomination sociale de la société GEA HAPPEL en DENCO HAPPEL.

### ARTICLE 2

A compter du 01/01/2016, le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A ..... le

L'entrepreneur,

Monsieur le Directeur <sup>1</sup>  
(signature)

A ..... le

L'Adjoint Délégué,

Max LEVITA

<sup>1</sup> Dans le cas des avenants de transfert uniquement

### **E. Notification de l'avenant**

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ....., le

**Convention d'occupation de salles  
Palais Universitaire Sportif Veyrassi**

**Université de Montpellier – Ville de Montpellier  
Saison sportive 2016 - 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2092 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué aux Sports et à la Jeunesse ;

**Considérant :**

- Que la Ville est sollicitée par les associations sportives pour la mise à disposition de créneaux en soirée dans les gymnases et pour les manifestations d'importance ;
- Que l'Université de Montpellier, propriétaire du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi, accepte de mettre à disposition de la Ville des créneaux sur le parquet et dans les salles de sports collectifs, de musculation et de judo après 18h, avec une remise de 50% ;
- Que la Ville pourra bénéficier des mêmes conditions financières pour la réservation du parquet de la halle pour des manifestations de 5 jours pendant les week-ends (hors vacances scolaires) ;

**Décide en conséquence :**

- De passer une convention pour l'utilisation du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi avec l'Université de Montpellier, du 12 septembre 2016 au 30 juin 2017, pour la somme de 28 714.30 € T.T.C.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville, ligne de crédit 1770, nature 924, fonction 613-2 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 26.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Fabien ABERT

Publiée le : 29.09.2016  
Notifiée le :



L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de leur infrastructure, de l'ordre public, des missions de l'Université, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

## **ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

En contrepartie de cette mise à disposition, l'utilisateur s'engage :

- à réparer et à indemniser l'Université pour les dégâts matériels éventuellement commis,
- à verser une participation financière consentie avec une remise de 50 %, soit :

**23 928,58€ HT**

**(Vingt-trois mille neuf cent vingt-huit euros et cinquante-huit centimes hors taxe).**

Ce tarif a été approuvé par le conseil d'administration de l'Université de Montpellier, dans sa séance du **lundi 14 décembre 2015**, correspondant notamment :

1. aux charges de fonctionnement,
2. au gardiennage pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement,
3. au nettoyage pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement,
4. à l'équipement de la salle.

Cette contribution forfaitaire sera due intégralement dès la signature de la présente convention et pourra être payée par chèque bancaire établi au nom de l'Agent Comptable de l'UM ou par virement bancaire (demander RIB de l'agent comptable de l'UM).

*La présente convention donne lieu à la facturation de la TVA au taux en vigueur, en sus du prix indiqué en HT en vertu des articles 256 B et suivants du Code Général des Impôts C.G.I., soit un montant TTC de :*

**28 714,30 € TTC**

**(Vingt-huit mille sept cent quatorze euros et trente centimes).**

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'utilisateur reconnaît :

- avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition ; cette police portant le n°OR.203.583 V a été souscrite du 01/01/2013 au 31/12/2018 auprès de Paris Nord Assurances Services (P.N.A.S)
- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le directeur de l'UFR ou son représentant et en accepter l'utilisation en l'état,
- avoir procédé avec le directeur de l'UFR ou son représentant à une visite des locaux utilisés et des voies d'accès à emprunter,
- avoir constaté avec le directeur de l'UFR ou son représentant l'emplacement du dispositif d'alarme, des extincteurs et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition; l'utilisateur s'engage :

- à faire respecter l'interdiction réglementaire de fumer dans les locaux,
- à observer le règlement intérieur,
- à observer la capacité d'accueil autorisée,
- à respecter les créneaux horaires autorisés,
- à informer l'Université de toute modification des installations que l'utilisateur souhaiterait apporter.

#### **ARTICLE 4 : EXÉCUTION DE LA CONVENTION**

La présente convention est valable pour la période mentionnée à l'article 1 ; elle prend fin automatiquement à l'expiration de cette période ; elle peut toutefois être dénoncée :

Par l'utilisateur :

- pour cas de force majeure, dûment justifié et signifié au Président de l'UM par lettre recommandée, un mois avant le début de la période d'utilisation,
- **au delà de cette date, l'Université de Montpellier appliquera des frais d'annulation d'un maximum de 25 % de la somme due au titre des actes de gestion et de dédommagements.**

Par le Président de l'Université de Montpellier :

- à tout moment, pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche ou à l'ordre public ou si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention.

Fait en trois exemplaires à Montpellier, le

Pour le Président de l'Université  
de Montpellier et par délégation,  
le Directeur de l'UFR STAPS

Didier DELIGNIÈRES

Pour Monsieur le Maire  
de la ville de Montpellier  
l'Adjoint Délégué à la Jeunesse  
et aux Sports

Fabien ABERT



**Attribution du marché 6B0118 passé selon une formule  
adaptée pour la participation de la ville à la Foire de  
Montpellier du 7 au 17 octobre 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour participer à la Foire de Montpellier du 07 au 17 octobre 2016, cette participation se concrétise essentiellement par une réservation d'espace permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 30 I 3° du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la SAEML Montpellier Events BP 2200 – 34027 Montpellier cedex 1 a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à SAEML Montpellier Events pour un montant maximum de 18 000 € HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 929 nature 6135 et 6233 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03.10.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 04.10.2016  
Notifiée le :

**ZAC de la Restanque  
Parcelles ON26 et ON53  
Convention de participation Ville/SA3M/Urbat**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2077/T/R du 7/06/2016 donnant délégation à Stéphanie JANNIN , Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement durable ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- Vu la délibération n° 2012/273 du conseil municipal du 25/06/2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ;
- Vu la concession d'aménagement signée le 26/07/2012
- Vu la délibération n° 2014/99 du 17/02/2014 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 1 à la concession d'aménagement signé le 18/03/2014 ;
- Vu la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24/05/2016.

**Considérant :**

- Que la société Urbat Promotion, constructeur, souhaite réaliser la construction d'un immeuble collectif de 98 logements et de locaux commerciaux en rez-de-chaussée située 2 rue de l'Industrie et 4 rue du Lantissargues dans le périmètre de la ZAC de la Restanque ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société Urbat Promotion afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipements de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, les parcelles cadastrées section ON26 et ON53, objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :
  - surface de plancher (SDP) envisagée : 5342 m² SDP de logements et 1866 m² SDP de locaux commerciaux ;
  - Calcul du montant estimé de la participation :
  - Base de calcul : 220 €/m² SDP pour les logements; 150€/m²SDP pour le commerce (valeur année 2016)
  - $5\,342 \times 200 + 1\,866 \times 150 = 1\,455\,140,00 \text{ €}$

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

**Décide en conséquence :**

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société Urvat Promotion, et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 27 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 29 . 09 . 2016

Notifiée le :

# CONVENTION DE PARTICIPATION AUX EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC RESTANQUE

(art. L. 311-4 du Code de l'Urbanisme)

**Parcelles n° ON 26-53**

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur le Maire Philippe SAUREL, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 24 avril 2014 modifiée,

Ci-après dénommée « la **Collectivité** » ou « la Ville »,

**de première part,**

**ET**

La société URBAT PROMOTION, Société par actions simplifiées à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 36 516 000 euros, dont le siège social est à Montpellier (34965), 1401 avenue du Mondial 1998, Résidence Oxygène, CS 68214, identifiée au SIREN sous le numéro 352 588 727 00052 et immatriculée au Régistre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 352 588 727.

Représentée par Olivier DUBROU, Président du Directoire, domicilié professionnellement à Montpellier (34965), 1401 avenue du Mondial 1998, Résidence Oxygène, CS 68214 et dont le pouvoir est annexé aux présentes

Ci-après dénommé « le **Constructeur** »

**de seconde part,**

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement approuvée par délibération du conseil municipal du 25 juin 2012, modifiée par avenant n°1 approuvé par délibération municipale du 17 février 2014, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, par abréviation SA3M, Société Publique Locale au capital de 1 770 000 €, dont le siège est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole et les bureaux à Montpellier (34960) Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 521 130 716,

Représentée par Monsieur Christophe PEREZ, agissant aux présentes :

- Tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société, en date du 18 septembre 2014,
- Qu'en vertu des pouvoirs résultant tant ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts,

Ci-après dénommée « la **SA3M** »

## **IL EST EXPOSE CE QUI SUI**

Par délibération du Conseil Municipal en date du 30 mars 2009, la Ville de Montpellier décidait la création de la ZAC RESTANQUE.

L'aménagement de la zone a été confié à la SA3M par une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, modifiée par avenant n°1 approuvé par délibération municipale du 17 février 2014.

Le dossier de réalisation est en cours de constitution, précisant notamment le programme des équipements publics et des aménagements nécessaires à cette urbanisation, ainsi que les modalités prévisionnelles de financement.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe d'aménagement en application de l'article 1585 C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quater du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage la construction d'un bâtiment à usage exclusif de bureaux, sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de ZAC dont il est propriétaire, non acquis à la SA3M aménageur.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes, au coût de l'équipement de la zone, réalisé conformément au programme des équipements publics de la ZAC.

## **CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI**

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention concerne deux parcelles situées à Montpellier (34070), 2 rue de l'Industrie et 4 rue du Lantissargues dans le périmètre de la ZAC RESTANQUE, cadastrées section ON 26 et ON 53 pour une superficie de 4.390 m<sup>2</sup>.

1.2. Le constructeur envisage la construction sur ce terrain d'un programme de 98 logements collectifs, correspondant à 5.342 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP) ainsi que 1.866 m<sup>2</sup> de locaux commerciaux.

Une extension ultérieure pourra être admise, le cas échéant, si les dispositions du document d'urbanisme réglementaire le permettent, et après versement d'une participation aux équipements de la ZAC dans les conditions définies ci-après.

1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006, et modifié par délibérations successives.

1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

## ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

2.1. En application du programme des équipements publics de la zone, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- voiries internes de la ZAC,
- réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- réseaux d'adduction eau potable,
- éclairage public,
- espaces verts,
- réseau électricité,
- réseau télécommunications.

2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, quelles que soient les catégories de constructions, en proportion de la surface de plancher construite.

## ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

3.1. Le constructeur envisage la réalisation sur le terrain visé à l'article 1 d'un programme de **5.342 m<sup>2</sup>** de surface de plancher représentant 98 logements collectifs en accession libre ainsi que **1.866 m<sup>2</sup>** de surface de plancher de locaux commerciaux.

3.2. Sur la base du programme défini à l'article 3.1, le montant de la participation du constructeur est fixé à **220 €** par mètre carré de surface de plancher autorisée par le permis de construire pour les logements ainsi que **150 €** par mètre carré de surface de plancher autorisé par le permis de construire pour les locaux commerciaux. Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.

Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir **5.342 m<sup>2</sup> SDP de logements et 1.866 m<sup>2</sup> SDP de locaux commerciaux**, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

$$5.342 \times 220 + 1.866 \times 150 = 1.455.140,00 \text{ euros}$$

Soit un montant total de 1.455.140,00 euros

3.3. Le montant total de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

**3.4.** La présente convention étant établie avant l'approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics (PEP) de la ZAC, les montants de participation qui y sont définis sont susceptibles d'être différents de ceux finalement retenus lors de la réalisation de la ZAC. Une fois le dossier de réalisation et le PEP de la ZAC approuvés, cette participation pourra donc être ajustée par le remboursement au CONSTRUCTEUR d'un éventuel trop perçu de la Ville. En revanche, elle ne pourra pas être ajustée de telle manière que le CONSTRUCTEUR doive déboursier un surcoût.

#### **ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT**

- 4.1.** Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la SA3M dans les huit jours de sa délivrance. Il s'engage à faire diligence afin de purger les délais de recours contre le permis de construire.
- 4.2.** En application de l'article 16.2 de la concession d'aménagement approuvée par délibération du conseil municipal du 25 juin 2012 et modifiée par avenant n°1 approuvé par délibération du conseil municipal du 17 février 2014 entre la Collectivité et la SA3M chargée de l'aménagement et de l'équipement de la zone, le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la SA3M.
- 4.3.** Le constructeur s'engage à verser la participation au coût des équipements publics de la zone selon l'échéancier suivant :
- **50 % à l'obtention du permis de construire devenu définitif;**
  - **50 % dans le délai de un (1) an suivant le permis de construire définitif sous condition de la fourniture d'une garantie bancaire pour le solde, au plus tard le jour du premier versement.**
- 4.4.** Passées leurs dates d'échéance, les sommes dues au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, porteront intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la SA3M, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la SA3M de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

#### **ARTICLE 5 – INDEXATION**

Les versements prévus à l'article 4 ci-dessus seront indexés sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à chaque échéance du rapport I/Io dans lequel :

- I<sub>0</sub> est le dernier indice connu à la date de la décision du Maire approuvant la présente convention, (mai 2016).
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date de l'échéance considérée.

#### **ARTICLE 6 – DEGREVEMENT**

**6.1** En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, de péremption ou d'annulation du permis de construire, la somme correspondante est restituée au constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

**6.2** En cas de non approbation du dossier de réalisation de la ZAC dans un délai de 8 ans, les sommes versées seront restituées au constructeur.

## **ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION**

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

## **ARTICLE 8 – LITIGES**

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

## **ARTICLE 9 – FRAIS**

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

## **ARTICLE 10 – EFFETS**

- 10.1.** La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.
- 10.2.** Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

## **ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le Constructeur en son siège social,
- Pour la SA3M en son siège administratif

Fait à Montpellier,

Le .....

(en cinq exemplaires originaux)

**Pour la Collectivité**

**Pour le Constructeur**

**Pour la SA3M**



**Opération n° 2910 : Ancienne Mairie de Montpellier**  
**Diagnostic amiante**  
**Accord-cadre n° 2910 S 16.02**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2016/0028 du 29 janvier 2016 autorisant la signature de la convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier ;
- Vu la décision n° 2016/0041 du 15 février 2016 autorisant la signature avec la SA3M d'un mandat de réalisation de travaux à l'ancienne Mairie de Montpellier ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de la labellisation « French Tech », l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier a été choisi en vue de l'implantation du Préfigurateur French Tech ;
- Que par décision n° 2016/0028 du 29 janvier 2016 a été signée la convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier ;
- Que par décision n° 2016/0041 du 15 février 2016 a été signé un mandat de réalisation de travaux à l'ancienne Mairie de Montpellier avec la SA3M ;
- Qu'il est nécessaire de réaliser des prestations de diagnostics avant travaux et avant démolition dans le cadre des travaux de rénovation des réseaux de chaud et de froid, de désenfumage et liés à la sécurité incendie. Ces diagnostics porteront également sur l'aménagement d'espaces au rez-de-chaussée et l'aménagement du plateau de bureau du R+5 ;
- Qu'en conséquence, conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment l'article 27, un marché à procédure adaptée ouverte, d'une durée de 4 ans à compter de la notification, a été lancé sous la référence 2910 S 16.02. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 60 000 € H.T ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique des prestations (60 %) et le prix (40 %) ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la société EXPERT HABITAT INGENIERIE – 21, Route d'Albert – 62450 AVESNES LES BAPAUME a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 2910 S 16.02 « Ville de Montpellier - Opération n° 2910 - Ancienne Mairie de Montpellier - Diagnostic amiante » à la société EXPERT HABITAT INGENIERIE ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville - Chapitre 900 - Fonction 207 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 01 . 10 . 2016  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2016/0324

**Opération n° 2910 : Ancienne Mairie de Montpellier  
Marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des  
travaux d'aménagement liés à l'implantation de la  
Mission Grand Cœur et de l'espace Jeunesse  
Marché à procédure adaptée n° 2910 S 16.05**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2016/0041 du 15 février 2016 autorisant la signature avec la SA3M d'un mandat de réalisation de travaux à l'ancienne Mairie de Montpellier ;

**Considérant :**

- Que par décision n° 2016/0041 du 15 février 2016, un mandat de réalisation de travaux à l'ancienne Mairie de Montpellier a été signé avec la SA3M ;
- Qu'il est nécessaire de réaliser des travaux d'aménagement liés à l'implantation de la Mission Grand Cœur et de l'Espace Jeunesse ;
- Qu'il est nécessaire pour cela de faire appel à un maître d'œuvre ;
- Qu'en conséquence, conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment l'article 27, un marché à procédure adaptée ouverte, d'une durée de 18 mois à compter de la notification, a été lancé sous la référence 2910 S 16.05 ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique des offres (60 %) et le prix (40 %) ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que le groupement LAP ARCHITECTES / BET DURAND ayant pour mandataire LAP ARCHITECTES - 14, Avenue des Levades - 34470 PEROLS, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de 39 950 € H.T. ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 2910 S 16.05 « Ville de Montpellier - Opération n° 2910 : Ancienne Mairie de Montpellier - Marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux d'aménagement liés à l'implantation de la Mission Grand Cœur et de l'espace Jeunesse » au groupement LAP ARCHITECTES / BET DURAND ayant pour mandataire LAP ARCHITECTES.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville - Chapitre 900 - Fonction 207.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 01 . 10 . 2016  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Prestation d'accompagnement sur le système  
d'information décisionnel - Marché 6B0121**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire pour la Ville de bénéficier d'accompagnement et d'assistance dans la mise en œuvre de projets décisionnels en adéquation avec les besoins fonctionnels exprimés par les services utilisateurs ;
- Qu'une consultation a été lancée le 12 septembre 2016 pour de la « Prestation d'accompagnement sur le système d'information décisionnel » conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique 60 %
  - Prix 40 %
- Que la société TRIMANE a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à la société TRIMANE sise 57 rue de Mareil – 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, pour une durée d'un an, à compter de la date de notification, et un montant total maximum de 75 000 € HT pour la durée du marché.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier – Chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 03.10.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 04.10.2016  
Notifiée le :

**Saisine de la Commission de Consultation des Services  
Publics Locaux - 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant :**

Qu'il y a lieu d'examiner:

- le rapport du délégataire au titre de l'exercice 2015 relatif à l'exploitation de la crèche Joséphine BAKER
- le rapport du délégataire au titre de l'exercice 2015 relatif à l'exploitation de fourrière automobile
- le projet de renouvellement de la délégation de service public concernant l'exploitation de la fourrière automobile

**Décide en conséquence :**

- De saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux à la date du 20 septembre 2016 à 14h30 pour les affaires indiquées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09. 10. 2016

**Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL**

Publiée le : 07. 10. 2016  
Notifiée le :

**Théâtre Jean Vilar, saison 2016-2017  
convention de co-accueil avec le théâtre de la Vignette-  
Université Paul Valéry**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016-2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la Culture

**Considérant :**

- Que la Ville, *via* le théâtre Jean Vilar, a décidé de co-accueillir, avec le théâtre de la Vignette-Université Paul Valéry, la création *Vive les animaux !* de la compagnie notoire dans le cadre de la saison 2016-2017 ;
- Que six représentations seront données de ce spectacle, les 26 et 27 avril à 19h 15 sur le campus de l'université Paul Valéry et les 29 et 30 avril à 11h et 15h au zoo de Lunaret ;
- Qu'il convient de formaliser les conditions de ce co-accueil ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention de co-accueil, jointe en annexe, avec le théâtre de la Vignette-Université Paul Valéry ;
- De dire que les partenaires se répartiront les coûts conformément au budget prévisionnel évalué à 20 579 €, également joint en annexe, soit une estimation de 10 289.50 € à la charge de chacun des partenaires ;
- De dire que les recettes induites par ces représentations, estimées à 2 304 € seront également partagées entre la Ville et le théâtre de la Vignette-Université Paul Valéry ;
- De dire que la Ville aura ainsi à sa charge 50 % du résultat de ce co-accueil, soit une estimation de 9 137.50 € ;
- De dire que les sommes correspondantes seront imputées sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 30.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 04.10.2016

Notifiée le :



## Contrat de co-accueil

Entre les soussignés :

**Le Théâtre La Vignette - Université Paul-Valéry Montpellier 3,**  
Route de Mende - 34199 Montpellier cedex 5  
Tél. : 04 67 14 55 96  
n° Siret 19341089100017 - APE : 803Z  
Licences entrepreneur du spectacle n° 1-1063683 / 2-1006318 / 3-1006319  
Représenté par son Président, Patrick Gilli,  
Assistée par Nicolas Dubourg, agissant en qualité de directeur du Théâtre La Vignette  
ci-après dénommé « le Théâtre la Vignette » organisateur d'une part,

et

**La Ville de Montpellier,**  
N° Siret : 213 401 722 017 87  
Code APE : 8411Z,  
domiciliée 1 place Georges Frêche – 34 267 Montpellier Cedex 2, représentée par son Maire en exercice,  
dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2014 ,  
Licence d'entrepreneur de spectacles : 1 – 108 22 19 ; 2 - 108 22 34 ; 3 – 108 22 35,  
N° de TVA Intracommunautaire : FR 37213401722,  
ci-après dénommé « le Théâtre Jean Vilar », co-organisateur d'autre part

### **Préambule**

Les parties ont souhaité mettre en commun leurs moyens humains et financiers afin d'accueillir conjointement la compagnie notoire avec le spectacle « Vive les animaux I » mis en scène par Thierry Bédard dans leur saison 2016-2017.

Les deux structures ont souhaité associer leur programmation dans le but d'enrichir les propositions faites aux publics, mais également de favoriser la circulation des publics.

Un contrat de cession entre le Théâtre la Vignette et la compagnie notoire a été distinctement établi.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :



**Article 1 : Objet.**

Le Théâtre la Vignette et le Théâtre Jean Vilar décident de diffuser un spectacle pour six représentations données sur le campus de l'Université Paul-Valéry et au Zoo de Lunaret de Montpellier, de l'œuvre suivante :

*Vive les animaux !*

Mise en scène : Thierry Bédard

Campus de l'Université Paul-Valéry :

26 avril 2017 à 19h15

27 avril 2017 à 19h15

Zoo de Lunaret :

29 avril 2017 à 11h et 15h

30 avril 2017 à 11h et 15h

Les tarifs pratiqués seront de 5 et 2 euros.

La capacité retenue pour ce spectacle est de 720 places (6 fois 120 places). La répartition de la jauge à vendre est faite d'un commun accord entre les parties, soit une répartition à 50%-50% de la jauge. Le quota retenu pour le Théâtre la Vignette est de 60 places par représentation et 60 pour le Théâtre Jean Vilar, cette répartition pourra être modifiée selon les besoins de chacun.

Le Théâtre la Vignette et le Théâtre Jean Vilar assureront la communication, la promotion de leurs abonnements sur leurs programmes respectifs ainsi que la vente des places.

**Article 2 : Obligations du Théâtre la Vignette**

Le Théâtre la Vignette présentera le spectacle dans son programme de saison et le proposera à ses abonnés. Le Théâtre la Vignette aura à sa charge les coûts d'accueil technique de la compagnie ainsi que les coûts d'accueil des spectateurs pour les représentations se déroulant sur le campus de l'Université Paul-Valéry.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales de son personnel affecté à ces fonctions.

Le Théâtre la Vignette signera le contrat de cession de droits avec la compagnie et en assurera le paiement.

Le Théâtre la Vignette s'assurera que la compagnie dispose de tous les droits artistiques, notamment chorégraphiques et musicaux. Il prendra en charge les cachets des spectacles, les frais annexes éventuels et les frais d'accueil.

Le Théâtre la Vignette présentera le spectacle dans son programme de saison et le proposera à ses abonnés, mettra en commun ses recettes propres de billetterie avec celles du Théâtre Jean Vilar.

Le Théâtre la Vignette aura à sa charge 50% du coût de l'organisation des représentations.

Le Théâtre la Vignette éditera la feuille de salle.

Le Théâtre la Vignette effectuera la gestion des invitations compagnie, presse et protocole et la vente des places Pass'Culture.

**Article 3 : Obligations du Théâtre Jean Vilar**

Le Théâtre Jean Vilar présentera le spectacle dans son programme de saison et le proposera à ses abonnés, mettra en commun ses recettes propres de billetterie avec celles du Théâtre la Vignette.

Le Théâtre Jean Vilar aura à sa charge les coûts d'accueil technique de la compagnie ainsi que les coûts d'accueil des spectateurs pour les représentations se déroulant au Zoo de Lunaret.



Le Théâtre Jean Vilar aura à sa charge 50% du coût de l'organisation des représentations.

#### **Article 4 : Conditions financières du co-accueil**

##### **4.1 Le partage des dépenses**

Les Parties prennent en charge chacune à 50 % l'ensemble des frais liés à l'accueil de la représentation du spectacle, soit 50% des frais liés au contrat de cession : achat du spectacle, défraiements, frais de voyage des personnes et du matériel, frais d'hébergement, frais de catering, de location de matériel, de frais techniques, de droits d'auteurs, droits voisins et taxe parafiscale et autres frais nécessaires au bon déroulement du spectacle.

Un budget prévisionnel de l'opération figure en Annexe 1 du présent contrat. Il détaille les différentes dépenses et recettes liées à l'opération.

Les parties procèderont à l'apurement définitif des comptes dès la fin effective des représentations et établiront le récapitulatif :

- Des dépenses en personnel supplémentaire
- Des dépenses liées à l'achat des représentations
- Des recettes de billetterie
- De l'évaluation des réparations éventuelles par la suite de dégradation.

##### **4.2 Le partage des recettes de billetterie**

Les Parties conviennent d'arrêter le prix des places aux tarifs suivants : 5€ et 2€ TTC.

Les Parties sont chacune responsables sur leur propre billetterie, de l'établissement de la billetterie des représentations et en supportent le coût selon les quotas déterminés à l'Article 1 du présent contrat. Elles sont également responsables de sa mise en vente et de l'encaissement des recettes correspondantes.

##### **4.3 Répartition de la recette**

Un décompte sera établi contradictoirement entre les Parties à l'issue des représentations.

La recette brute correspondant au total du montant TTC des billets vendus sera partagée de la façon suivante :

- 50 % pour le Théâtre Jean Vilar
- 50 % pour le Théâtre la Vignette

#### **Article 5 : Droits d'auteurs**

Le Théâtre la Vignette assurera les déclarations liées au spectacle auprès des sociétés d'auteur et règlera la facture correspondante.

**Article 6 : Compétence juridique**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait en triple exemplaires à Montpellier le 12 juillet 2016,

Pour Monsieur le Maire et par délégation  
L'Adjoint délégué à la Culture

**Sonia KERANGUEVEN**

**Sonia KERANGUEVEN**  
Adjointe au Maire  
Déléguée à la Culture

pour le Théâtre la Vignette  
Le Président

**Patrick GILLI**

## Annexe 1

### Budget prévisionnel

#### Vive les animaux // Thierry Bédard

6 représentations

26, 27, 29 et 30 avril 2017

Prise en charge Théâtre la Vignette, 50 %

Prise en charge Théâtre Jean Vilar, 50 %

<u>Dépenses</u>		La Vignette 50%	Jean Vilar 50%
Cession	11 000,00 €	5 500,00 €	5 500,00 €
Défraiements	1 394,00 €	697,00 €	697,00 €
Hébergement	3 075,00 €	1 537,50 €	1 537,50 €
Transport / Voyages	1 790,00 €	895,00 €	895,00 €
Droits auteur	1 320,00 €	660,00 €	660,00 €
Technique	2 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>20 579,00 €</b>	<b>10 289,50 €</b>	<b>10 289,50 €</b>

#### Recettes

Billetterie	2 304,00 €	1 152,00 €	1 152,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 304,00 €</b>	<b>1 152,00 €</b>	<b>1 152,00 €</b>
<b>MARGE / DEFICIT</b>		<b>-9 137,50 €</b>	<b>-9 137,50 €</b>

#### Estimation billetterie

Tarif unique : 5 €

Tarif laissez-passer Vignette : 2 €

80 % remplissage prix moyen de 4 €

Le Président

Patrick GILLI

**Réhabilitation du groupe scolaire Louis Figuié –  
Victor Hugo  
Mission de maîtrise d'œuvre  
Marché n°4C0032  
Avenant n° 1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code des marchés publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091/T/R du 06 juin 2016, donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Vu la décision n° 2015/0070 du 25 février 2015 relative à l'attribution du marché n° 4C0032 « Réhabilitation du groupe scolaire Louis Figuié – Victor Hugo / Mission de maîtrise d'œuvre » ;
- Vu le rapport d'avenant n° 1 relatif au marché 4C0032 ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 relatif au marché 4C0032 ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de réhabiliter le groupe scolaire Louis Figuié – Victor Hugo ;
- Que pour cela, un marché de maîtrise d'œuvre a été lancé ;
- Que par décision n° 2015/0070 du 25/02/2015, le marché n° 4C0032 « Réhabilitation du groupe scolaire Louis Figuié – Victor Hugo / Mission de maîtrise d'œuvre » a été attribué au groupement NAS ARCHITECTURE / SETI ayant pour mandataire NAS ARCHITECTURE pour un montant de 95 200 € H.T, avec la répartition par co-traitant suivante :

Total (en € H.T.)	NAS ARCHITECTURE Mandataire Architecte (en € H.T.)	SETI INGENIERIE BET pluridisciplinaire (en € H.T.)
95 200	55 882,40	39 317,60

- Qu'un avenant est nécessaire pour :
  - approuver l'avant-projet définitif (APD) ;
  - fixer le coût prévisionnel définitif des travaux à 1 345 500,00 € H.T ;
  - fixer le forfait de rémunération définitif à 114 367,50 € H.T ;

Le montant du marché est donc porté de 95 200 € H.T. à 114 367,50 € H.T, soit une augmentation de 19 167,50 € H.T, représentant 20,13 % par rapport au montant initial du marché ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 4C0032 « Réhabilitation du groupe scolaire Louis Figuié – Victor Hugo / Mission de maîtrise d'œuvre », avec la répartition par co-traitant suivante :

<b>TOTAL Avenant n°1 (en € H.T.)</b>	<b>NAS ARCHITECTURE Mandataire Architecte (en € H.T.)</b>	<b>SETI INGENIERIE BET pluridisciplinaire (en € H.T.)</b>
<b>19 167,50</b>	11 251,32	7 916,18

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville – Ligne de crédit 24233 - Fonction 900-213, nature 2031 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10 . 10 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 13 . 10 . 2016  
Notifiée le :



## PROJET D'AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

#### Collectivité territoriale :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 Montpellier cedex 2

*Représentée par*  
Monsieur le Maire

#### Titulaire du marché :

Groupement NAS ARCHITECTURE / SETI  
Mandataire NAS Architecture

*Représenté par*  
Monsieur le Directeur

### B. Renseignements concernant le marché

#### *Objet du marché :*

Réhabilitation du groupe scolaire Louis Figuiet – Victor Hugo  
Mission de maîtrise d'œuvre

*N° du marché :*  
4C0032

*Notifié le :*  
3 mars 2015

#### *Montant initial du marché :*

*Montant HT : 95 200 Euros*

---

*Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet :

- D'approuver l'avant-projet définitif (APD)
- De fixer le coût prévisionnel définitif des travaux, conformément à l'article 7 du CCAP
- De fixer le forfait de rémunération définitif, en application de l'article 2 de l'acte d'engagement et de l'article 3.2 du CCAP.

#### 1 / Approuver l'avant-projet définitif (APD) :

Le présent avenant a pour objet d'approuver l'avant-projet détaillé présenté par le maître d'œuvre en date du 25 septembre 2015.

#### 2 / Fixer le coût prévisionnel définitif des travaux :

L'enveloppe financière initiale des travaux est de 1 120 000,00 € HT (conformément à l'acte d'engagement signé le 2 mars 2015).

Or, en sus de la mise en accessibilité, il est nécessaire de faire évoluer le programme initial en traitant, des problématiques connexes, notamment la sécurité des personnes. Les diagnostics et études complémentaires, passages caméra et sondage géotechnique, ont mis en avant une nature de sol très défavorable nécessitant la mise en œuvre de fondations spéciales et la reprise complète des réseaux enterrés.

Le coût prévisionnel définitif des travaux évolue donc à 1 345 500,00 € HT (conformément au dossier APD remis le 25 septembre 2015).

#### 3 / De fixer le forfait de rémunération définitif :

Suite à l'évolution du coût prévisionnel des travaux et en application des conditions prévues à l'article 2 de l'acte d'engagement, le nouveau forfait de rémunération s'établit ainsi :

#### **Mission de base et missions complémentaires DIA, SYN et SSI**

Taux de rémunération définitif $t'$	=	8.5	%
Coût prévisionnel définitif des travaux $C$	=	1 345 500	€ HT
Forfait définitif de rémunération $Fd = C \times t'$ ( $t'=t$ )	=	114 367,50	€ HT
T.V.A. (20%)	=	22 873,50	€
T.T.C.	=	137 241,00	€
Arrêté en lettres Cent trente-sept mille deux cent quarante et un euros			

### ARTICLE 2

Le montant du marché est donc porté de 95 200,00 € HT à 114 367,50 € HT, sous réserve de l'ajustement ultérieur de cette somme par l'application des modalités de variation des prix prévus au marché. Le montant de l'avenant n°1 est de 19 167,50 € HT.  
Soit une augmentation de 20,13 % du marché initial.

La grille de répartition des honoraires par co-traitant est jointe en annexe.

### ARTICLE 3

Les autres clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

#### D. Signatures des parties

A ..... le

A Montpellier le

Le Mandataire,

Le Directeur Général Adjoint des Services

#### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec avis de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... le



**Maître d'ouvrage : Direction de l'Education**

**Maître d'ouvrage conduite d'opération : Direction Architecture et Immobilier, service Conduite d'Opérations**

## **REHABILITATION DU GROUPE SCOLAIRE LOUIS FIGUIER – VICTOR HUGO**

### **MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

**MARCHE N° 4C0032**

## **RAPPORT D'AVENANT N° 1**

## **1 - Renseignements concernant le marché**

### **Objet :**

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REHABILITATION DU GROUPE SCOLAIRE LOUIS FIGUIER – VICTOR HUGO

### **Collectivité territoriale :**

Ville de MONTPELLIER - 1, Place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX 2

### **Titulaire :**

Groupement NAS ARCHITECTURE - SETI

Architecte mandataire : NAS ARCHITECTURE \_ M. Hadrien BALALUD DE SAINT JEAN

Adresse : 4, rue des Trésoriers de la Bourse – 34 000 MONTPELLIER

Tél : 04 67 67 18 73 – Fax : 04 67 92 51 77

SIRET : 797 640 646 000 15

Co-traitant agissant en qualité de BET pluridisciplinaire : SETI \_ M. Jean-Marc EL AHDAB

Adresse : 1288 l'Occitane – CS 27629 – 31 676 LABEGE Cedex

Tél : 05 62 24 02 70 – Fax : 05 61 39 06 80

SIRET : 650 801 707 000 86

### **Date de la notification du marché public :**

03 mars 2015

## **2 - Renseignements concernant l'avenant n° 1**

Le présent avenant a pour objet :

- D'approuver l'avant-projet définitif (APD)
- De fixer le coût prévisionnel définitif des travaux, conformément à l'article 7 du CCAP
- De fixer le forfait de rémunération définitif, en application de l'article 2 de l'acte d'engagement et de l'article 3.2 du CCAP.

### Approbation de l'APD :

Le présent avenant a pour objet d'approuver l'avant-projet détaillé présenté par le maître d'œuvre en date du 25 septembre 2015.

### Fixation du coût prévisionnel définitif des travaux :

L'enveloppe financière initiale des travaux est de 1 120 000,00 € HT (conformément à l'acte d'engagement signé le 2 mars 2015).

Or, en sus de la mise en accessibilité, il est nécessaire de faire évoluer le programme initial en traitant, des problématiques connexes, notamment la sécurité des personnes. Les diagnostics et études complémentaires, passages caméra et sondage géotechnique, ont mis en avant une nature de sol très défavorable nécessitant la mise en œuvre de fondations spéciales et la reprise complète des réseaux enterrés.

Le coût prévisionnel définitif des travaux évolue donc à 1 345 500,00 € HT (conformément au dossier APD remis le 25 septembre 2015).

### Fixation du forfait de rémunération définitif :

Suite à l'évolution du coût prévisionnel des travaux et en application des conditions prévues à l'article 2 de l'acte d'engagement, le nouveau forfait de rémunération s'établit ainsi :

#### **Mission de base et missions complémentaires DIA, SYN et SSI**

<i>Taux de rémunération définitif t'</i>	=	8.5	%
<i>Coût prévisionnel définitif des travaux C</i>	=	1 345 500	€ HT
<i>Forfait définitif de rémunération Fd = C x t' (t'=t)</i>	=	114 367,50	€ HT
<i>T.V.A. (20%)</i>	=	22 873,50	€
<i>T.T.C.</i>	=	137 241,00	€
<i>Arrêté en lettres Cent trente-sept mille deux cent quarante et un euros</i>			


### Conséquences financières de l'avenant :

Le montant du marché est donc porté de 95 200,00 € HT à 114 367,50 € HT, sous réserve de l'ajustement ultérieur de cette somme par l'application des modalités de variation des prix prévus au marché. Le montant de l'avenant n°1 est de 19 167,50 € HT.  
Soit une augmentation de 20,13 % du marché initial.

Suivant la répartition des honoraires par cotraitant, ci-dessous :

	Avenant Global		Mandataire Architecte		BET pluridisciplinaire	
	honoraire %	Montant H.T.	NAS ARCHITECTURE		SETI INGENIERIE	
DIA	4%	766,70	40%	306,68	60%	460,02
APS	10%	1 916,75	65%	1 245,89	35%	670,86
APD	12%	2 300,10	55%	1 265,06	45%	1 035,05
PRO	14%	2 683,45	35%	939,21	65%	1 744,24
ACT	4%	766,70	50%	383,35	50%	383,35
VISA	6%	1 150,05	50%	575,03	50%	575,03
DET	35%	6 708,62	65%	4 360,60	35%	2 348,02
AOR	3%	575,03	65%	373,77	35%	201,26
DOE	2%	383,35	70%	268,35	30%	115,01
SYNT	8%	1 533,40	100%	1 533,40	0%	0,00
SSI	2%	383,35	0%	0,00	100%	383,35
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>19 167,50</b>		<b>11 251,32</b>		<b>7 916,18</b>

**Le Directeur Architecture et Immobilier**

  
**Jean-Louis DESTISON**

**La Directrice de L'Education**

  
**Cristel ARROUET**

**Le Directeur Général Adjoint des Services**

  
**Jean-Paul DAYRE**

# AVENANT MOE 01


Forfait de rémunération : 114 367,50 Euros H.T.

Taux de rémunération : 8,5 %

Part de l'enveloppe financière prévisionnelle définitive affectée aux travaux en phase APD : 1 345 500,00 Euros H.T.

	Mission Globale		Mandataire Architecte		Architecte associé	
Nom du contractant			NAS Architecture		SETI Ingénierie	
Mission	% sur taux de rémun.	Montant ht	Part en %	Montant ht	Part en %	Montant ht
DIA	4%	4 574,70 €	40%	1 829,88 €	60%	2 744,82 €
APS	10%	11 436,75 €	65%	7 433,89 €	35%	4 002,86 €
APD	12%	13 724,10 €	55%	7 548,26 €	45%	6 175,85 €
PRO	14%	16 011,45 €	35%	5 604,01 €	65%	10 407,44 €
ACT	4%	4 574,70 €	50%	2 287,35 €	50%	2 287,35 €
VISA	6%	6 862,05 €	50%	3 431,03 €	50%	3 431,03 €
DET	35%	40 028,63 €	65%	26 018,61 €	35%	14 010,02 €
AOR	3%	3 431,03 €	65%	2 230,17 €	35%	1 200,86 €
DOE	2%	2 287,35 €	70%	1 601,15 €	30%	686,21 €
SYNT	8%	9 149,40 €	100%	9 149,40 €	0%	- €
SSI	2%	2 287,35 €	0%	- €	100%	2 287,35 €
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>114 367,50 €</b>	<b>59%</b>	<b>67 133,72 €</b>	<b>41%</b>	<b>47 233,78 €</b>

Signature et cachet du mandataire

  
 4 Rue Trésoriers de la Bourse  
 34000 MONTPELLIER  
 Tél: 04 67 92 51 17 - Fax: 04 67 92 51 77  
 SIRET : 797 640 646 000 15  
 RC Montpellier 2013 A 12605  
 APS - ZILUZ SARL au capital de 10 000 €

AVENANT MOE 01

## MARCHE PUBLIC

### « - CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE - CLUB DE HAUT NIVEAU SAS MONTPELLIER HANDBALL CHAMPIONNAT DE France ET D'EUROPE SAISON 2016 / 2017 »

N° 6C00152201

#### Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2092 6 Juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

#### Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquérir des prestations, de type communication (naming, publicité équipement professionnel et panneautique), et achats de places (VIP, Présidentielles et places en tribune) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du Handball en particulier, pour les rencontres du championnat de France et d'Europe, organisées à Montpellier pour la saison 2016 – 2017. Les prestations (VIP, Présidentielles et places en tribune) bénéficieront à des invités institutionnels, des membres du tissu associatif, des partenaires ainsi que des élus et collaborateurs de la collectivité ;
- Qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la SAS Montpellier Handball, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;
- Qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n° 6C00152201 à la SAS Montpellier Handball, domiciliée au Centre Jean-Paul Lacombe – 1000 Avenue du Val de Montferrand - 34 090 Montpellier, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

#### Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau Montpellier Handball – Championnat de France et d'Europe – Saison 2016 / 2017 », à la SAS Montpellier Handball, pour un montant de 123 461.80 € H.T ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville, nature 6188 fonction 9240 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l(es) entreprise(s) retenue(s).

Montpellier, le 11. 10. 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Fabien ABERT

Publiée le : 13. 10. 2016  
Notifiée le :

CONTRAT PRESTATIONS DE SERVICE CLUBS DE HAUT  
NIVEAU – HANDBALL MHB  
CHAMPIONNAT DE FRANCE ET D'EUROPE  
SAISON 2016-2017

Rapport d'analyse des offres du 1<sup>er</sup> Septembre 2016

AFFAIRE N° 6C00152201



### 1 – Objet du marché

La ville de Montpellier a décidé d'acquérir auprès de Montpellier Hand Ball (SAS MONTPELLIER HANDBALL) des prestations pour les rencontres de championnat de France et d'Europe de handball.

La ville de Montpellier a particulièrement à cœur de contribuer au développement du sport qu'il soit amateur ou d'élite sur son territoire. Le MHB a su conquérir une solide notoriété au plan de la formation des jeunes, mêlant pédagogie et citoyenneté en s'attachant à construire une image novatrice. C'est dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du handball en particulier que la ville de Montpellier souhaite acquérir des prestations, dont des places pour en faire bénéficier les collaborateurs de la Collectivité, les invités institutionnels, les membres du tissu associatif, les partenaires ainsi que les élus.

Ces prestations sont définies conformément aux dispositions de l'ordonnance 2006-596 du 23/05/2006, art L 113-3 et R 113-5 du Code du Sport.

### 2 – Mode de passation

La procédure de passation est un marché négocié en application de l'article 28-II du Code des Marchés Publics.

### 3 – Déroulement de la procédure

**Date limite de remise de l'offre :** le 25 Août 2016 à 17 h 00.

**Nombre d'entreprise :** 1 : SAS MONTPELLIER HANDBALL.

**Ouverture du pli :** Suite à la consultation faite auprès de la SAS Montpellier Agglomération Handball, seul prestataire habilité concernant les rencontres de handball de haut-niveau organisées à Montpellier, le pouvoir adjudicataire a ouvert l'enveloppe en date du 1<sup>er</sup> Septembre 2016 à 14 h 15.

Après l'analyse de l'offre de la SAS MONTPELLIER HANDBALL, la ville a procédé à une phase de négociation portant sur des erreurs matérielles de calcul des montants HT et TTC sur la proposition de DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire).

**Courrier de demande de négociation :** envoyé par fax en date du 9 Août 2016.

### 4 – L'analyse de l'offre

Les prestations proposées par la SAS Montpellier Agglomération Handball, en réponse à la consultation engagée par la Ville de Montpellier, sont déclinées ci-après.

	Coupe d'Europe	Championnat de France	Coupe de la ligue	Coupe de France	Quantité	Prix Unitaire HT	Prix total HT	Prix total TTC
<b>Naming et Label</b>								
Partenaire institutionnel					1	2500.00 €	2500.00 €	3000.00 €
Publicité équipement pro > toutes compétitions confondues	5 à 9 matchs	26 matchs	0 à 4 matchs	0 à 6 matchs				
Logo Manche droite 6cm x 8cm	X	X	X	X	1	30 000.00 €	30 000.00 €	36 000.00 €
<b>Publicité Stade : Championnat de France</b>								
2mn LED (15sec x 8anim) par Match / 20 m x 1m (bord terrain)		X			1	10 000.00 €	10 000.00 €	12 000.00 €
Panneaux course (3m x 0,60m au niveau intermédiaire des tribunes)		X			2	3 500.00 €	7 000.00 €	8 400.00 €
<b>Publicité Stade : Champions League (coupe d'Europe)</b>								
Panneau fixe 6m	X				1	6 000.00 €	6 000.00 €	7 200.00
<b>Relations Publiques</b>								
<b>PLACES + PRESTATIONS</b>	5 à 7 matchs	13 matchs	0 à 1 match	0 à 3 matchs				
Places Présidentielles VIP (1 pkg pour 2 places / places en présidentielle / accès VIP)	VIP	VIP	VIP	VIP	8	2 500.00 €	20 000.00 €	24 000.00 €
Places Institutionnelles VIP (1 pkg pour 2 places / places en institutionnelle / accès VIP)	VIP	VIP	VIP	VIP	20	2 000.00 €	40 000.00 €	48 000.00 €
<b>Billetterie</b>								
<b>Places Championnats de France et d'Europe</b>	4 à 8 matchs	13 matchs	0 à 1 match	0 à 4 matchs				
Places sèches Bougnol	X	X	X	X	20	161.14 €	3 222.80 €	3 399.21 €
Places sèches PSA	X	X	X	X	50	94.78 €	4 739.00 €	4 999.65 €
<b>TOTAL</b>								
<b>Prestations Partenariat HT comprenant :</b>								
Naming et Label								
Publicité équipement								
Visibilité terrain & divers								
Relations Publiques								
Montant HT (A)								115 500.00 €
TVA 20% (B)								20 100.00 €
Total TTC Prestations Partenariat (C)								135 600.00 €
<b>Prestation Billetterie</b>								
Billetterie HT (D)								7 961.80 €
TVA 5.5% (E)								437.89 €
Total TTC Prestations billetterie (F)								8 399.69
<b>TOTAL HT (A+D)</b>								
<b>TOTAL TTC (C+F)</b>								
							<b>123 461.80 €</b>	
							<b>143 999.69 €</b>	

Le détail des prestations est le suivant :

### **Naming**

Le Montpellier Handball s'engage à intégrer le nom de La Ville de Montpellier « Montpellier » dans son nom ainsi que son identité visuelle (logo) pendant la période contractuelle. Le Montpellier Handball s'engage à communiquer en interne comme en externe en utilisant ce nom et cette identité visuelle.

### **Partenaire Institutionnel**

Le Montpellier Handball s'engage à faire bénéficier La Ville de Montpellier du label de « Partenaire Institutionnel du MHB ». Il fournira à la Ville de Montpellier un bloc logo « Partenaire Institutionnel du MHB 2016-2017 ».

Le Montpellier Handball autorise la Ville de Montpellier à utiliser ce label et ledit bloc logo de « Partenaire Institutionnel du MHB » dans sa communication interne et externe sans limite de valeur de plan médias ou hors médias. Et ce pendant la période contractuelle.

Le Montpellier Handball s'engage à faire bénéficier La Ville de Montpellier de l'association du logo « Ville de Montpellier » à tous ses supports de communication externe. Le logo « Ville de Montpellier » apparaîtra notamment :

- Sur la page accueil du site internet du MHB ainsi que sur la « page partenaire » de celui-ci ; ces logos proposant un lien vers le site internet de la Ville de Montpellier sur les campagnes presse et affichage du MHB
- Sur la page d'accueil des documents de présentation officielle du MHB (plaquette, dossier de présentation, etc.).

### **Badge manche droite**

Le Montpellier Handball s'engage à faire bénéficier la Ville de Montpellier de la présence du logo « Ville de Montpellier » sur la manche droite du maillot officiel de l'équipe professionnelle pendant la période contractuelle.

Le Montpellier Handball s'engage à proposer une présence logo d'une surface de 48cm<sup>2</sup> (soit un logo de 8cm de haut sur 6cm de large).

La Ville de Montpellier bénéficiera de cette présence logo lors des matchs officiels de Championnat de France, Ligue des Champions et Coupe de France dans la mesure où le Montpellier Handball se qualifie pour ces compétitions.

### **Panneaux LED Championnats de France**

Le Montpellier Handball s'engage à faire bénéficier à la Ville de Montpellier d'un espace publicitaire sur son dispositif de panneaux LED de 20m x 1m situé le long de la ligne de touche et dans l'axe principal des caméras. La Ville de Montpellier bénéficiera de 8 animations de 15 secondes chacune d'un format de 20m x 1m (demi-ligne de terrain) par match.

La Ville de Montpellier bénéficiera de cet espace publicitaire LED lors de tous les matchs officiels joués à Montpellier, lors du Championnat de France (13 matchs), de la Coupe de France et de la Coupe de la Ligue (pas de match garanti ; selon tirage au sort) dans la mesure où le Montpellier Handball se qualifie pour ces compétitions.

### **Panneaux Champions League**

Le Montpellier Handball s'engage à faire bénéficier La Ville de Montpellier d'un espace publicitaire sur son dispositif de panneaux fixe de 6m x 1m situé à l'arrière du but. La Ville de Montpellier bénéficiera de cet espace publicitaire lors de tous les matchs officiels joués à Montpellier de Champions League (5 matchs du Groupe Phase + matchs de phase finale selon qualification).

### **Panneau coursive**

Le Montpellier Handball s'engage à faire bénéficier La Ville de Montpellier de 2 espaces publicitaires fixes situés le long de la main courante surplombant le 1er niveau de tribune bord terrain (2ème niveau de panneautique champs TV) et dans l'axe principal des caméras du palais des sports René Bougnol.

Chacun de ces 2 espaces publicitaires fixes mesure 3m de long sur 0.60m de haut. Ils seront disposés côte à côte de manière à créer un espace publicitaire fixe de 6m de long sur 0.60m de haut. La Ville de Montpellier bénéficiera de cet espace publicitaire lors des matchs officiels de Championnat de France joués au palais des sports René Bougnol à Montpellier.

### **Pack vip Tribune Institutionnelle**

Le Montpellier Handball s'engage à faire bénéficier la Ville de Montpellier de 20

« Places VIP Tribune Institutionnelle » soit pour chaque match concerné :

- 20 places donnant accès :

- o Au palais des sports René Bougnol ou au Park&Suite Arena selon les matchs
- o A 20 places VIP réservées en « tribune institutionnelle »
- o Ces 20 places ayant accès au « buffet officiel » du salon VIP d'après match

- 10 accès parking donnant accès :

- o A un des parkings réservés aux partenaires

Le Montpellier Handball s'engage à communiquer ces titres d'accès pour tous les matchs joués à Montpellier de Championnat de France (13 matchs), Ligue des Champions (5 matchs du Groupe Phase + matchs de phase finale selon qualification), et Coupe de France (pas de matchs garantis) dans la mesure où le Montpellier Handball se qualifie pour ces compétitions.

### **Pack vip Tribune Présidentielle**

Le Montpellier Handball s'engage à faire bénéficier la Ville de Montpellier de 8

« Places VIP tribune Présidentielle » soit pour chaque match concerné :

- 8 places donnant accès :

- o Au palais des sports René Bougnol ou au Park&Suite Arena selon les matchs
- o A 8 places VIP réservées en « tribune présidentielle »
- o A la table réservée pour 8 personnes du salon VIP d'après match

- 4 accès parking donnant accès o A un des parkings réservés aux partenaires

Le Montpellier Handball s'engage à communiquer ces titres d'accès pour tous les matchs joués à Montpellier de Championnat de France (13 matchs), Ligue des Champions (5 matchs du Groupe Phase + matchs de phase finale selon qualification), Coupe de France (pas de matchs garantis) dans la mesure où le Montpellier Handball se qualifie pour ces compétitions.

**Places tribune (par match) Championnat de France, coupes de France et de la ligue et ligue des Championnats :**

- Palais des sports René Bougnol : 20 places par match
- Park&suite aréna : 50 places par match

Après analyse, les prestations proposées sont conformes aux dispositions de la consultation engagée par la Ville de Montpellier, et définies conformément aux dispositions de l'article L 113-3 du Code du Sport.

**6 – Les modalités de paiement**

2 versements 2016/2017 décomposés comme suit :

- BP 2016 : un versement de 50% soit 71 999.84 € TTC
- BP 2017 : un versement de 50% soit 71 999.84 € TTC

**CONCLUSION**

En conclusion, il est proposé au représentant du pouvoir adjudicateur de retenir le prestataire la SAS MONTPELLIER HANDBALL pour le marché considéré, pour un montant de 143 999.69 € TTC (123 461.80 € HT).

Pour Monsieur Le Maire et par délégation

Le Directeur Général Adjoint

  
Marc DANIEL

**Saisine de la Commission Consultative des Services  
Publics Locaux - Exercice 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant :**

- Que l'ordre du jour portera sur l'avis de la commission sur le mode de gestion du stationnement sur voirie.

**Décide en conséquence :**

- De saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux à la date du 05 octobre 2016 à 16h00 pour l'affaire indiquée ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04.10.2016

**Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL**

✓

**Publiée le :** 07.10.2016  
**Notifiée le :**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une  
procédure adaptée pour l'achat d'électroménager brun  
(6B0113)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'électroménager brun pour les Services de la Ville de Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 12 août 2016, une procédure (n°6B0113) a été lancée, conformément à l'article 27 du décret 2016-360 et à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux accords cadres. Cette procédure est soumise aux dispositions de l'article 27 et des articles 78 et 80 du décret susmentionné (Accord Cadre à bons de commandes).
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : 55 % pour le prix et 45% pour la valeur technique.
- Qu'après analyse, la société DARTY PRO, RN 6 – Lieu-dit l'Epoux – 69760 LIMONEST, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature de l'accord cadre « Achat d'électroménager blanc » (6B0113) précité, avec la société DARTY PRO pour un montant total de 85 000.00 € H.T ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632, et le budget investissement, nature 2188, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint délégué aux Finances à signer ce marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 11.10.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 13.10.2016  
Notifiée le :



**Attribution d'un accord cadre passé selon une  
procédure adaptée pour les achats de matériel de  
nettoyage.  
(6B0107)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder aux achats de petit matériel de bureau pour les Services de la Ville de Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 29 juillet 2016, une procédure (n°6B0107) a été lancée, conformément à l'article 27 du décret 2016-360 et à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux accords-cadres. Cette procédure est soumise aux dispositions de l'article 27 et des articles 78 et 80 du décret susmentionné (Accord Cadre à bons de commandes).
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : 60 % pour le prix et 40% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société SPE SUD, 21 rue Ratacas, 11 000 NARBONNE, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature de l'accord cadre « Achats de matériel de nettoyage » (6B0107) précité, avec la société SPE SUD pour un montant total maximum de commandes de 79 000.00 € H.T. et pour une durée de 1 an à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 60632, 60628 et le budget investissement, nature 2188, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjoint déléguée aux Finances à signer cet accord cadre, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 10 . 10 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA**

Publiée le : 11 . 10 . 2016  
Notifiée le :





**Cotisation pour l'année 2017 à l'association nationale  
des villes et pays d'art et d'histoire (ANVPAH)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- Que par délibération en date du 30 juin 2008, le Conseil municipal a approuvé l'adhésion annuelle de la Ville à l'Association nationale des villes et pays d'art et d'histoire et des villes à secteurs sauvegardés et protégés (ANVPAH) et que par décision n° 2016/0144 du 12 mai 2016 a approuvé le versement de la cotisation à l'ANVPAH pour l'année 2016 ;
- Qu'il est proposé de confirmer l'adhésion de la Ville à l'ANVPAH pour l'année 2017 ;
- Que le montant de la cotisation est fixé à 4700 € pour les villes de plus de 200 000 habitants ;

**Décide en conséquence :**

- D'accepter le versement de la cotisation 2017 à l'ANVPAH ;
- De prélever le montant de la dépense sur le crédit inscrit au budget 2017 de la Ville au chapitre 928 du CRB 28500 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 12.10.2016

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 14.10.2016

Notifiée le :

**Ensemble hébraïque -  
Etude de bâti - Phase 3  
Marché 6B0042**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de missionner une maîtrise d'œuvre relative à une étude de bâti de l'ensemble hébraïque de Montpellier, phase 3 ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément au décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres ont été les suivants :
  1. la valeur technique de l'offre : 70 %
  2. le prix : 30 %
- Qu'après analyse, l'équipe C. MARKIEWICZ / R. WIEDER sis à La Bugadière/Rocsalière 84000 APT a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché « Ensemble hébraïque – Etude de bâti – Phase 3 » pour un montant maximum de 89 000 € H.T. et une durée maximum d'un an à l'équipe C. MARKIEWICZ / R. WIEDER ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500, chapitre 908 ou 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12.10.2016

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 16.10.2016  
Notifiée le :